

Gazette officielle du Québec

Partie 1

Avis
juridiques

124^e année

1^{er} août

1992

No 31

Québec 

Gazette officielle du Québec

Partie 1 Avis juridiques

124^e année
1^{er} août 1992
No 31

Sommaire

AVIS DIVERS
CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES
CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE
CODE DE PROCÉDURE CIVILE (ARTICLE 139)
COMPAGNIES (PARTIE I-A) — LOI SUR LES
COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES
COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES
COMPAGNIES ÉTRANGÈRES — LOI SUR LES
COMPAGNIES MINIÈRES — LOI SUR LES
COOPÉRATIVES — LOI SUR LES
RÉVOCATION DE DISSOLUTION DE COOPÉRATIVES — AVIS DE
DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES
LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA
MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES
PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN
RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC
VENTE PAR LICITATION
VENTES PAR SHÉRIF
VENTES POUR TAXES, AVIS DE PUBLICATION

AVIS AUX ANNONCEURS

La *Gazette officielle du Québec* est le journal par lequel le Gouvernement du Québec rend officielles ses décisions. Elle est publiée en deux éditions distinctes. La première, intitulée « Avis juridiques », est publiée au moins à tous les samedis; la deuxième, intitulée « Lois et règlements », est publiée en français et en anglais au moins à tous les mercredis.

Contenu :

La Partie 1 de la *Gazette officielle* contient les avis juridiques dont la publication est requise par des lois ou des règlements ou encore par le gouvernement. Elle est publiée en français seulement.

Normes de recevabilité :

Les avis doivent contenir le minimum d'information requis par les lois et règlements qui régissent leur publication. On peut se référer à la *Gazette officielle* pour y retrouver des avis déjà publiés et les utiliser comme modèles. Les avis doivent être dactylographiés. Les annonceurs doivent fournir une lettre d'accompagnement indiquant clairement leurs nom et adresse, leur numéro de téléphone et le nombre de publications requises pour chaque avis.

Conditions générales :

Les manuscrits doivent être reçus au bureau de la *Gazette officielle* au plus tard à 12 h, le jeudi précédant la semaine de publication. Les avis reçus après cette date seront reportés à l'édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec se réserve le droit de retarder ou de refuser la publication de certains documents, à cause de leur longueur, de leur mauvaise formulation ou pour toute autre raison d'ordre administratif.

Les frais de publication sont payables à l'avance et doivent être acquittés par mandat ou par chèque émis à l'ordre de : « Les publications du Québec ». Un exemplaire de la *Gazette officielle* est automatiquement expédié comme preuve de publication pour chaque avis publié.

Toute demande d'annulation doit être faite par écrit et être reçue avant l'heure de tombée. Les frais déjà encourus sont facturés à l'annonceur à qui l'on rembourse tout montant versé en trop.

Si une erreur typographique se glisse dans une première publication, les annonceurs sont priés d'en aviser le responsable de la *Gazette officielle* avant la seconde publication. Les demandes de corrections au texte original doivent aussi être faites par écrit et être reçues avant l'heure tombée.

Tarif de publication*

Le tarif de publication est de 0,80 \$ la ligne agate quel que soit le nombre de parutions.

Tarif de traduction*

Le tarif de traduction est de 20 \$ les 100 mots.

Tarif pour les feuilles volantes*

Le prix de vente pour les feuilles volantes est de 0,70 \$ l'unité.

Prix à l'exemplaire*

Le prix d'un exemplaire de la *Gazette officielle du Québec* est de 5,15 \$.

Les demandes de publication d'avis doivent être adressées comme suit :

Division de la Gazette officielle
1279, boul. Charest Ouest, 9^e étage
Québec G1N 4K7
Téléphone : (418) 644-7795

Abonnements

Tous les abonnements sont payables à l'avance. Faire parvenir votre chèque ou mandat-poste émis à l'ordre de « Les Publications du Québec ». Aucune réclamation après 90 jours.

Tarif d'abonnements*

Partie 1 « Avis juridiques » : 62 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Lois et règlements » : 90 \$ pour 12 mois
Partie 2 « Laws and Regulations » : 90 \$ pour 12 mois.

Toute correspondance concernant les abonnements doit être adressée au :

Service à la clientèle
Division des abonnements
C.P. 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7
Téléphone : (514) 948-1222

Prière de faire part de tout changement d'adresse six semaines avant la date du déménagement et de retourner l'étiquette portant l'ancienne adresse.

* Taxes non comprises

TABLE DES MATIÈRES

AVIS DIVERS

CENTRE DE RESTAURATION CHRÉTIENNE INTERNATIONAL (L.P.)	3631
CHRISTIAN RESTORATION CENTER INTERNATIONAL (L.P.)	3631
COLLÈGE DE SAINT-DAMIEN (<i>Dissolution</i>)	3631
COLLÈGE LAVAL (L.P.)	3631
ÉGLISE DU NAZARÉEN LIBRE INTERNATIONALE E.D.N.L.I. INC. (L.P.)	3631
MUNICIPALITÉ DE ST-LOUIS-DE-FRANCE (<i>Requête</i>)	3631
SUCCESSION NOEL LEMAY (<i>Bénéfice d'inventaire</i>)	3632
VILLE DE SHERBROOKE (<i>Rues et ruelles</i>)	3632

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — LOI SUR LES

LA CAISSE POPULAIRE PONTMAIN (<i>Modification de territoire</i>)	3633
---	------

CHANGEMENT DE NOM ET D'AUTRES QUALITÉS DE L'ÉTAT CIVIL — LOI SUR LE

ACCORDÉS

André Alfred Bajan	3633
Bernard André Tchonatenhen Asaion	3633
Chrysteen Mary Clark	3633
Daniel Jan Hung Huang	3633
Edeet Ravel	3633
Joann Julie Malenfant	3633
Josée Judith Boutin	3634
Joseph Albini Jean-Yves Bolduc	3634
Joseph Alfred Alain Chaput-Chagnon	3634
Joseph Armand Gilbert	3634
Joseph Charles André Montsion	3634
Joseph Ephrem Sabu	3634
Joseph Jacques René Guillemette	3634
Joseph Jean Daniel Grandmont	3634
Joseph Jerry David Noël	3634
Joseph Léonce Jacques Trolin Lessard	3634
Joseph Marc André Jean Pierre Légaré	3635
Joseph Marcel Edouard Russell	3635
Joseph Michel Jean Martin Paquette	3635
Marek Marian Mierski	3635
Maria Florianne Lisa Doyon	3635
Maria Rosa Rosetta Tavarone	3635
Marie Elise Béatrice Malenfant	3635
Marie Fleur-Ange Wilhelmine Paradis	3635
Marie Hélène Christine Fortier	3635
Marie Mariette Rose Dufour	3635
Marie Nancy Dubé	3636
Marie Nathalie Emmanuelle Deslandes	3636
Marie Ruth Yvette Lisette Coudé	3636
Verna Kelly	3636

DEMANDES

Ann Castonguay	3636
Bernadette Archambault	3636
Cécilienne Touchette	3636
Culbert Daraiche	3636
Djafar Branki Kézerli	3636
Gary Steven Gold	3637
Gérard Émile Parry	3637
Jacques Blouin	3637
Johanne Côté	3637
Joseph Philippe Jean François Pissias	3637
Joseph Philippe Lionel Marcoux	3637
Julie Tremblay	3637
Lauréat Dubé	3637
Linda Perron	3637
Manon Bouchard	3637
Marguerite Boulanger	3638
Marie-Anne Bouffard	3638
Marie Lilliane-Gaétane Clouet	3638
Marie Rose Alice Carole Sylvie Marcotte	3638
Marie Thérèse Nathalie Picard	3638
Maya Shoshana Goldstein	3638
Nancy St-Amant	3638
Nguyen Hai Thuong	3638
Richard Trinqué	3639
Richère Dumais	3639
Saul Grossman	3639
Seymour Louis Lipsey	3639
Simon Epstein	3639
Sophie Rivard	3639
Steven Bradley Barr	3639
Tawit David Asdawazadurian	3639
Ted Samba N'Zitoukoulou Kouetobo	3639
Thérèse Béland	3640
Toni Bernard	3640
Urha William Koski	3640

CODE DE PROCÉDURE CIVILE (ARTICLE 139)

PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALAIN BELISLE (<i>Assignment</i>)	3640
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALANNA OSSOF (<i>Assignment</i>)	3640
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALBERT BEAUGE JR (<i>Assignment</i>)	3640
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ALPHONSE CLARKE (<i>Assignment</i>)	3640
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ANDRÉ GARCEAU (<i>Assignment</i>)	3641
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ANN MARGARET CONDE (<i>Assignment</i>)	3641
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. BENOIT FOURNIER (<i>Assignment</i>)	3641
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. BIANCA NAU (<i>Assignment</i>)	3641

PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. CECILIA COCA (<i>Assignment</i>)	3641	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN-YVES CHEVALIER (<i>Assignment</i>)	3647
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. CHANTAL GERMAIN (<i>Assignment</i>)	3642	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JOHANNE CURRIE (<i>Assignment</i>)	3647
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. CHRISTINE FALARDEAU (<i>Assignment</i>)	3642	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JOLYNE DESPINS (<i>Assignment</i>)	3647
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. CLAUDE CASTONGUAY (<i>Assignment</i>)	3642	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. KAMEL BOUDAZZA (<i>Assignment</i>)	3647
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. CLAUDE CHAMBERLAND (<i>Assignment</i>)	3642	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. KATHY HARAS (<i>Assignment</i>)	3648
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. COLIN G. BATTY (<i>Assignment</i>)	3642	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. KRZYSTYNA SZYUKA (<i>Assignment</i>)	3648
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DANIEL DEAN (<i>Assignment</i>)	3643	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. LAUREN HERSKOWITZ (<i>Assignment</i>)	3648
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DANIEL GARAND (<i>Assignment</i>)	3643	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. LAWRENCE HOLMES (<i>Assignment</i>)	3648
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DANIELLE BÉDARD (<i>Assignment</i>)	3643	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. LIONEL AUGER (<i>Assignment</i>)	3648
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DAVID JEFFERSON (<i>Assignment</i>)	3643	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MARIE GAGNÉ (<i>Assignment</i>)	3649
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DENIS CATAFARD (<i>Assignment</i>)	3643	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MARIE-HÉLÈNE DORCINE (<i>Assignment</i>)	3649
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DISMIE CESAR (<i>Assignment</i>)	3644	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MICHEL EL KHOURI (<i>Assignment</i>)	3649
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DOMINIQUE FRAPPIER (<i>Assignment</i>)	3644	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MICHEL HUGUES DESRUISSEUX (<i>Assignment</i>)	3649
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. DOMINIQUE GEMME (<i>Assignment</i>)	3644	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MOHAMED DERNASSI (<i>Assignment</i>)	3649
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. EMMA NELUS (<i>Assignment</i>)	3644	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. MUHAMMED WASEEM (<i>Assignment</i>)	3650
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. FAROUK MULLA JASSIM (<i>Assignment</i>)	3644	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. NANCY BAJADA (<i>Assignment</i>)	3650
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. FELIX ASCENCIO (<i>Assignment</i>)	3645	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. NICOLE PAQUETTE (<i>Assignment</i>)	3650
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. FRANCESCA ALVERGNE (<i>Assignment</i>)	3645	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. PATRICK DESAUTELS (<i>Assignment</i>)	3650
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. FRANCINE BRISEBOIS (<i>Assignment</i>)	3645	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. PATRICK WICK (<i>Assignment</i>)	3650
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. GILLES VÉZINA (<i>Assignment</i>)	3645	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. PAUL CAMBRY (<i>Assignment</i>)	3651
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. HÉLÈNE GÉLINAS (<i>Assignment</i>)	3645	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. PAUL CLOUTIER (<i>Assignment</i>)	3651
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. HOANG HAI NGUYEN QUOC (<i>Assignment</i>)	3646	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. PHILIP PENCO (<i>Assignment</i>)	3651
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. IAN GLEDHILL (<i>Assignment</i>)	3646	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. RICHARD CUSSON (<i>Assignment</i>)	3651
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN GAUDET (<i>Assignment</i>)	3646	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ROBERT BARIBEAU (<i>Assignment</i>)	3651
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN LEBON (<i>Assignment</i>)	3646	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ROBERT BLONDIN (<i>Assignment</i>)	3652
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN TANGUAY (<i>Assignment</i>)	3646	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. ROUSSEL GAGNON (<i>Assignment</i>)	3652
PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. JEAN-ROGER GAGNON (<i>Assignment</i>)	3647	PROCEUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. STÉPHANE FERLAND (<i>Assignment</i>)	3652

PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. SYLVAIN BLACKBURN (Assignment)	3652	2168-5664 QUÉBEC INC.	3719
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. SYLVAIN CÔTÉ (Assignment)	3653	2309-9336 QUÉBEC INC.	3719
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. THI NGOC DUNG NGUYEN (Assignment)	3653	2333-8817 QUÉBEC INC.	3719
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. TODD COURAGE (Assignment)	3653	2432-2042 QUÉBEC INC.	3720
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. WILBERT ST-JUSTE (Assignment)	3653	2433-6992 QUÉBEC INC.	3720
PROCURER GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC c. YOAV REBIDO (Assignment)	3653	2435-9218 QUÉBEC INC.	3720
		2524-2967 QUÉBEC INC.	3720
		2733-5314 QUÉBEC INC.	3720
		2748-2548 QUÉBEC INC.	3720
		2841-3383 QUÉBEC INC.	3720
		2846-9906 QUÉBEC INC.	3720
		2850-4710 QUÉBEC INC.	3720
		2854-8998 QUÉBEC INC.	3720
		2956-8573 QUÉBEC INC.	3721
		A. PRATTE INC.	3721
		ARPIN & LARUE LTÉE	3721
		AUTOMOBILES ROMIC INC.	3721
		BAZINET INC.	3721
		BUOUTERIE J.M. LEMIRE INC.	3721
		BOUCHARD ALSTÉ INC.	3721
		BOUTIQUE DIANE B. MARCIL INC.	3721
		CASSE-CROÛTE MICHEL ROY INC.	3721
		CENTRE DIEU JÉRICO	3721
		CENTRE DU CONTRÔLE EN NUTRITION DUTIL INC.	3722
		CENTRE NAUTILUS LACHUTE INCORPORÉE	3722
		CLAUDE MOREAU (1984) INC	3722
		CLINIQUE DE MÉDECINE GÉNÉRALE D'ALMA INC.	3722
		CLINIQUE DENTAIRE MARIE-KATERI GOULET INC.	3722
		CLUB DE GYMNASTIQUE GYMNOFLEX INC.	3722
		CLUB D'ESCRIME DAMOCLÈS DE JONQUIÈRE	3722
		CLUB JOUBERTIN DES TROIS-PISTOLES	3722
		CONFECTION LU-CO INC.	3722
		CONSTRUCTION R. TANGUAY INC.	3722
		CONSTRUCTIONS LEBLANC & NOEL INC.	3723
		CORPORATION DE PLACAGE DE PRÉCISION R & S	3723
		CROTEAU & FRÈRES LIMITÉE	3723
		DENIS BOURBONNAIS INC.	3723
		DÉPANNEUR JEAN-PAUL ET CLAIRE INC.	3723
		DÉPANNEUR MARIE-LISE INC.	3723
		DÉPANNEUR TABAGIE RICHELIEU DE MONTRÉAL INC.	3723
		ÉLECTROLIER CORPORATION	3723
		ENTREPRISE B. HUDON INC.	3723
		E. RHEAULT INC.	3723
		GESTION ANDRÉ ET COLETTE CROTEAU INC.	3724
		GESTION CHARIDA INC.	3724
		GESTION CHRISMAR INC.	3724
		GESTION GÉRARD SAVARD LTÉE	3724
		GESTION LAURAN INC.	3724
		GESTION LES DEUX B INC.	3724
		GESTION NICO INC.	3724
		GILLES APRIL COUVREUR INC.	3724
		GILLES P. LASNIER INC.	3724
		GROUPE LODEC INC.	3724
		ICONES H.B. INTERNATIONAL INC.	3725
		IMPORTS PECO INC.	3727
		IMPRIMORAMA INC.	3725
1853-9304 QUÉBEC INC.	3719		
1861-4917 QUÉBEC INC.	3719		
COMPAGNIES (PARTIE I-A) — LOI SUR LES			
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONSTITUTION	3654		
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE CONTINUATION	3680		
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE FUSION	3682		
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT DE MODIFICATION	3685		
LE PETIT BOULANGER G.D. INC. (Erratum)	3751		
DÉLIVRANCE D'UN CERTIFICAT RECTIFIÉ/COMPLÉTÉ	3697		
COMPAGNIES (PARTIE III) — LOI SUR LES			
LETTRES PATENTES	3698		
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES	3702		
COMPAGNIES (DIVERS) — LOI SUR LES			
CHANGEMENT DE DÉNOMINATION SOCIALE (ARTICLE 21)	3705		
CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL (ARTICLE 87)	3705		
CHANGEMENT DU DOMICILE LÉGAL — ÉTABLISSEMENT OU (ARTICLE 32)	3706		
CHANGEMENT DU NOMBRE D'ADMINISTRATEURS (ARTICLE 87)	3710		
DISSOLUTION (ARTICLE 28)	3711		
DISSOLUTION — DEMANDES DE			

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE ST-GERVAIS INC.	3725
LACHARADE ANIMATION ET SPECTACLES INC.	3725
LES ALIMENTS BECARRE INC.	3725
LES CONSTRUCTIONS SO-BEL (LAVAL) LTÉE	3728
LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES CHOQUETTE INC.	3725
LES ENTREPRISES LOCAS ET LABELLE INC.	3725
LES ENTREPRISES PIERPRO INC.	3725
LES ENTREPRISES SUZANNE ANDRÉ INC.	3725
LES ENTREPRISES TITUS ACTON VALE INC.	3725
LES FORESTIERS PICARD INC.	3726
LES FUTONS NOCTAMBULES INC.	3726
LES GALERIES MADO INC.	3726
LES INVESTISSEMENTS SIROCCO INC.	3726
LES PLACEMENTS S.R. INC.	3726
LES PRODUITS INDUSTRIELS MARLIN LTÉE	3726
LES TOITURES RÉJEAN NORMANDIN INC.	3726
LESANDAVE CORP.	3726
MORANDLES CORP.	3726
NORMANDIN, TREMBLAY & DESAUTELS INC.	3726
PECO IMPORTS INC.	3727
PETIT MAGASIN À RAYONS ERNY (1972) LTÉE	3727
PLACEMENTS JEANMORO, LTÉE	3727
PLACEMENTS JEANTALIS, LTÉE	3727
PLOMBERIE DENIS FOREST INC.	3727
PRAGMA INC.	3727
ROBERT CHAMBERLAND (1981) INC.	3727
SERVICE DE LIVRAISON M.S. INC.	3727
SERVICES ADMINISTRATIFS SADEC INC.	3727
SERVICES CLOROFIL INC.	3727
SERVICES SANITAIRES BOUTIN INC.	3728
SO-BEL CONSTRUCTION (LAVAL) LTD.	3728
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT AGRO-ALIMENTAIRE DE LA MAURICIE	3728
TRUST HELVETIQUE INTERNATIONAL INC.	3728

**COMPAGNIES ÉTRANGÈRES
— LOI SUR LES**

CHANGEMENTS 3728

COMPAGNIES MINIÈRES — LOI SUR LES

AVIS DIVERS

HOMESTAKE MINING COMPANY (Autorisation)	2739
--	------

COOPÉRATIVES — LOI SUR LES

COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA BAIE DES CHALEURS (Défaut de respecter la proportion des opérations)	3729
MAGASIN CO-OP DE BEAUCANTON (Défaut de respecter la proportion des opérations)	3729
SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE DE ST-DENIS SUR RICHELIEU (Défaut de respecter la proportion des opérations)	3729

DÉLIVRANCE DE STATUTS DE CONSTITUTION

COOP DE TRAVAIL DES JEUNES ENTREPRENEURS DE MANIWAKI	3729
COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS BISHOP	3729
COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS KOPERNIK	3729
COOPÉRATIVE DES PROPRIÉTAIRES DE MACHINERIE DE QUÉVILLON	3729
COOPÉRATIVE D'HABITATION BONEMINE D'ACTON VALE	3729
COOPÉRATIVE D'HABITATION «LES TROIS PETITS POINGS DE MONTRÉAL»	3729
COOPÉRATIVE FORESTIÈRE AUTOCHTONE DE L'OUTAOUAIS	3729
FÉDÉRATION LANAUDOISE DES COOPÉRATIVES D'HABITATION (FLACH)	3729

DÉLIVRANCE DE STATUTS DE MODIFICATION D'UNE COOP., FÉD. ET CONFÉD.

COOPÉRATIVE COMMUNICATIONS L'ÉCHO DE LA CAPITALE	3730
COOPÉRATIVE ÉTUDIANTE NATURE EN VRAC	3730

AVIS DE RÉVOCATION DE DISSOLUTION

COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-LOUIS-DE-GONZAGUE	3730
---	------

DÉCLARATIONS DES COMPAGNIES ET SOCIÉTÉS — LOI SUR LES

CHANGEMENT DE LA RAISON SOCIALE (ARTICLE 1879 DU CODE CIVIL)

DIVERSIFIED MEDIAVENTURES AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 3	3731
MONTROYAL VENTURE PARTNERS I AND COMPANY, LIMITED	3730
PLACEMENTS MONTROYAL I, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3730
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ENTREPRISES MÉDIATIQUES DIVERSIFIÉES NO. 3	3731

CHANGEMENT DE LEUR ÉTABLISSEMENT PRINCIPAL

LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BEAU SÉJOUR ENR.	3731
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DES VIGNOBLES	3731
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPERTS-CONSEILS TELEGLOBE	3731
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DUPLESSIS ENR.	3731
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GOUIN	3731
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOSEPH-RENAUD	3731

LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE BALZAC	3731
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE LAVALOIS ENR.	3731
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ALLAIS	3732
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES IMMEUBLES HURTEAU	3732
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ORLÉANS	3732
TELEGLOBE CONSULTING & COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	3731

DISSOLUTION

GESTION GYNECO, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE PROVENCE	3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE EXPANSION ENR.	3732
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE LEBLANC	3732

FORMATION

CONSORTIUM DKCI, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3733
ELMHURST RESIDENCE COMPANY LIMITED	3733
LA SOCIÉTÉ EN RÉSIDENCE ELMHURST COMMANDITE	3733
MONTPELLIER AND COMPANY, LIMITED	3733
MONTREAL-EST ENERGY CENTER AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	3733
SARTIGAN I, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	3733
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1363 RACHEL	3733
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CENTRE ÉNERGÉTIQUE MONTRÉAL-EST	3733
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONTPELLIER	3733

REMPLACEMENT D'UN COMMANDITE

DIVERSIFIED MEDIA VENTURES AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 3	3733
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ENTREPRISES MÉDIATIQUES DIVERSIFIÉES NO. 3	3733

LIQUIDATION DES COMPAGNIES — LOI SUR LA

CANADA PACKERS (MONTREAL) EMPLOYEES CREDIT UNION (<i>Avec des liquidateurs nommés</i>)	3734
---	------

MINISTÈRES — AVIS CONCERNANT LES

AFFAIRES MUNICIPALES

DIVERS

RÉGIE INTERMUNICIPALE DE POLICE DE BERNIÈRES, SAINT-ÉTIENNE, SAINT-NICOLAS ET SAINT-RÉDEMPTEUR (<i>Constitution d'une régie intermunicipale</i>)	3734
--	------

INDUSTRIE, COMMERCE ET TECHNOLOGIE

HEURES D'AFFAIRES

VILLE DE AYLMEY, BUCKINGHAM, GATINEAU, HULL ET MASSON (<i>Autorisation</i>)	3734
VILLE DE SAINT-FÉLICIEN (<i>Autorisation</i>)	3734

TRANSPORTS

ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3734
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3735
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3735
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3735
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3735
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3735
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3735
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3736
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3736
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3736
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3736
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3736
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3736
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3736
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3737
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3737
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3737
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3737
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3737
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3737
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3738
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3738
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3738
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3738
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3738
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ	3739
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ (<i>Erratum</i>)	3750
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ (<i>Erratum</i>)	3751
ENTRETIEN DE ROUTES DISCONTINUÉ (<i>Erratum</i>)	3751

PROJET DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ — AVIS DE PRÉSENTATION D'UN

CONGRÉGATION DES SOEURS DES SAINTS NOMS DE JÉSUS ET MARIE	3739
--	------

RÉGIE DE L'ASSURANCE-MALADIE DU QUÉBEC

PROFESSIONNELS DÉSENGAGÉS ET NON PARTICIPANTS

PROFESSIONNELS DÉSENGAGÉS ET NON PARTICIPANTS	3739
--	------

VENTE PAR LICITATION

HANNA c. CHALHOUB 3740

VENTES PAR SHÉRIFF**ABITIBI**

DENIS c. DENIS 3740

ARTHABASKALA CORPORATION D'ASSURANCE
DE PERSONNES LA LAURENTIENNE
c. JACQUES *ET AL.* 3741**BEAUHARNOIS**

PERRAS c. GIROUARD 3741

BEDFORDBANQUE HONGKONG DU CANADA
c. LAMOTHE GAGNON 3742**JOLIETTE**PUITS ARTÉSIENS 4 SAISONS INC.
c. RAYMOND 3742SA MAJESTÉ ELISABETH DEUX c. AUBERGE
L'ENGOULEVENT INC 3743**LONGUEUIL**

ALEPIN c. GEVRY 3743

MONTREALBANQUE LAURENTIENNE DU CANADA c.
CONSTRUCTION AMBASSADE INC. *ET AL.* 3744BANQUE NATIONALE DU CANADA
c. CLINIQUE MÉDICALE VILERAY INC.
ET AL. 3744BANQUE ROYALE DU CANADA c. BOLDUC
ET AL. 3745CAISSE POPULAIRE DESJARDINS
DE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR
DE VILLE LASALLE c. DUFOUR *ET AL.* 3745CAISSE POPULAIRE DESJARDINS
DE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR
DE VILLE LASALLE c. RAVANI *ET AL.* 3746RUTHVIC INVESTMENTS INC. *ET AL.*
c. DORA *ET AL.* 3746**RIMOUSKI**LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS PRÊTS-ÉPARGNE
INC. c. MOTEL B. DUBÉ & FILS INC. *ET AL.* 3747**SAINT-FRANÇOIS**BANQUE NATIONALE DU CANADA
c. LAPERLE & FRÈRES INC. 3747
CAISSE POPULAIRE DE BROMPTONVILLE
c. WEST 3749**SAINT-HYACINTHE**BANQUE NATIONALE DU CANADA
c. LES LOCATIONS .B. INC. *ET AL.* 3749**TERREBONNE**

IMPÔT SUR LE REVENU c. EISERMAN 3750

**VENTES POUR TAXES,
AVIS DE PUBLICATION**

VILLE DE SAINT-JEAN-CHRYSOSTOME 3750

Avis divers

CENTRE DE RESTAURATION CHRÉTIENNE INTERNATIONAL et sa version CHRISTIAN RESTORATION CENTER INTERNATIONAL

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1992 07 06 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de CENTRE DE RESTAURATION CHRÉTIENNE INTERNATIONAL et sa version CHRISTIAN RESTORATION CENTER INTERNATIONAL déjà constituée en corporation le 1990 11 29 en vertu de la Loi sur les compagnies — Partie III.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 2 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 12415, Saint-Louis, Pierrefonds, district judiciaire de Montréal.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2843-8653*

81065

Collège de Saint-Damien

En ma qualité d'évêque du diocèse dans lequel est situé le siège social de la corporation « Collège de Saint-Damien », constituée par lettres patentes données le 15 janvier 1971 et enregistrées le 8 février de la même année en vertu de la Loi sur les évêques catholiques romains (L.R.Q., c. E-17) (libro 1535, folio 69), je donne avis que je dissous ladite corporation en date de la publication du présent avis à la Gazette officielle du Québec.

Québec, le 9 juillet 1992

*L'archevêque de Québec,
MAURICE COUTURE*

75, rue Saint-Gérard
Saint-Damien
Comté de Bellechasse, QC
G0R 2Y0

81022

COLLÈGE LAVAL

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 15), il a accordé des lettres patentes, en date du 1992 07 01 constituant en corporation, régie par la Loi sur les corporations religieuses, les membres actuels de « COLLÈGE LAVAL DE ST-VINCENT DE PAUL » déjà constitué en corporation le 1959 03 16 en vertu de la Loi sur les compagnies — Partie III, sous la dénomination sociale de « COLLÈGE LAVAL ».

Les revenus provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation sont limités à 10 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé à Laval, district judiciaire de Laval.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
1271-6437*

81066

ÉGLISE DU NAZARÉEN LIBRE INTERNATIONALE E.D.N.L.I. INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les corporations religieuses (L.R.Q., c. C-71, a. 2), il a accordé des lettres patentes, en date du 1992 06 25, constituant en corporation les requérants suivants: M. Pierre Jérôme, conseiller, 7441, Jacques-Rousseau, Montréal, Mme Andrée D'Or, conseillère, 6430, boulevard Léger, appartement 4, Montréal-Nord, Mme Meme Desir, conseillère, 12300, boulevard Langelier, appartement 3, Montréal-Nord, M. Ludovic Murat, pasteur, 12300, boulevard Langelier, appartement 2, Montréal-Nord, M. Greffil Murat, médecin, 12300, boulevard Langelier, appartement 2, Montréal-Nord, sous la dénomination sociale « ÉGLISE DU NAZARÉEN LIBRE INTERNATIONALE E.D.N.L.I. INC. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est limité à 2 000 000,00 \$.

Le siège social de la corporation est situé au 5484, Henri-Bourassa Est, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2868-7457*

81064

Municipalité de Saint-Louis-de-France

Prenez avis que le conseil de la municipalité de Saint-Louis-de-France, suivant résolution no 92-06-215 adoptée à cet effet le 1^{er} juin 1992, entend présenter une requête au gouvernement du Québec en vue de constituer ladite municipalité de paroisse en ville, par lettres patentes, sous le nom de « ville de Saint-Louis-de-France ».

La population de la ville projetée est de 6 100 habitants suivant le dernier dénombrement publié dans la Gazette officielle du Québec, le 31 décembre 1991, à la page 1123.

Les limites territoriales de cette ville sont les mêmes que celles de l'actuelle municipalité de Saint-Louis-de-France et sont décrites de la façon suivante:

Description officielle des limites du territoire de la ville de Saint-Louis-de-France, dans la municipalité régionale de comté de Francheville (provenant des limites actuelles de la paroisse de Saint-Louis-de-France).

Le territoire actuel de la municipalité de la ville de Saint-Louis-de-France, dans la municipalité régionale de comté de Francheville, comprenant en référence au cadastre de la paroisse de Saint-Maurice les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, boulevards, autoroute, routes, emprise de chemin de fer, files, lacs, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir: partant d'un point de rencontre de la ligne séparative des cadastres des paroisses de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et de Saint-Maurice avec la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes; la ligne nord-ouest des lots 567 à 609 et 611 à 618, correspondant à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Notre-Dame-du-Mont-Carmel et de Saint-Maurice, la ligne nord-est du lot 618, la ligne sud-est du lot 618 jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne séparative des lots 443 et 444, la ligne nord-est du lot 444, la ligne sud-est du lot 444 jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne séparative des lots 313 et 315, la ligne nord-est des lots 313 et 250, la ligne sud-est du lot 250 jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne séparative des lots 111 et 112, la ligne nord-est du lot 111, la ligne sud-est du lot 111 jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne nord-est du lot 65, la ligne nord-est du lot 65, la ligne sud-est des lots 65, 66, 68 à 81 et 83, correspondant à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Cap-de-la-Madeleine et de Saint-Maurice, la ligne sud-ouest du lot 83 et 84 jusqu'à son intersection avec la ligne sud-est du lot 475, correspondant à la ligne séparative desdits cadastres des paroisses de Cap-de-la-Madeleine et de Saint-Maurice, la ligne sud-est des lots 475 à 482, 484 à 488 et 509, correspondant à la ligne séparative des cadastres des paroisses de Cap-de-la-Madeleine et de Saint-Maurice, la rive gauche de la rivière Saint-Maurice jusqu'à son intersection avec le prolongement de la ligne séparative des lots 181 et 186 du cadastre de la paroisse de Trois-Rivières, le prolongement de ladite ligne séparative des lots 181 et 186 dudit cadastre jusqu'à la ligne médiane de la rivière, la ligne médiane de la rivière Saint-Maurice en remontant son cours jusqu'au point de départ.

Sainte-Foy, le 10 juillet 1992

Les procureurs de la municipalité,
80789-30-2 TREMBLAY BOIS MIGNAULT DUPERREY & LEMAY

Succession Noel Lemay

Avis est, par les présentes, donné que dame Jeannine Lemay, ès qualités de tutrice à Patrick Lemay, domicilié au 2700, route Trépannier à Sainte-Angèle-de-Prémont et à Annick Lemay, demeurant au même endroit et dame Ghislaine Boucher, domiciliée au 2700, route Trépannier agissant en sa qualité personnelle et tous trois héritiers de feu Noel Lemay, en son vivant domicilié au 2401, rang Augusta à Sainte-Angèle-de-Prémont, et décédé le 1^{er} mai 1991 sans laisser de testament, ont accepté, sans bénéfice d'inventaire, ladite succession, aux termes d'un acte reçu devant Sylvie Caumartin, notaire, exerçant au 1930, Principale à Sainte-Ursule, le 15 avril 1992 dont copie a été enregistrée à Louiseville sous le numéro 141881.

Un inventaire des biens du défunt a été fait devant Sylvie Caumartin, notaire, pratiquant à la susdite adresse.

Après deux (2) mois du présent avis, les héritiers ci-dessus paieront les créanciers à mesure qu'ils se présenteront.

Sainte-Ursule, le 17 juillet 1992

81057

Le procureur,
SYLVIE CAUMARTIN, notaire

Ville de Sherbrooke

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Sherbrooke entend se prévaloir des dispositions de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes tel que ci-après reproduit, pour les lots ci-après mentionnés:

Lots visés par la présente procédure

— rue King Est, partie du lot 903, au cadastre officiel de la ville de Sherbrooke, quartier est, division d'enregistrement de Sherbrooke, suivant un plan et une description technique préparés par André Roy, a.-g., le 29 avril 1992.

Dispositions de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes

422. Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1. Le conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article;
2. Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi sur le cadastre (chapitre C-1);
3. L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du registraire de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés;
4. Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la Gazette officielle du Québec et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois entre chaque publication, un avis contenant:

- a) le texte intégral du présent article;
- b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;
- c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auxquels des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la Gazette officielle du Québec.

La municipalité ne peut se prévaloir du présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. S.R. 1964, c. 193, a. 430; 1968, c. 23, a. 8.

Attestations

Le plan et la description technique de la rue pour laquelle la ville de Sherbrooke se prévaut du présent article, sont déposés au bureau du greffier ainsi qu'au bureau d'enregistrement, division de Sherbrooke.

J'atteste également par les présentes que la ville de Sherbrooke a accompli les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de l'article 422 de la Loi sur les cités et villes.

Sherbrooke, le 1^{er} août 1992

81067

Le greffier adjoint,
ME PATRICK THÉROUX

Caisses d'épargne et de crédit — Loi sur les

La Caisse populaire Pontmain

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'en vertu de la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1) il a délivré à «La Caisse populaire Pontmain» un certificat de modification des statuts lui permettant de changer son territoire qui est actuellement «La ville de Laval», districts électoraux de Laval et Fabre» pour devenir «la ville de Laval». Cette modification entre en vigueur à compter du 30 juin 1992.

Québec, le 30 juin 1992

80964

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

Changement de nom et d'autres qualités de l'état civil — Loi sur le

Accordés

André Alfred Bajan

Par le certificat numéro 92-362 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de André Pasierb, né le 7 juin 1961, en celui de André Alfred Bajan.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Bernard André Tehonatenhen Asaion

Par le certificat numéro 92-341 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jacques Maurice Bernard André, né le 12 septembre 1918, en celui de Bernard André Tehonatenhen Asaion.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Chrysteen Mary Clark

Par le certificat numéro 92-351 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Chrysteen Mary Robert, née le 11 octobre 1948, en celui de Chrysteen Mary Clark.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Daniel Jan Hung Huang

Par le certificat numéro 92-349 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Jan Hung Huang, né le 20 décembre 1969, en celui de Daniel Jan Hung Huang.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Edeet Ravel

Par le certificat numéro 92-360 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Edith Rubalsky, née le 20 juin 1955, en celui de Edeet Ravel.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joann Julie Malenfant

Par le certificat numéro 92-357 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joanne Julie Malenfant, née le 14 mars 1954, en celui de Joann Julie Malenfant.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Josée Judith Boutin

Par le certificat numéro 92-347 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Josée Judith Robinette, née le 12 avril 1972, en celui de Josée Judith Boutin.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Albini Jean-Yves Bolduc

Par le certificat numéro 92-338 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Jean-Ides-Albini Bolduc, né le 7 juillet 1938, en celui de Joseph Albini Jean-Yves Bolduc.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Alfred Alain Chaput-Chagnon

Par le certificat numéro 92-336 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Alfred-Alain Chaput, né le 8 juin 1958, en celui de Joseph Alfred Alain Chaput-Chagnon.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Armand Gilbert

Par le certificat numéro 92-343 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph-Robert-André Bibeau, né le 22 mars 1938, en celui de Joseph Armand Gilbert.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Charles André Montsion

Par le certificat numéro 92-359 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Charles André Lamouche, né le 30 juin 1941, en celui de Joseph Charles André Montsion.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Ephrem Sabu

Par le certificat numéro 92-339 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Ephrem Sabu Otis, né le 18 juin 1931, en celui de Joseph Ephrem Sabu.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Jacques René Guillemette

Par le certificat numéro 92-346 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jacques Irénée Guillemette, né le 3 octobre 1942, en celui de Joseph Jacques René Guillemette.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Jean Daniel Grandmont

Par le certificat numéro 92-348 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jean Daniel Côté, né le 29 mai 1965, en celui de Joseph Jean Daniel Grandmont.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Jerry David Noël

Par le certificat numéro 92-361 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Jerry David Carboneau, né le 21 octobre 1973, en celui de Joseph Jerry David Noël.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Léonce Jacques Trolin Lessard

Par le certificat numéro 92-342 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Léonce Jacques Lessard, né le 8 juin 1965, en celui de Joseph Léonce Jacques Trolin Lessard.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Marc André Jean Pierre Légaré

Par le certificat numéro 92-354 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph André Jean-Pierre Légaré, né le 29 juillet 1944, en celui de Joseph Marc André Jean Pierre Légaré.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Marcel Edouard Russell

Par le certificat numéro 92-358 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Marcel Edouard Rocheleau dit Russell, né le 25 décembre 1955, en celui de Joseph Marcel Edouard Russell.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Joseph Michel Jean Martin Paquette

Par le certificat numéro 92-356 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Joseph Michel Jean Martin Skyrie, né le 11 août 1970, en celui de Joseph Michel Jean Martin Paquette.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marek Marian Mierski

Par le certificat numéro 92-352 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marek Marian Mierzejewski, né le 16 mars 1946, en celui de Marek Marian Mierski.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Maria Florianne Lisa Doyon

Par le certificat numéro 92-344 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Maria Florianne Eliza Doyon, née le 23 janvier 1921, en celui de Maria Florianne Lisa Doyon.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Maria Rosa Rosetta Tavarone

Par le certificat numéro 92-345 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Maria Rosa Tavarone, née le 30 décembre 1937, en celui de Maria Rosa Rosetta Tavarone.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Elise Béatrice Malenfant

Par le certificat numéro 92-337 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Elise Albéa Malenfant, née le 8 mars 1953, en celui de Marie Elise Béatrice Malenfant.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Fleur-Ange Wilhelmine Paradis

Par le certificat numéro 92-350 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Florence Wilhelmine Paradis, née le 21 mars 1921, en celui de Marie Fleur-Ange Wilhelmine Paradis.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Hélène Christine Fortier

Par le certificat numéro 92-363 du 9 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Hélène Christine Guertin, née le 24 mai 1964, en celui de Marie Hélène Christine Fortier.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Mariette Rose Dufour

Par le certificat numéro 92-355 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Mariette-Rosalie Dufour, née le 9 mars 1944, en celui de Marie Mariette Rose Dufour.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registraire adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Nancy Dubé

Par le certificat numéro 92-365 du 9 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Nancy Saint-Denis, née le 17 octobre 1970, en celui de Marie Nancy Dubé.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Nathalie Emmanuelle Deslandes

Par le certificat numéro 92-364 du 9 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie Lucile Lucie Nathalie Pion, née le 21 août 1971, en celui de Marie Nathalie Emmanuelle Deslandes.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Marie Ruth Yvette Lisette Coudé

Par le certificat numéro 92-353 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Marie-Ruth-Yvette Coudé, née le 17 juillet 1950, en celui de Marie Ruth Yvette Lisette Coudé.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Verna Kelly

Par le certificat numéro 92-340 du 7 juillet 1992, le ministre de la Justice a effectué le changement de nom de Verna Cormier, née le 11 novembre 1937, en celui de Verna Kelly.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

4017

Le sous-registrare adjoint du Québec,
JEAN-CLAUDE DUCHESNEAU

Demandes**Ann Castonguay**

Prenez avis que Ann Castonguay, domiciliée au 3772, rue Fleury Est, Montréal-Nord, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jian Castonguay.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Longueuil, le 16 juillet 1992

80989-31-2

Le procureur de la requérante,
MICHEL NORMAND, notaire

Bernadette Archambault

Prenez avis que Bernadette Archambault, domiciliée au 652, de la Seigneurie, Le Gardeur, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Berne Archambault.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Joliette, le 14 juillet 1992

80988-31-2

Le procureur de la requérante,
ANDRÉ ASSELIN, avocat

Cécilienne Touchette

Prenez avis que Cécilienne Touchette, domiciliée au 3156, rue Mortagne, Beauport, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Cécile Touchette.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Beauport, le 13 juillet 1992

80943-31-2

La requérante,
CÉCILIENCE TOUCHETTE

Culbert Daraiche

Prenez avis que Culbert Daraiche, domicilié au 2300, Duff Court, appartement 4, Lachine, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gilbert Daraiche.

Lachine, le 10 juillet 1992

80792-30-2

Le requérant,
CULBERT DARAICHE

Djafar Branki Kézerli

Prenez avis que Djafar Branki Kézerli, domicilié au 117, 78^e Avenue, LaSalle, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Didier Mathieu Kézerli.

LaSalle, le 8 juillet 1992

81059-31-2

Le requérant,
DJAFAR BRANKI KÉZERLI

Gary Steven Gold

Prenez avis que Gary Steven Gold, domicilié au 2021, rue Atwater, appartement 202, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Gary Lark.

Montréal, le 15 juillet 1992

81002-31-2

Le procureur du requérant,
RÉAL GOULET, *avocat*

Gérard Émile Parry

Prenez avis que Gérard Émile Parry, domicilié au 205, Newton, Repentigny, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Myles Parry.

Repentigny, le 10 juillet 1992

80992-31-2

Le requérant,
GÉRARD ÉMILE PARRY

Jacques Blouin

Prenez avis que Jacques Blouin, domicilié au 1134, rue Saint-Vallier Est, appartement 204, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jacques Blouin-Turgeon.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Québec, le 8 juillet 1992

80760-30-2

Le requérant,
JACQUES BLOUIN

Johanne Côté

Prenez avis que Johanne Côté, domiciliée au 1040, avenue Bernard Ouest, appartement 19, Outremont, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Jo-Anne Grandmont.

Outremont, le 18 juillet 1992

81068-31-2

La requérante,
JOHANNE CÔTÉ

Joseph Philippe Jean François Pissias

Prenez avis que Joseph Philippe Jean François Pissias, domicilié au 497, rue de l'Église, Dorval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Philippe Jean François Boyer.

Dorval, le 10 juillet 1992

80794-30-2

Le requérant,
JEAN-FRANÇOIS BOYER

Joseph Philippe Lionel Marcoux

Prenez avis que Joseph Philippe Lionel Marcoux, domicilié au 320, 3^e Avenue, Asbestos, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Joseph Philippe Lionel Bachand.

Asbestos, le 2 juillet 1992

80892-30-2

Le procureur du requérant,
SERGE CHAGNON, *notaire*

Julie Tremblay

Prenez avis que Julie Tremblay, domiciliée au 85, rue Queen Nord, Sherbrooke, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Julie-Hélène Tremblay.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que la requérante elle-même.

Montréal, le 15 juillet 1992

80990-31-2

Le procureur de la requérante,
CHANTAL TREMBLAY, *avocate*

Lauréat Dubé

Prenez avis que Lauréat Dubé, domicilié au 4318, rue Bourbonnière, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marcel Côté.

Montréal, le 7 juillet 1992

80759-30-2

Le procureur du requérant,
VÉRONIQUE DORION, *avocat*

Linda Perron

Prenez avis que Linda Perron, domiciliée à Greenfield Park, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Linda Thompson.

Greenfield Park, le 29 juin 1992

80790-30-2

Le procureur de la requérante,
MICHEL LAMARRE, *avocat*

Manon Bouchard

Prenez avis que Manon Bouchard, domiciliée au 440, Mount-Stephen, appartement 24, Westmount, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Mawy Bouchard.

Westmount, le 17 juillet 1992

81033-31-2

La requérante,
MANON BOUCHARD

Marguerite Boulanger

Prenez avis que Marguerite Boulanger, domiciliée au 49, rue Gendron, Rouyn-Noranda, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marguerite Morel.

Rouyn-Noranda, le 25 mai 1992

81062-31-2

Le procureur de la requérante,
PATRICK MASSICOTTE, notaire

Marie-Anne Bouffard

Prenez avis que Marie-Anne Bouffard, domiciliée au 309, du Bosquet, Matane, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marina Bouffard.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Matane, le 20 mai 1992

4008-31-2

La requérante,
MARIE-ANNE BOUFFARD

Marie Liliane Gaétane Clouet

Prenez avis que Marie Liliane Gaétane Clouet, domiciliée au 371, 12^e Rue, Québec, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Liliane Gaétane Sophie Clouet.

Québec, le 8 juillet 1992

80942-31-2

Le procureur de la requérante,
MARCEL ASSELIN

Marie Rose Alice Carole Sylvie Marcotte

Prenez avis que Marie Rose Alice Carole Sylvie Marcotte, domiciliée à Amos, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie Rose Alice Carole Sylvie Ouellet.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Amos, le 8 juin 1992

80895-30-2

Le procureur de la requérante,
CLAUDE P. BIGUÉ, avocat

Marie, Thérèse, Nathalie Picard

Prenez avis que Marie, Thérèse, Nathalie Picard, domiciliée au 115, Yamaska, Cowansville, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Marie, Thérèse, Nathalie Harrison.

Cowansville, le 8 juillet 1992

81061-31-2

Les procureurs de la requérante,
BACHAND & LANGLOIS

Maya Shoshana Goldstein

Prenez avis que Maya Shoshana Goldstein, domiciliée au 4462, rue Sherbrooke Ouest, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Maya Shoshana Even.

Montréal, le 15 juillet 1992

80986-31-2

Le procureur de la requérante,
DAVID F. SKINNER

Nancy St-Amant

Prenez avis que Nancy St-Amant, domiciliée au 411, Fournière, Malartic, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Nancy Martin.

Val-d'Or, le 30 juin 1992

80894-30-2

Le procureur de la requérante,
RENÉE LEMOINE, avocate

Nguyen Hai Thuong

Prenez avis que Nguyen Hai Thuong, domicilié au 4871, De La Peltre, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Dan Le Vinh.

Ce changement n'affectera personne d'autre.

Montréal, le 3 juillet 1992

80991-31-2

Le requérant,
NGUYEN HAI THUONG

Richard Trinque

Prenez avis que Richard Trinque, domicilié au 974A, Rose-de-Lima, Laval, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Richard Massé.

Laval, le 14 juillet 1992

80940-31-2

Le procureur du requérant,
CHRISTINE JOLIN, *avocate*

Richère Dumais

Prenez avis que Richère Dumais, domiciliée au 7440, boulevard Pie-IX, appartement 4, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Dominique Dumais.

Montréal, le 3 juillet 1992

80791-30-2

Les procureurs de la requérante,
CARRIÈRE, DAME, PAQUET, *avocats*

Saul Grossman

Prenez avis que Saul Grossman, domicilié au 822, chemin du Lac, Sainte-Anne-des-Lacs, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son prénom en celui de Stanley.

Montréal, le 9 juillet 1992

80893-30-2

Les procureurs du requérant,
TODD, DURSO & CASORIA, *notaires*

Seymour Louis Lipsey

Prenez avis que Seymour Louis Lipsey, domicilié au 198, promenade Sheraton, Montréal-Ouest, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Peter S. Lipsey.

Montréal, le 21 juillet 1992

81056-31-2

Le procureur du requérant,
LOUIS G. BOURQUE, *notaire*

Simon Epstein

Prenez avis que Simon Epstein, domicilié au 2780, rue McWillis, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Simon Sidney Epstein.

Ce changement n'affectera aucune autre personne.

Saint-Laurent, le 15 juillet 1992

80944-31-2

Le requérant,
SIMON EPSTEIN

Sophie Rivard

Prenez avis que Sophie Rivard, domiciliée au 135, Sentier-des-Fougères, Sullivan, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Sophie Dupuis.

Val-d'Or, le 16 juillet 1992

80987-31-2

Le procureur de la requérante,
NICOLE PERRAULT, *notaire*

Steven Bradley Barr

Prenez avis que Steven Bradley Barr, domicilié au 165, de la Gauchetière Ouest, appartement 305, Montréal, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Steven Albert Rothdram.

Montréal, le 1^{er} juin 1992

80941-31-2

Le procureur du requérant,
LEONARD ROSEN, *notaire*

Tawit David Asdawazadurian

Prenez avis que Tawit David Asdawazadurian, domicilié au 2422, rue Bourgoïn, Saint-Laurent, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de David Durian.

Les personnes dont le nom peut être changé à la suite de la requête sont : Arsineh Garabedian-Levaskani, épouse du requérant, et leur enfant à naître, domiciliés à la même adresse que le requérant.

Saint-Laurent, le 10 juillet 1992

80793-30-2

Le procureur du requérant,
ADRIEN LEDUC, *notaire*

Ted Samba N'Zitoukoulou Kouetolo

Prenez avis que Ted Samba N'Zitoukoulou Kouetolo, domicilié au 213, avenue Chanoine-Côté, ville de Vanier, s'adressera au ministre de la Justice afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui de Ted Page.

Ce changement n'affectera aucune autre personne que le requérant lui-même.

Ville Vanier, le 14 juillet 1992

81060-31-2

Le requérant,
TED SAMBA N'ZITOUKOULOU KOUETOLO

Thérèse Béland

Prenez avis que Thérèse Béland, domiciliée au 1331, de la Sapi-
nière, Saint-Rédempteur, s'adressera au ministre de la Justice afin
d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en celui
de Terry Béland.

Saint-Rédempteur, le 6 juillet 1992

80761-30-2

La requérante,
THÉRÈSE BÉLAND

Toni Bernard

Prenez avis que Toni Bernard, domicilié au 855, Grand-Jean,
appartement 314, Sainte-Foy, s'adressera au ministre de la Justice
afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en
celui de Tony Bernard.

Ce changement n'affectera personne d'autre.

Sainte-Foy, le 9 juillet 1992

80993-31-2

Le requérant,
TONI BERNARD

Urha William Koski

Prenez avis que Urha William Koski, domicilié au 104, Ashgrove,
appartement 6, Pointe-Claire, s'adressera au ministre de la Justice
afin d'obtenir un certificat lui permettant de changer son nom en
celui de William Nykanen.

Pointe-Claire, le 7 juillet 1992

80762-30-2

Le requérant,
URHA WILLIAM KOSKI

Code de procédure civile (Article 139)

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001115-924

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, de-
mandeur, contre ALAIN BELISLE, domicilié au 601, Frontenac,
appartement 4, Longueuil, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Alain Belisle, partie défenderesse, de comparai-
tre au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publica-
tion du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à
l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000377-921

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, de-
mandeur, contre ALANNA OSSOF, domiciliée au 6980, côte
Saint-Luc, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Alanna Ossof, partie défenderesse, de comparai-
tre au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publica-
tion du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à
l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-002733-923

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, de-
mandeur, contre ALBERT BEAUGE JR, domicilié au 360, Talbot,
appartement 8, Longueuil, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Albert Beauge Jr, partie défenderesse, de com-
paraître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la
publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à
l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000850-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, de-
mandeur, contre ALPHONSE CLARKE, domicilié au 770,
1^{re} Avenue, Pointe-aux-Trembles, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Alphonse Clarke, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001134-925

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ANDRÉ GARCEAU, domicilié au 2387, Cartier, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à André Garceau, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-002740-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ANN MARGARET CONDE, domiciliée au 1575, rue Ducharme, Outremont, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Ann Margaret Conde, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000862-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre BENOIT FOURNIER, domicilié au 280, rue Parthenais, appartement 204, Boisbriand, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Benoit Fournier, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000874-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre BIANCA NAU, domiciliée au 12020-A, Alfred, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Bianca Nau, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001120-924

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre CÉCILIA COCA, domiciliée au 623, Mc Eachran, Outremont, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Cécilia Coca, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001137-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **CHANTAL GERMAIN**, domiciliée au 4530, Bellechasse, appartement 411, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Chantal Germain, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-002663-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **CHRISTINE FALARDEAU**, domiciliée au 4456, Papineau, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Christine Falardeau, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-002018-929

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **CLAUDE CASTONGUAY**, domicilié au 679, Caron, Chicoutimi, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Claude Castonguay, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 juillet 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000846-925

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **CLAUDE CHAMBERLAND**, domicilié au 1106, Sainte-Ursule, Trois-Rivières, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Claude Chamberland, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001114-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre **COLIN G. BATTY**, domicilié au 4, William-Rozon, Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, Beauharnois, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Colin G. Batty, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001123-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DANIEL DEAN, domicilié au 3482, Lafontaine, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Daniel Dean, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001133-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DANIEL GARAND, domicilié au 1115, Jardins-Fleuris, appartement 303, Sherbrooke, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Daniel Garand, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000838-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DANIELLE BÉDARD, domiciliée au 5291, Saint-Urbain, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Danielle Bédard, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000871-923

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DAVID JEFFERSON, domicilié au 450, Wolseley, Montréal-Ouest, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à David Jefferson, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000845-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DENIS CATAFARD, domicilié au 2598, Mauvils, Québec, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Denis Catafard, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001118-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DISMIE CESAR, domicilié au 5215, chemin Côte-Sainte-Catherine, appartement 10, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Dismie Cesar, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001126-921

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DOMINIQUE FRAPPIER, domicilié au 7210, Saint-Denis, appartement A, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Dominique Frappier, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000867-921

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre DOMINIQUE GEMME, domicilié au 1337 B, boulevard Mgr-de-Laval, Baie-Saint-Paul, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Dominique Gemme, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001149-923

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre EMMA NELUS, domiciliée au 371, Rouville, Longueuil, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Emma Nelus, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000372-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre FAROUK MULLA JASSIM, domicilié au 2-142, Lois, appartement 2, Hull, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Farouk Mulla Jassim, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-05-000299-920

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre FÉLIX ASCENCIO, domicilié au 5287, Marquette, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Félix Ascencio, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000834-921

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre FRANCESCA ALVERGUE, domiciliée au 4635, Clanranald, appartement 116, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Francesca Alvergue, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000842-924

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre FRANCINE BRISEBOIS, domiciliée au 331, Laurier, Québec, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Francine Brisebois, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000880-924

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre GILLES VÉZINA, domicilié au 530, Octave-Crémaie, Saint-Hilaire, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Gilles Vézina, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-002784-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre HÉLÈNE GÉLINAS, domiciliée au 5267, Sainte-Marie, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Hélène Gélinas, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000376-923

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre HOANG HAI NGUYEN QUOC, domicilié au 4785, Bouchette, appartement 20, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Hoang Hai Nguyen Quoc, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000868-929

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre IAN GLEDHILL, domicilié au 3484, Durocher, appartement 405, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Ian Gledhill, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001135-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JEAN GAUDET, domicilié au 1109, rue Saint-Jean, appartement 305, Québec, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean Gaudet, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001143-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JEAN LEBON, domicilié au 428, des Franciscains, Québec, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean Lebon, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001156-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JEAN TANGUAY, domicilié au 12479, Victoria, appartement 1, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean Tanguay, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000369-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JEAN-ROGER GAGNON, domicilié au 284, de la Reine, appartement 2, Québec, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean-Roger Gagnon, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000850-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JEAN-YVES CHEVALIER, domicilié au 1669, de Gascogne, Laval, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Jean-Yves Chevalier, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000857-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JOHANNE CURRIE, domiciliée au 5548, 3^e Avenue, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Johanne Currie, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000367-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre JOLYNE DESPINS, domiciliée au 1463, Saint-Joseph, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Jolyne Despins, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
No 200-05-000241-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre KAMEL BOUDAZZA, domicilié au 62, rue Eddy, Hull, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Kamel Boudazza, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000869-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre KATHY HARAS, domiciliée au 7535, Bloomfield, appartement 3, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Kathy Haras, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000879-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre KRYSZYNA SZYUKA, domiciliée au 4555, Grand-boulevard, appartement 9, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Krystyna Szyuka, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000870-925

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre LAUREN HERSKOWITZ, domiciliée au 3545, Saint-Urbain, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Lauren Herskowitz, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000371-924

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre LAWRENCE HOLMES, domicilié au 2368, D'Iberville, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Lawrence Holmes, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001113-929

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre LIONEL AUGER, domicilié au 746, Goyette, Longueuil, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Lionel Auger, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001129-925

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MARIE GAGNÉ, domiciliée au 304, 16^e Rue, Val-d'Or, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Marie Gagné, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000861-924

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MARIE-HÉLÈNE DORCINE, domiciliée au 5400, Walkley, appartement 19, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Marie-Hélène Dorcine, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000368-920

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MICHEL EL KHOURI, domicilié au 5345, 16^e Avenue, appartement 5, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Michel El Khouri, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000860-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MICHEL HUGUES DESRUISSEUX, domicilié au 800, des Pompons, appartement 1, Sherbrooke, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Michel Hugues Desruisseaux, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000859-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MOHAMED DERNASSI, domicilié au 2745, rue Debery, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Mohamed Dernassi, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000881-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre MUHAMMED WASEEM, domicilié au 25, Vincent-D'Indy, appartement 715, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Muhammed Waseem, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000836-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre NANCY BAJADA, domiciliée au 1400, Herron, Dorval, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Nancy Bajada, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001151-929

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre NICOLE PAQUETTE, domiciliée au 3090, Linton, appartement 10, Montréal, QC, défenderesse.

Assignment

Ordre est donné à Nicole Paquette, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-002742-924

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre PATRICK DESAUTELS, domicilié au 2562, Cartier, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Patrick Desautels, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000882-920

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre PATRICK WICK, domicilié au 5634, Saint-Donat, Anjou, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Patrick Wick, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Québec
No 200-05-000258-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre PAUL CAMBRY, domicilié au 2077, Tupper, appartement 4, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Paul Cambry, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001119-926

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre PAUL CLOUTIER, domicilié au 2008, boulevard Sainte-Adèle, Sainte-Adèle, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Paul Cloutier, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001152-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre PHILIP PENCO, domicilié au 16592, terrasse Richelieu, appartement 9, Pierrefonds, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Philip Penco, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000858-920

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre RICHARD CUSSON, domicilié au 1563, Bureau, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Richard Cusson, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001848-920

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ROBERT BARIBEAU, domicilié au 540, Cherbourg, appartement 106, Longueuil, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Robert Baribeau, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000840-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ROBERT BLONDIN, domicilié au 3647, Normandin, Laval, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Robert Blondin, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001132-929

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre ROUSSEL GAGNON, domicilié au 701, rue Saint-Jean, Longueuil, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Roussel Gagnon, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001902-925

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province,

demandeur, contre RUBEN BURGOS, domicilié au 11750, Pierrefonds, appartement 107C, Pierrefonds, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Ruben Burgos, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-002748-921

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre STÉPHANE FERLAND, domicilié au 208, Colombière Ouest, Québec, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Stéphane Ferland, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001878-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre SYLVAIN BLACKBURN, domicilié au 416, 10^e Avenue, appartement 2, Desbiens, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Sylvain Blackburn, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 11 juin 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000854-929

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre SYLVAIN CÔTÉ, domicilié au 8610, 25^e Avenue, appartement 4, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Sylvain Côté, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000876-922

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre THI NGOC DUNG NGUYEN, domicilié au 5852, Langelier, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Thi Ngoc Dung Nguyen, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-001122-920

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre TODD COURAGE, domicilié au 7045, Fielding, appartement 301, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Todd Courage, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 3 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000878-928

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre WILBERT ST-JUSTE, domicilié au 5233, Bordeaux, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Wilbert St-Juste, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 6 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Canada — Province de Québec
Cour provinciale — District de Québec
No 200-02-000379-927

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, représentant Sa Majesté du Chef de la province, demandeur, contre YOAV REBIDO, domicilié au 3901, de la Peltrie, Montréal, QC, défendeur.

Assignment

Ordre est donné à Yoav Rebido, partie défenderesse, de comparaître au greffe de cette Cour dans les trente (30) jours de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Une copie du bref et de la déclaration a été laissée au greffe à l'intention de la partie défenderesse.

Québec, le 28 avril 1992

4018

Le greffier,
NICOLE CÔTÉ

Compagnies (Partie IA) — Loi sur les

Délivrance d'un certificat de constitution

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de constitution à chacune des compagnies suivantes :

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-2491 19 ^e CONGRÈS INTERNATIONAL DE CHIMIOTHÉRAPIE INC. 19TH INTERNATIONAL CONGRESS OF CHEMOTHERAPY INC.	1992 07 06	Québec
2957-5008 2957-5008 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5016 2957-5016 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5032 2957-5032 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Laval
2957-5040 2957-5040 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Hull
2957-5131 2957-5131 QUÉBEC INC.	1992 06 26	Montréal
2957-5149 2957-5149 QUÉBEC INC.	1992 06 26	Joliette
2957-5198 2957-5198 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Laval
2957-5271 2957-5271 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5289 2957-5289 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Laval
2957-5305 2957-5305 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-5321 2957-5321 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-5404 2957-5404 QUÉBEC INC.	1992 06 26	Abitibi
2957-5446 2957-5446 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5453 2957-5453 QUÉBEC INC.	1992 06 26	Longueuil
2957-5487 2957-5487 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-5495 2957-5495 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5503 2957-5503 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Beauharnois
2957-5511 2957-5511 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Terrebonne
2957-5537 2957-5537 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Terrebonne
2957-5552 2957-5552 QUÉBEC INC.	1992 06 26	Montréal
2957-5628 2957-5628 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-5636 2957-5636 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-5651 2957-5651 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Joliette
2957-5669 2957-5669 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Terrebonne
2957-5685 2957-5685 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5719 2957-5719 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Laval
2957-5743 2957-5743 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5750 2957-5750 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Beauharnois
2957-5768 2957-5768 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5776 2957-5776 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5784 2957-5784 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5792 2957-5792 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5800 2957-5800 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5818 2957-5818 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5826 2957-5826 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-5834 2957-5834 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5842 2957-5842 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5859 2957-5859 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5867 2957-5867 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5875 2957-5875 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5883 2957-5883 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5891 2957-5891 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5909 2957-5909 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-5917 2957-5917 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-5925 2957-5925 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Iberville
2957-5933 2957-5933 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Iberville
2957-5941 2957-5941 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5958 2957-5958 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Terrebonne
2957-5966 2957-5966 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Richelieu
2957-5974 2957-5974 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5982 2957-5982 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5990 2957-5990 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-6006 2957-6006 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-6063 2957-6063 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-6097 2957-6097 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6105 2957-6105 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-6113 2957-6113 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Laval
2957-6170 2957-6170 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Longueuil
2957-6220 2957-6220 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Laval
2957-6238 2957-6238 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-6287 2957-6287 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Longueuil
2957-6303 2957-6303 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-6311 2957-6311 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-6337 2957-6337 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-6345 2957-6345 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Alma
2957-6360 2957-6360 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Joliette
2957-6378 2957-6378 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-6386 2957-6386 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-6402 2957-6402 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Terrebonne
2957-6410 2957-6410 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Montréal
2957-6477 2957-6477 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Longueuil
2957-6493 2957-6493 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Saint-Hyacinthe
2957-6501 2957-6501 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Iberville
2957-6519 2957-6519 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-6535 2957-6535 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6550 2957-6550 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2957-6667 2957-6667 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Beauharnois
2957-6675 2957-6675 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Longueuil
2957-6691 2957-6691 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Saint-François
2957-6709 2957-6709 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Beauharnois
2957-6725 2957-6725 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-6733 2957-6733 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Beauharnois
2957-6758 2957-6758 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-6766 2957-6766 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2957-6774 2957-6774 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Terrebonne
2957-6782 2957-6782 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Laval
2957-6790 2957-6790 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Trois-Rivières
2957-6808 2957-6808 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Richelieu
2957-6816 2957-6816 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Richelieu
2957-6824 2957-6824 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2957-6832 2957-6832 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2957-6873 2957-6873 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Laval
2957-6915 2957-6915 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Saint-François
2957-6923 2957-6923 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-6949 2957-6949 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6998 2957-6998 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Joliette
2957-7012 2957-7012 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2957-7111 2957-7111 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Longueuil
2957-7111 2957-7111 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Longueuil
2957-7137 2957-7137 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Saint-François
2957-7137 2957-7137 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Saint-François
2957-7145 2957-7145 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7160 2957-7160 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Laval
2957-7178 2957-7178 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Saint-François
2957-7186 2957-7186 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Alma
2957-7202 2957-7202 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Terrebonne
2957-7210 2957-7210 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Chicoutimi
2957-7228 2957-7228 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-7236 2957-7236 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Laval
2957-7269 2957-7269 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-7277 2957-7277 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-7285 2957-7285 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-7293 2957-7293 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2957-7327 2957-7327 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2957-7335 2957-7335 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District Judiciaire
2957-7350 2957-7350 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Saint-François
2957-7368 2957-7368 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Abitibi
2957-7392 2957-7392 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Laval
2957-7400 2957-7400 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Terrebonne
2957-7418 2957-7418 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Longueuil
2957-7442 2957-7442 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7483 2957-7483 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Laval
2957-7525 2957-7525 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Saint-Hyacinthe
2957-7566 2957-7566 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Arthabaska
2957-7624 2957-7624 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Laval
2957-7657 2957-7657 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Laval
2957-7665 2957-7665 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7699 2957-7699 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7723 2957-7723 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-7749 2957-7749 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Laval
2957-7764 2957-7764 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7772 2957-7772 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7798 2957-7798 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Laval
2957-7806 2957-7806 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Beauharnois
2957-7830 2957-7830 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-7848 2957-7848 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Joliette
2957-7855 2957-7855 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7897 2957-7897 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-7905 2957-7905 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-7962 2957-7962 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7988 2957-7988 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Longueuil
2957-8002 2957-8002 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Laval
2957-8010 2957-8010 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-8028 2957-8028 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-8051 2957-8051 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8069 2957-8069 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8077 2957-8077 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8085 2957-8085 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8101 2957-8101 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8119 2957-8119 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8127 2957-8127 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8226 2957-8226 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Montréal
2957-8234 2957-8234 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Québec
2957-8242 2957-8242 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Iberville
2957-8259 2957-8259 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Beauharnois

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-8267 2957-8267 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8275 2957-8275 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8283 2957-8283 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8317 2957-8317 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8325 2957-8325 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8333 2957-8333 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8341 2957-8341 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8424 2957-8424 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8432 2957-8432 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8440 2957-8440 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8499 2957-8499 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Alma
2957-8507 2957-8507 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8606 2957-8606 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8614 2957-8614 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8622 2957-8622 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8630 2957-8630 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8663 2957-8663 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Laval
2957-9117 2957-9117 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Longueuil
2958-0784 2958-0784 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Arthabaska
2958-1311 2958-1311 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-1345 2958-1345 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Arthabaska
2958-1402 2958-1402 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Québec
2958-1626 2958-1626 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Charlevoix
2958-1634 2958-1634 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Québec
2958-1642 2958-1642 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Chicoutimi
2958-1741 2958-1741 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Hull
2958-2384 2958-2384 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Québec
2958-2392 2958-2392 QUÉBEC INC.	1992 07 02	Québec
2958-2418 2958-2418 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Québec
2958-2434 2958-2434 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Québec
2958-2616 2958-2616 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Québec
2958-2624 2958-2624 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Québec
2958-2640 2958-2640 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Rouyn-Noranda
2958-2681 2958-2681 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Saint-Hyacinthe
2958-2699 2958-2699 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Richelieu
2958-2707 2958-2707 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2958-2723 2958-2723 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Alma
2958-2749 2958-2749 QUÉBEC INC.	1992 06 29	Rimouski
2958-2756 2958-2756 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Rimouski
2958-2772 2958-2772 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Chicoutimi

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-2780 2958-2780 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Saint-François
2958-2798 2958-2798 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Alma
2958-2806 2958-2806 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Alma
2958-2830 2958-2830 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Frontenac
2958-2848 2958-2848 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Abitibi
2958-2897 2958-2897 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Bonaventure
2958-2905 2958-2905 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-2913 2958-2913 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-2921 2958-2921 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-2939 2958-2939 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-2947 2958-2947 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-2970 2958-2970 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-2996 2958-2996 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-3002 2958-3002 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Montréal
2958-3028 2958-3028 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Abitibi
2958-3036 2958-3036 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Abitibi
2958-3044 2958-3044 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Saint-François
2958-3051 2958-3051 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Saint-François
2958-3085 2958-3085 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-3101 2958-3101 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Charlevoix

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-3119 2958-3119 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Arthabaska
2958-3184 2958-3184 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Mingan
2958-3192 2958-3192 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Longueuil
2958-3200 2958-3200 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Montréal
2958-3218 2958-3218 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Montréal
2958-3242 2958-3242 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Québec
2958-3267 2958-3267 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Hull
2958-3275 2958-3275 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Chicoutimi
2958-3325 2958-3325 QUÉBEC INC.	1992 07 10	Rimouski
2958-3341 2958-3341 QUÉBEC INC.	1992 07 10	Québec
2958-3515 2958-3515 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Abitibi
2958-3523 2958-3523 QUÉBEC INC.	1992 07 06	Abitibi
2958-3531 2958-3531 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-3556 2958-3556 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-3606 2958-3606 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Québec
2958-3614 2958-3614 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Québec
2958-3770 2958-3770 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Saint-François
2958-3788 2958-3788 QUÉBEC INC.	1992 07 07	Saint-François
2958-5007 2958-5007 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Québec
2958-5015 2958-5015 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-5023 2958-5023 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Québec
2958-5031 2958-5031 QUÉBEC INC.	1992 07 10	Québec
2958-5049 2958-5049 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Rimouski
2958-5056 2958-5056 QUÉBEC INC.	1992 07 08	Saint-Hyacinthe
2958-5080 2958-5080 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Chicoutimi
2958-5122 2958-5122 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Chicoutimi
2958-5130 2958-5130 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Chicoutimi
2958-5148 2958-5148 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Chicoutimi
2958-5155 2958-5155 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Chicoutimi
2957-8556 ACCEL-AIR INC.	1992 07 08	Montréal
2957-5735 AGENCE ÉNERGIE SANTÉ DU VERSEAU INC.	1992 06 29	Montréal
2957-5107 LES ALIGNEMENTS NÉRON INC.	1992 06 29	Iberville
2957-5206 ALIMENTATION R.J. CARON INC.	1992 06 29	Kamouraska
2957-6857 ALPHA FRUITS INC.	1992 07 03	Montréal
2957-7582 L'ARTICHAUT QUÉBEC INC.	1992 07 03	Joliette
2958-1394 AUTO 2002 INC.	1992 07 02	Québec
2958-5098 AUTOBUS J.L.R. INC.	1992 07 10	Montmagny
2958-2731 AUTOMOBILES LIN-SER INC.	1992 07 03	Québec
2957-7376 LES AUTOMOBILES ROBERT LAURIN INC.	1992 07 03	Joliette

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-3127 AXIOME SYSTÈMES D'INFORMATION MULTIMÉDIAS INC.	1992 07 12	Québec
2957-6428 BALORT INC.	1992 06 29	Montréal
2957-8184 BATIMEX L.D. INC.	1992 07 07	Montréal
2957-5263 BAZAR ROCHA INC. ROCHA BAZAAR INC.	1992 06 29	Montréal
2958-4091 BEAUVALEX INC.	1992 06 30	Rimouski
2957-6584 BHOGI BOUFFE CENTRE DE NUTRITION ANIMALE INC.	1992 07 02	Saint-Hyacinthe
2957-7533 BILLARD, VALOIS & ASSOCIÉS CONSULTATION INFORMATIQUE INC.	1992 07 03	Longueuil
2958-1337 BIOVERT ST-NICOLAS INC.	1992 07 10	Québec
2957-7673 LES BOISERIES MONT-LAURIER (1992) INC.	1992 07 06	Labelle
2957-7194 BOULANGERIE PÂTISSERIE FRINGA-LIBAN INC.	1992 07 03	Montréal
2957-6626 BOUTIQUE GULMARG INC.	1992 06 30	Montréal
2957-5586 BOUTIQUE KIM G. INC.	1992 08 01	Montréal
2957-7970 BUFFET VILLA ITALIA INC.	1992 07 08	Montréal
2957-6881 BUREAU D'ÉVALUATION LES ASSOCIÉS INC.	1992 07 02	Montréal
2957-7020 B.R. CYBERVOX INC.	1992 07 03	Montréal
2957-5313 CAD-SECOURS INC.	1992 06 30	Terrebonne
2958-3226 CAFÉ BISTROT LE BAGELIER INC.	1992 07 08	Québec
2957-7004 CAFÉ NOSTRO INC.	1992 07 02	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6253 CENTRE D'EXPERTISE DE PISCINE DU QUÉBEC INC.	1992 06 30	Québec
2957-6543 CENTRE ÉQUESTRE DELON INC.	1992 06 30	Terrebonne
2957-6741 LES CÉRAMIQUES CHAMPLAIN (1992) LTÉE	1992 06 30	Montréal
2957-7814 LA CITÉ DU GRAND MANDARIN III (S.E.) INC.	1992 07 06	Longueuil
2957-8457 CITÉ LOGIQUE INC.	1992 07 07	Longueuil
2957-6030 CLINIQUE DE PHYSIOTHÉRAPIE MASSON INC.	1992 06 29	Montréal
2957-8176 CLUB DE SUPER VITE INC.	1992 07 07	Bedford
2957-6683 CLUB PAIN ET BEURRE INC. BREAD AND BUTTER CLUB INC.	1992 06 30	Longueuil
2957-7863 CLUB VILLAGE BOURG-BRILLANT INC.	1992 07 07	Laval
2957-7509 LES COFFRAGES T.N. INC.	1992 07 02	Saint-Hyacinthe
2957-5388 COMMERCE CHRISTINE CHING INC. CHRISTINE CHING TRADING INC.	1992 06 26	Montréal
2957-6329 COMMERCE C&W INC.	1992 06 30	Longueuil
2957-7061 LE COMMERCE INTERNATIONAL MILLION INC.	1992 07 03	Montréal
2957-8168 COMMERCE INTERNATIONAL NIKO INC. NIKO INTERNATIONAL TRADE INC.	1992 07 07	Montréal
2957-6196 COMMUNICATION ST-JOVITE INC.	1992 06 29	Terrebonne
2957-6394 COMMUNICATIONS MARSY/PUBLICITÉ ET MARKETING INC.	1992 07 02	Montréal
2957-5099 CONCEPT DLG INC.	1992 06 29	Laval
2957-5461 CONCEPT MATCH INC.	1992 06 26	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6717 CONCIERGERIE INTER-RIVE INC.	1992 06 30	Iberville
2958-1725 CONFISERIE DU PETIT CHAMPLAIN INC.	1992 06 30	Québec
2958-2483 CONSTRUCTION GRENIER ET TURCOTTE INC.	1992 07 06	Mégantic
2958-3796 CONSTRUCTION LARIVIÈRE ET LAROCHELLE INC.	1992 07 09	Québec
2957-7889 CONSTRUCTION MARIT INC.	1992 07 07	Montréal
2957-8358 CONSTRUCTION MICHEL DEBLOIS INC.	1992 07 07	Iberville
2957-7343 CONSTRUCTION MICHEL STRATIS INC.	1992 07 03	Iberville
2957-6188 CONSTRUCTION PROTEAU PROMARC INC.	1992 06 29	Joliette
2957-5172 LES CONSTRUCTIONS CROISSANT DE LUNE INC.	1992 06 26	Laval
2957-5396 LES CONSTRUCTIONS C.F.C. INC.	1992 06 26	Laval
2958-0578 CONSTRUCTION-CONSEIL M.B. INC.	1992 07 01	Rimouski
2957-7491 CONSULTATION LA HUT INC.	1992 07 02	Longueuil
2957-5214 CONSULTATIONS FERROVIAIRES F.H.P. INC.	1992 06 29	Longueuil
2958-1386 COURTIER D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES TREMBLAY INC.	1992 07 06	Québec
2958-0842 LA CROIX DORÉE SERVICE AUX AÎNÉS INC.	1992 06 30	Bonaventure
2958-3176 CUB AIR INC.	1992 07 08	Québec
2957-8465 DÉCOUVERTE AMÉRIQUE INC.	1992 07 07	Montréal
2958-2400 DÉFI ÉLECTRIQUE INC.	1992 07 02	Québec
2958-3010 DESJARDINS CONSTRUIT-TOUT INC.	1992 07 07	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-7822 LES DÉVELOPPEMENTS DU MONT PLAISANT INC.	1992 07 06	Terrebonne
2957-6246 DISTRIBUTEUR ANDRÉ DUPUIS INC.	1992 06 30	Trois-Rivières
2957-5479 DISTRIBUTION 3 SOURCES LTÉE	1992 06 26	Montréal
2958-2475 LES DISTRIBUTIONS GAÉTAN POTVIN INC.	1992 07 06	Québec
2957-5362 LES DISTRIBUTIONS PRO-STAR INC.	1992 06 26	Laval
2958-0875 LE DÔME DE MORPHÉE, CENTRE BEAUTÉ-SANTÉ INC.	1992 07 06	Saint-François
2958-2863 D. VACHON & ASSOCIÉS INC.	1992 07 06	Québec
2957-8481 D.T.C. CONSTRUCTION INC.	1992 07 07	Longueuil
2958-1360 ÉBÉNISTERIE BOURGAULT INC.	1992 06 29	Québec
2957-7939 EDICONSULT, CONSULTANTS MULTIMÉDIA MARTEL, LECLERC & ASSOCIÉ INC.	1992 07 06	Saint-Hyacinthe
2957-5438 LES ÉDITIONS DELGAVIO INC. DELGAVIO PUBLISHING INC.	1992 06 26	Montréal
2957-7996 LES ÉDITIONS DU JOURNAL DE L'ASSURANCE INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7921 LES ÉDITIONS MAR-TIN DICY INC.	1992 07 08	Laval
2954-9466 ÉLECTRO TECH 2000 INC.	1992 06 05	Mingan
2957-6469 ENTREPRISE DE CHARPENTE MENUISERIE THIERRY PAUTARD INC.	1992 06 29	Montréal
2958-1378 ENTREPRISES FORESTIÈRES POULIOT INC.	1992 06 30	Montmagny
2957-6261 LES ENTREPRISES FORESTIÈRES YVES H. TREMBLAY INC.	1992 06 30	Baie-Comeau
2957-7780 LES ENTREPRISES FRANÇOIS RACICOT INC.	1992 07 06	Longueuil

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6295 LES ENTREPRISES JEAN-CLAUDE LOYER INC.	1992 06 30	Longueuil
2958-3135 ENTREPRISES JOLICOEUR ET BOLDUC INC.	1992 07 08	Beauce
2958-4216 LES ENTREPRISES LOUIS DESROCHERS INC.	1992 07 09	Drummond
2957-7756 LES ENTREPRISES LUSTRO-LAQUE INC.	1992 07 06	Laval
2957-5230 LES ENTREPRISES MARY-DAL INC. MARY-DAL ENTERPRISES INC.	1992 06 29	Montréal
2958-1659 LES ENTREPRISES MICHEL LAMPRON INC.	1992 06 30	Trois-Rivières
2957-7590 LES ENTREPRISES RAVA INC.	1992 07 03	Trois-Rivières
2958-2657 ENTRETIEN BIENFAIT INC.	1992 07 07	Québec
2957-5156 LES ÉQUIPEMENTS ARO INC.	1992 06 26	Joliette
2958-0677 ÉRABLIÈRE LAPIERRE INC.	1992 07 08	Beauce
2958-0867 ESSER MÉTAL INC.	1992 07 06	Chicoutimi
2957-7517 ESSOR PLUS INC.	1992 07 02	Longueuil
2957-5222 L'EUPHORIE DU DOLLAR INC.	1992 06 29	Longueuil
2957-6907 ÉVALUATION DRUMMOND (1992) INC.	1992 06 30	Drummond
2957-8523 FERME AINSWORTH INC.	1992 07 07	Montréal
2957-7632 FERME ENZLER INC.	1992 07 06	Arthabaska
2958-4083 FERME GODEFROY INC.	1992 06 29	Trois-Rivières
2957-7541 FERME JEAN-GUY LAPIERRE INC.	1992 07 03	Bedford
2958-0768 FERME VALDOLAIN INC.	1992 07 02	Kamouraska

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6162 FORTIN, JODOIN ET ASSOCIÉS INC.	1992 06 29	Montréal
2957-6071 LES FRANCHISES PANDA LTÉE PANDA FRANCHISES LTD.	1992 06 29	Terrebonne
2958-4356 GABRA SPORTS LTÉE	1992 07 08	Frontenac
2957-8150 GAËTAN LÉVESQUE CONSEILS INC.	1992 07 08	Laval
2957-8192 GARAGE ANDRÉ BILODEAU INC.	1992 07 07	Longueuil
2957-5693 GARAGE D.GERANIO INC.	1992 07 01	Montréal
2957-6436 LES GÂTEAUX "C'EST CHEESE" INC.	1992 06 29	Longueuil
2957-6279 GAUVIN, OUMET INC.	1992 06 30	Laval
2958-0883 GESTION ADOLPHE MAHEU INC.	1992 07 03	Arthabaska
2958-3804 GESTION AJR INC.	1992 07 09	Québec
2958-2376 GESTION BERTRAND HUOT INC.	1992 07 02	Québec
2958-3754 GESTION BOI-MAG INC.	1992 07 08	Québec
2957-5180 GESTION BRIGITTE CHARBONNEAU INC.	1992 06 26	Terrebonne
2957-7038 GESTION CLAIRE FRASER INC.	1992 07 02	Rimouski
2957-7608 GESTION CLAUDISE INC.	1992 07 06	Saint-Hyacinthe
2957-5610 GESTION DE CONSTRUCTION C.S. INC.	1992 06 30	Longueuil
2957-6568 GESTION D'ORSONNENS INC.	1992 06 30	Joliette
2957-7954 GESTION FRANÇOIS CAMPEAU INC.	1992 07 06	Joliette
2958-3572 GESTION INFO PANAMA INC.	1992 08 01	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-0156 GESTION J.M.K. INC.	1992 06 29	Rimouski
2958-1329 GESTION LANGOCHA (1992) INC.	1992 07 02	Québec
2958-2574 GESTION MAURICE BERGERON INC.	1992 07 03	Québec
2957-5115 GESTION MBA INFORMATIQUE INC.	1992 06 26	Montréal
2958-2566 GESTION N. DONOVAN INC.	1992 07 02	Québec
2958-2335 GESTION PRO-MARBRE INC.	1992 06 30	Québec
2958-3150 GESTION RITA PELLETIER INC.	1992 07 08	Québec
2957-5727 GESTION R. DÉSILETS INC.	1992 06 30	Trois-Rivières
2958-0651 GESTION R.G.N. INC.	1992 07 02	Baie-Comeau
2957-6634 GESTION SERGE NOËL INC.	1992 06 29	Laval
2957-5255 GESTION VARIN INC.	1992 06 30	Laval
2958-0636 LES GESTIONS MARTINE MALTAIS INC.	1992 07 02	Alma
2958-2954 GROUPE DE DÉVELOPPEMENT PAQUET, SIMARD & ASS. INC.	1992 07 06	Québec
2957-6600 LE GROUPE NORLAND INC.	1992 07 03	Montréal
2958-0776 GROUPE QUÉBÉCOIS DES ENTREPRISES À DOMICILE INC.	1992 06 29	Arthabaska
2958-2673 GROUPE USINOV INC.	1992 07 07	Québec
2958-2582 GUY NUCKLE, CONSULTANT INC.	1992 07 03	Québec
2958-2590 HABITATION PRO-GESCOM INC.	1992 07 03	Québec
2957-8093 HORFAB INC.	1992 07 07	Bonaventure

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-2855 IMAGIE COLORE INC.	1992 07 06	Québec
2957-8473 IMMEUBLE HUTTER INC.	1992 07 07	Montréal
2957-7707 IMMEUBLECOR INC.	1992 07 07	Montréal
2958-4075 LES IMMEUBLES L. D. GRENON LTÉE	1992 06 29	Chicoutimi
2957-5677 IMMO-EXPERT F.L. INC.	1992 06 29	Terrebonne
2957-6931 IMPRIMERIE 3-D LEFEBVRE INC.	1992 06 30	Montréal
2958-3549 LES IMPRIMERIES WEBB-COM INC.	1992 07 08	Québec
2957-5560 LES INDUSTRIES ILAC INC.	1992 06 26	Saint-Hyacinthe
2958-2509 INFOGRAFIKA 2000 INC.	1992 07 06	Québec
2958-4042 INFORMATIQUE G.J. MORISSETTE INC.	1992 06 29	Drummond
2958-0198 INFORMATIQUE JACINTHE BOISSÉ INC.	1992 06 30	Saint-François
2957-7079 INTERACTION 2000 INC.	1992 07 02	Terrebonne
2958-0719 INTERCETCO MANAGEMENT INC.	1992 07 08	Montréal
2957-7475 INTERSOURCE INC.	1992 07 02	Beauharnois
2958-0859 JEAN-YVES SIMARD AUTOMOBILES INC.	1992 07 06	Charlevoix
2958-3259 KONICOPIE INC.	1992 07 09	Québec
2957-5123 LABORATOIRES ALPHACELL INC.	1992 06 26	Saint-François
2957-5578 LABORATOIRES YBLEHS INC.	1992 06 26	Saint-Hyacinthe
2957-7046 LEPAX ÉLECTRIQUE INC.	1992 07 02	Richelieu
2957-7640 LOCATION D'AUTOS AHUNTSIC INC.	1992 07 06	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6899 LORRAIN-GAGNÉ INC.	1992 07 02	Montréal
2958-2988 LOUIS MOFFET INC.	1992 07 07	Québec
2957-6352 LUNETTERIE CLUB DU QUÉBEC INC.	1992 07 02	Montréal
2957-8515 L.L. FAN CLUB 92 AUTO INC.	1992 07 07	Iberville
2957-7384 MAÇONNERIE G.G.H. INC.	1992 07 06	Iberville
2958-3168 MAÇONNERIE L. BÉRUBÉ & FILS INC.	1992 07 08	Baie-Comeau
2958-4166 MAR-CHE-PIER INC.	1992 07 03	Québec
2957-7053 LES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION SHAWWA INC.	1992 07 06	Montréal
2957-7087 MERISIS INC.	1992 07 03	Montréal
2957-7459 MEUBLES IDÉES FLASH INC.	1992 07 02	Montréal
2957-7301 MICHEL MALOUIN ÉDITIONS GRAPHIQUES INC.	1992 07 03	Montréal
2957-6121 MULTI-SERVICES ASSOCIÉS R.D.P. INC.	1992 07 02	Montréal
2957-8549 MYRSYS TECHNOLOGIES INC.	1992 07 07	Laval
2957-6642 M.C.S. DISTRIBUTION 2000 INC.	1992 06 29	Laval
2957-7251 NEER CONSULTANTS INC.	1992 07 02	Montréal
2957-8648 NICK GUIDO ALUMINIUM INC.	1992 07 07	Montréal
2958-2871 LES NOUVELLES VOISINES INC.	1992 07 06	Québec
2957-6618 LES OPTIONS GYPSE (1992) LTÉE	1992 07 03	Beauce
2957-8291 PASSE-TEMPS BRICOLAGE M.M. INC.	1992 07 07	Joliette
2957-6055 PÂTISSERIE DOLLARD INC.	1992 06 29	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District Judiciaire
2958-4067 PÊCHERIES GUY LAFLAMME INC.	1992 06 29	Gaspé
2958-3283 PERSOTECH INC.	1992 07 10	Québec
2957-6212 PLACE FRANDRE INC.	1992 07 01	Terrebonne
2957-6444 PLACEMENTS EMAIR INC.	1992 06 29	Montréal
2958-0586 LES PLACEMENTS LAURENT & RICHARD INC.	1992 06 29	Frontenac
2958-3598 LES PLACEMENTS PAULINE ET ROBERT OUELLET INC.	1992 07 08	Kamouraska
2957-6022 LES PLACEMENTS PIERRE GAUTHIER INC.	1992 06 29	Longueuil
2957-6014 LES PLACEMENTS SYLVAIN COUTU INC.	1992 06 29	Laval
2957-7616 PLAFOND INTERNATIONAL-2000 INC. CEILINGS INTERNATIONAL-2000 INC.	1992 07 03	Laval
2957-5297 PLANIFICATION DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES PDRH INC.	1992 06 29	Beauharnois
2957-7244 POURVOIRIE JOCELYN LEBRUN MANIC 5 INC.	1992 07 02	Laval
2957-5644 UN PRIX VILLAGE INC.	1992 06 30	Montréal
2957-5081 PRODUCTIONS C.D.L. INC. C.D.L. PRODUCTIONS INC.	1992 06 26	Montréal
2957-6089 PRODUCTIONS DU TOULOULOU INC.	1992 06 30	Montréal
2957-7467 LES PRODUCTIONS MANUEL TADROS INC.	1992 07 02	Montréal
2957-6139 LES PRODUCTIONS STUDIOMAG INC.	1992 07 02	Terrebonne
2958-3077 LES PRODUITS DE L'ÉRABLE PHILIPPE JACQUES INC.	1992 07 07	Frontenac
2958-4059 LES PRODUITS ENVIROTANK INC.	1992 06 29	Bedford

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-3762 PROGYSTÈME CONSULTANTS INC.	1992 07 09	Montréal
2958-1691 PROVESCO INC.	1992 06 30	Québec
2958-3143 LES PUBLICATIONS LE COURANT INC.	1992 07 08	Saint-Maurice
2958-3291 PUMA 2000 INC.	1992 07 10	Beauce
2958-2814 PURE-EAU-QUÉBEC P-E-Q- INC.	1992 07 03	Trois-Rivières
2957-8531 PUR-O-TRAITEMENT INC.	1992 07 07	Terrebonne
2957-5164 QUINCAILLERIE DE LA RIVIÈRE INC.	1992 06 26	Rimouski
2957-5412 LES RECHERCHES DIATECH INC.	1992 06 26	Montréal
2957-7152 RECHERCHES D'ART S.E.A. INC. S.E.A ART RESEARCH INC.	1992 07 06	Montréal
2957-6980 RÉNOVATION CHAMPLAIN INC.	1992 07 02	Joliette
2957-5248 RÉSEAU IRIS INC.	1992 06 29	Montréal
2958-0701 RÉSIDENTE GUSTAVE B. HOULE INC.	1992 07 07	Longueuil
2957-7095 RESTAURANT LE CANARD INC.	1992 07 06	Montréal
2957-6154 RESTAURANT LE MAQUIS INC.	1992 07 02	Longueuil
2957-5370 RESTAURANT THAÏLANDAIS BANGKOK (MONTRÉAL) INC.	1992 06 25	Montréal
2957-8655 RESTAURANTS TUTTI FRUTTI DÉJEUNERS INC. TUTTI FRUTTI BREAKFAST RESTAURANTS INC.	1992 07 08	Laval
2957-6451 RESTO-NORDICO INC.	1992 06 29	Terrebonne
2957-8143 ROBERT ARNOLD INC.	1992 07 08	Montréal

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-6485 ROBERT POITRAS RÉNOVATION INC.	1992 06 30	Joliette
2958-4224 SALON DE QUILLES MEMPHRÉ INC.	1992 07 09	Saint-François
2957-6956 SALON DE QUILLES RAWDON INC.	1992 06 30	Joliette
2957-6204 SALON DE QUILLES TERMINUS INC.	1992 06 29	Terrebonne
2958-2889 SCIENTÉ NUTRITION INC.	1992 07 06	Québec
2958-4190 SÉBRISAM INC.	1992 07 09	Pontiac
2958-0644 SERRURIER PROTEC INC.	1992 06 29	Alma
2957-5024 SERVICE D'ENTRETIEN DES ÉDIFICES TROPICAL INC.	1992 07 01	Montréal
2957-8309 SERVICE EXPRESS DONG NAI INC.	1992 07 06	Montréal
2957-6659 LES SERVICES ADMINISTRATIFS PAMAT INC.	1992 06 29	Montréal
2957-7681 SERVICES AUX PROPRIOS C.P. INC.	1992 07 06	Laval
2957-8135 SERVICES IMMOBILIERS IMAGE 2000 INC.	1992 07 07	Chicoutimi
2957-4803 SERVICES LINGUISTIQUES EDWARD JOHN, INC.	1992 06 29	Montréal
2957-7319 LES SERVICES MÉCANIQUES DELSON INC.	1992 07 03	Longueuil
2957-6592 SERVICES RÉSIDENTIELS C.T. INC.	1992 07 02	Joliette
2958-0628 SERVI-SERRES (1992) INC.	1992 07 03	Saint-François
2957-6527 SOGESPACE INC.	1992 06 30	Longueuil
2958-3580 SOL-T-AIR INC.	1992 07 03	Bedford
2955-1694 LES SOUDURES MOBILES 32-13 INC.	1992 06 22	Québec

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2958-2715 SPÉCIALITÉS DE BÂTIMENTS FALARDEAU INC.	1992 07 03	Québec
2957-5420 SPEQ M.P.I. INC.	1992 06 26	Montréal
2957-7871 SPEQ TÉLÉMATIQUE INC. SPEQ TELEMATICS INC.	1992 07 06	Montréal
2958-2665 LES STABILISATEURS THERSTAL INC.	1992 07 07	Québec
2957-6964 STUDIO KOPAL INC.	1992 07 02	Montréal
2957-5545 LES SYSTÈMES INFORMATIQUES PHOEBE TECHNOLOGIES INC. PHOEBE TECHNOLOGIES COMPUTER SYSTEMS INC.	1992 06 30	Montréal
2957-8036 SYSTÈMES INTÉRIEURS YVES DUQUETTE LTÉE	1992 07 06	Longueuil
2957-5602 TABAGIE NAPOLÉON INC.	1992 06 30	Longueuil
2957-7103 TAPIS MIRO - SOL INC.	1992 07 06	Montréal
2958-3317 TEINTURE VERNISSAGE ET SABLAGE D'ESCALIER N.J. INC.	1992 07 10	Québec
2958-3564 TERRASSEMENT RODRIGUES DU PORTUGAL INC.	1992 07 08	Québec
2957-7731 TRANSPORT A. COLASSIN INC.	1992 07 07	Iberville
2958-0750 TRANSPORT LANGIS CARON BIENCOURT INC.	1992 06 30	Rimouski
2957-7558 TRANSPORT RATMACHINE INC.	1992 07 03	Joliette
2957-6972 TRANSPORTS DÉGO INC.	1992 07 02	Terrebonne
2957-8044 LES TRANSPORTS ST-JACQUES INC.	1992 07 06	Joliette
2958-3333 VAL IM INC.	1992 07 10	Québec
2957-5701 VERGER THOMSON INC.	1992 07 02	Saint-Hyacinthe

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	District judiciaire
2957-7129 VITRERIE ATLAS SERVICES INC.	1992 07 03	Terrebonne
2957-7129 VITRERIE ATLAS SERVICES INC.	1992 07 03	Terrebonne
2958-3622 VITRO INTERNATIONAL INC.	1992 07 08	Chicoutimi
2957-7574 VOYAGE EN DIRECT ST-JÉRÔME INC.	1992 07 03	Terrebonne
2957-6048 XENEX INC.	1992 06 29	Montréal
2958-1733 YVES BLOUIN CONSTRUCTION INC.	1992 07 02	Québec

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

3992

Délivrance d'un certificat de continuation

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de continuation à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1505-3341 AGENCE RAPHAEL ALBEE INC.	1976 10 18	1992 07 02	
1233-5188 ARCADE PILOTE LIMITÉE	1953 03 23	1992 06 23	
1467-4238 AUTOBUS R.O.B.O. INC.	1976 05 28	1992 07 01	
1365-2979 AUTOMOBILES JACQUES GÉNÉREUX INC.	1975 05 05	1992 06 26	
1235-9303 BALMORE LIMITED	1946 10 23	1992 06 23	BALMORE LTÉE BALMORE LTD.
1117-5411 BERNARD LÉGARÉ LIMITÉE	1969 04 17	1992 06 26	
1356-5577 BOUTIQUE DU BARIL INC.	1974 03 04	1992 07 08	1356-5577 QUÉBEC INC.
1502-4342 CONSTRUCTION E.V. FESTA LTÉE	1976 03 05	1992 06 29	PLACEMENTS CURESTA INC. CURESTA HOLDINGS INC.
1504-6121 CONSTRUCTION N. LAMOUREUX INC.	1976 08 16	1992 07 06	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1365-7945 DIFFUSION S.P.E.L.D. CANADA INC.	1975 06 12	1992 06 30	GESTION FRANÇOIS IRALI INC.
1108-4589 ÉDITIONS ARTS, LETTRES & TECHNIQUES INCORPORÉE	1968 11 05	1992 06 30	
1337-3436 ENTREPRISES MARCEL GUERTIN INC.	1972 11 23	1992 07 02	
1637-4498 ÉPICERIE LÉOPOLD PERREAULT INC.	1979 07 04	1992 07 03	ALIMENTATION N.M. INC.
1635-0936 ÉQUIPEMENTS DE FERME C. LESAGE INC.	1979 03 29	1992 06 30	
1331-2822 GUY PHENIX INC.	1973 05 03	1992 07 07	
1628-7708 LES HABITATIONS DURAB INC.	1978 08 03	1992 07 02	
1190-5502 HÉROUX & FILS LTÉE	1962 01 22	1992 07 02	
1475-3024 J. ROBERT OUELLET INC.	1977 03 16	1992 07 08	
1463-6153 PAULIRO INC.	1975 12 12	1992 07 06	
1630-8835 PIÈCES D'AUTOS ÉCONOMIQUES R.J. INC.	1978 10 27	1992 07 09	
1339-2725 PIÈCES USAGÉES D'AUTOMOBILES KENNEDY INC.	1973 08 08	1992 07 10	
1507-0840 LES PLACEMENTS SARON LTÉE	1977 11 23	1992 06 23	
1475-2018 REAH INC.	1977 03 14	1992 06 08	
1117-3671 SEAWAY PLASTICS LTD.	1963 10 25	1992 06 30	LES PLASTIQUES SEAWAY LTÉE SEAWAY PLASTICS LTD.
1267-2572 TABLEAU INDICATEUR INTERNATIONAL INC.	1972 03 14	1992 07 09	
1470-8440 TERRASSE ST-PAUL INC.	1976 10 15	1992 06 30	
1472-4546 TRANSPORT AUTOBUS MILTON INC.	1976 12 17	1992 06 30	
1353-3351 TUYAUX ET MATÉRIEL DE FONDATION LTÉE	1961 02 16	1992 07 02	

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de continuation	Nouvelle dénomination sociale s'il y a lieu
1202-5128 VIC BUSSIÈRES INC.	1970 10 27	1992 06 30	
4005			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Délivrance d'un certificat de fusion

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de fusion à chacune des compagnies suivantes :

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2958-0164 2958-0164 QUÉBEC INC.	LES LOGEMENTS THÉCOU INC. 2527-3541 QUÉBEC INC.	1992 07 01	
2958-0495 2958-0495	MARC DUFRESNE INC. GESTION DU-BEAU-MUR INC.	1992 07 01	
2958-0503 2958-0503 QUÉBEC INC.	2414-3224 QUÉBEC INC. 2856-5125 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Québec
2958-0552 2958-0552 QUÉBEC INC.	2536-5784 QUÉBEC INC. 2549-6985 QUÉBEC INC. IMRESTO INC.	1992 06 30	Trois-Rivières
2958-4364 2958-4364 QUÉBEC INC.	2745-7324 QUÉBEC INC. PLACE CENTRE-VILLE D'AMOS (1988) INC. LES PROMENADES DU CUIVRE INC. 2622-3545 QUÉBEC INC. 2537-0586 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Montréal
2958-4372 2958-4372 QUÉBEC INC.	2744-3548 QUÉBEC INC. 2845-3934 QUÉBEC INC. 2619-5370 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Montréal
2958-3234 AGENCES D'ASSURANCE ABITIBI INC.	AGENCES D'ASSURANCE ABITIBI INC. 2957-0843 QUÉBEC INC. 2957-0850 QUÉBEC INC. 2957-0835 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2958-0172 AUBERGE DU CASTOR INC.	AUBERGE DU CASTOR INC. 2332-1862 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Laval
2958-2426 AUTOBUS GMR VINCENT INC.	2845-1599 QUÉBEC INC. CONRAD CÔTÉ & FILS INC.	1992 07 01	Beauharnois

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2958-2467 AUTOBUS LA DILIGENCE INC.	AUTOBUS LA DILIGENCE INC. 2867-5239 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Terrebonne
2958-2533 AUTOBUS LARIVIÈRE INC.	GESTION LAURETTE INC. AUTOBUS LARIVIÈRE INC.	1992 07 01	Beauce
2958-0412 BEAUCE DISTRIBUTION T.V. INC.	BEAUCE DISTRIBUTION T.V. INC. INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES M. GAGNON INC.	1992 06 25	Beauce
2958-2525 BIJOUTERIE, MARCEL GILBERT IMPORTATEUR (1992) LTÉE	BIJOUTERIE, MARCEL GILBERT IMPORTATEUR LTÉE 2627-1551 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Chicoutimi
2958-0602 BOUCHERIE R. LOISELLE INC.	BOUCHERIE R. LOISELLE INC. BOUCHERIE DES HALLES ST-GERMAIN INC.	1992 07 01	Rimouski
2958-0180 BUFFET NICO INC.	2865-4028 QUÉBEC INC. BUFFET NICO INC.	1992 07 01	Trois-Rivières
2958-0487 COMMUNICATIONS M.S. INC.	COMMUNICATIONS M.S. INC. LES COMMUNICATIONS TRUNK-NET INC. PROCOM C.D. INC. 2314-9867 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Montréal
2958-4182 LES ENTREPRISES DUCHESNE LTÉE	LES ENTREPRISES DUCHESNE LIMITÉE 2331-4560 QUÉBEC INC. 2528-1007 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Trois-Rivières
2958-2350 GARAGE W. MARTIN, LTÉE	GARAGE W. MARTIN, LIMITÉE GESTION GASTON PROVENÇAL INC. GESTION CLÉMENT BÉGIN INC.	1992 07 01	Québec
2958-1709 GESTION J.S. INC.	GESTION J.S. INC. GESTION VILCO INC.	1992 07 01	Québec
2958-0610 GESTION VALRIC PORTLAND INC.	GESTION VALRIC PORTLAND INC. 2854-7552 QUÉBEC INC.	1992 07 03	Saint-François
2958-2459 GISÈLE GAUTHIER TRAITEUR INC.	GISÈLE GAUTHIER TRAITEUR INC. ALLO J'AI FAIM INC.	1992 07 01	Montréal
2958-0420 HÔTEL DE L'HORIZON INC.	GESTION C.D.D.L. INC. HÔTEL DE L'HORIZON INC.	1992 07 01	Bedford

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2955-1686 HOULE AUTOMOBILE LTÉE	HOULE AUTOMOBILE LTÉE LES INVESTISSEMENTS JOSEPH-ANTONIO HOULE INC. LES INVESTISSEMENTS ROMÉO HOULE INC. 2867-5171 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Montréal
2958-0438 H. TOUSIGNANT LTÉE	ENTREPRENEUR GÉNÉRAL H. TOUSIGNANT LTÉE TRANSPORT D'ÉCOLIERS PALMAROLLE INC.	1992 07 01	Richelieu
2958-4125 LÉO BEAUREGARD & FILS LTÉE	LÉO BEAUREGARD & FILS LTÉE 2861-4840 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Saint-Hyacinthe
2958-0453 LOUIS EBACHER INC.	LOUIS EBACHER INC. CLINIQUE MÉDICO-DENTAIRE ST-MARC INC.	1992 07 01	Québec
2958-0461 L.M.L. ÉLECTRIQUE LTÉE	L.M.L. ÉLECTRIQUE LTÉE GESTION LAMALO LTÉE	1992 07 01	Iberville
2958-1717 MARCEL CHAMBERLAND INC.	GESTION CHAMBER INC. MARCEL CHAMBERLAND INC. 2869-6086 QUÉBEC INC.	1992 07 01	Montmagny
2958-0479 MARRONI CONSTRUCTION LTÉE	LA COMPAGNIE BERDONA LTÉE MARRONI CONSTRUCTION LTÉE	1992 07 01	Montréal
2958-2541 ORATEX INC.	PLACEMENTS GESUALDI & PERUGINI INC. LES TRICOTS LIMATEX INC. ARAMART INC. ORATEX INC.	1992 07 02	Montréal
2958-4034 PAVILLON ST-GÉRARD INC.	2955-0209 QUÉBEC INC. PAVILLON ST-GÉRARD INC.	1992 06 29	Saint-François
2958-1683 PERRON & FRÈRES DE CHIBOUGAMAU INC.	PERRON & FRÈRES DE CHIBOUGAMAU INC. 2958-1899 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Abitibi
2958-1675 LES PRODUITS FORESTIERS DUBÉ INC.	LES ENTREPRISES J.B. ET A. DUBÉ INC. GESTION VILLERAY INC.	1992 07 01	Kamouraska
2958-3309 PRO-MOULE INC.	PRO-MOULE INC. 2949-1669 QUÉBEC INC.	1992 07 09	Montmagny

Dénomination sociale et sa version	Dénomination sociale des compagnies fusionnées	Date de fusion	District judiciaire
2958-2343 SERRUTECH INC.	SERRUTECH INC. IMMEUBLES JACQUES FISET INC.	1992 07 01	Québec
2958-0446 SERVICES ÉDUCATIFS ET GARDERIE STE-GERTRUDE INC.	SERVICES ÉDUCATIFS ET GARDERIE STE-GERTRUDE INC. 2626-9175 QUÉBEC INC.	1992 06 30	Montréal
2958-0594 LES TRANSPORTS JEAN-GUY DUGUAY & FILS INC.	TRANSPORT DUMAIS INC. LES TRANSPORTS JEAN-GUY DUGUAY & FILS INC.	1992 07 01	Rimouski

*L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

3994

Délivrance d'un certificat de modification

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat de modification à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2149-3119 2149-3119 QUÉBEC INC.	1982 12 22	1992 07 03	de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES DE MONNOIR INC.
2155-8754 2155-8754 QUÉBEC INC.	1983 05 24	1992 07 02	du capital-actions
2440-3305 2440-3305 QUÉBEC INC.	1986 09 15	1992 06 30	du capital-actions
2625-5570 2625-5570 QUÉBEC INC.	1988 08 18	1992 06 04	du district: Terrebonne
2627-9265 2627-9265 QUÉBEC INC.	1988 11 07	1992 06 23	de la dénomination sociale: DATA DESIGN M.D. INC.
2630-0095 2630-0095 QUÉBEC INC.	1988 10 28	1992 06 26	du district: Baie-Comeau
2635-8697 2635-8697 QUÉBEC INC.	1989 01 16	1992 07 08	du district: Terrebonne
2645-8828 2645-8828 QUÉBEC INC.	1989 05 15	1992 07 02	du district: Joliette
2731-6835 2731-6835 QUÉBEC INC.	1989 07 06	1992 07 07	de la dénomination sociale: TECHNI PAGE COMMUNICATIONS INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2739-7132 2739-7132 QUÉBEC INC.	1989 11 14	1992 07 06	de la dénomination sociale: LES ENTREPRISES YVAN LAPLANTE INC.
2740-3781 2740-3781 QUÉBEC INC.	1989 11 30	1992 07 09	1) des restrictions à l'activité 2) des dispositions
2749-6280 2749-6280 QUÉBEC INC.	1990 03 02	1992 07 03	1) de la dénomination sociale: OPTION HAUTE GAMME INC. 2) du district: Terrebonne
2753-2134 2753-2134 QUÉBEC INC.	1990 04 04	1992 07 10	de la dénomination sociale: RÉGIONNAIR INC.
2759-5990 2759-5990 QUÉBEC INC.	1990 06 29	1992 06 29	du district: Saint-Hyacinthe
2760-2374 2760-2374 QUÉBEC INC.	1990 07 20	1992 07 07	du district: Longueuil
2841-2096 2841-2096 QUÉBEC INC.	1990 10 19	1992 06 25	de la dénomination sociale: MUSÉE DES ANCIENS CANADIENS DE SAINT-JEAN-PORT-JOLI INC.
2844-9593 2844-9593 QUÉBEC INC.	1990 10 12	1992 07 03	du capital-actions
2848-1984 2848-1984 QUÉBEC INC.	1990 12 20	1992 06 26	de la dénomination sociale: GESTION DENIS FOURNIER INC.
2848-3295 2848-3295 QUÉBEC INC.	1990 12 20	1992 06 23	de la dénomination sociale: GESTION SERGE FOURNIER INC.
2848-4202 2848-4202 QUÉBEC INC.	1990 12 21	1992 06 25	de la dénomination sociale: SOCIÉTÉ DE GESTION M. J. BRUNET INC.
2848-6884 2848-6884 QUÉBEC INC.	1990 12 28	1992 06 26	1) de la dénomination sociale: MICHEL PAINCHAUD CONSULTANT INC. 2) du district: Saint-Hyacinthe
2848-7833 2848-7833 QUÉBEC INC.	1990 12 28	1992 06 25	de la dénomination sociale: GESTAVIDÉO INC.
2849-0894 2849-0894 QUÉBEC INC.	1991 01 17	1992 07 06	du district: Québec

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2856-0829 2856-0829 QUÉBEC INC.	1991 04 18	1992 06 23	1) de la dénomination sociale: CONSTRUCTION GERCOBEL INC. 2) du district: Joliette
2856-1942 2856-1942 QUÉBEC INC.	1991 04 30	1992 07 08	1) de la dénomination sociale: LOCATION INTERNATIONALE DAMY INC. DAMY INTERNATIONAL LEASING INC. 2) du capital-actions
2857-5959 2857-5959 QUÉBEC INC.	1991 05 03	1992 06 29	du capital-actions
2859-1196 2859-1196 QUÉBEC INC.	1991 06 14	1992 07 07	du district: Laval
2859-4554 2859-4554 QUÉBEC INC.	1991 06 21	1992 06 29	du district: Saint-Maurice
2859-8324 2859-8324 QUÉBEC INC.	1991 07 04	1992 06 29	du capital-actions
2863-5274 2863-5274 QUÉBEC INC.	1991 08 30	1992 07 06	1) du district: Frontenac 2) du capital-actions 3) des dispositions
2864-5851 2864-5851 QUÉBEC INC.	1991 09 10	1992 06 30	de la dénomination sociale: GESTIONS OSCAR INC.
2864-8418 2864-8418 QUÉBEC INC.	1991 09 20	1992 06 29	de la dénomination sociale: IMPRESSION A.L.S. INC.
2865-3046 2865-3046 QUÉBEC INC.	1991 09 30	1992 07 08	1) de la dénomination sociale: FERME MONDRÉ INC. 2) du district: Richelieu
2866-7905 2866-7905 QUÉBEC INC.	1991 10 09	1992 07 06	1) du district: Beauharnois 2) du capital-actions 3) des dispositions
2866-8135 2866-8135 QUÉBEC INC.	1991 10 09	1992 07 06	1) du district: Beauharnois 2) du capital-actions 3) des dispositions
2869-0188 2869-0188 QUÉBEC INC.	1991 11 29	1992 06 30	de la dénomination sociale: INSPECTION MÉTALLURGIQUE BIBEAU 04 INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2944-9808 2944-9808 QUÉBEC INC.	1992 01 24	1992 06 25	de la dénomination sociale: LE RÉSIDENTIEL SAGUENAY INC.
2946-3163 2946-3163 QUÉBEC INC.	1991 12 30	1992 06 25	de la dénomination sociale: GYMN B X INC.
2947-9862 2947-9862 QUÉBEC INC.	1992 02 05	1992 06 23	de la dénomination sociale: PLOMBERIE DUMULONG INC.
2948-4045 2948-4045 QUÉBEC INC.	1992 02 07	1992 07 09	1) de la dénomination sociale: AGENCES RO-DI SPORTS INC. 2) du district: Saint-François
2949-7039 2949-7039 QUÉBEC INC.	1992 02 18	1992 06 30	de la dénomination sociale: ALIZÉ, GESTION TECHNIQUE D'IMMEUBLES INC. ALIZE BUILDING MANAGEMENT TECHNOLOGIES INC.
2950-1087 2950-1087 QUÉBEC INC.	1992 02 26	1992 06 29	du district: Alma
2950-2291 2950-2291 QUÉBEC INC.	1992 03 02	1992 06 29	de la dénomination sociale: AU SALON DE LA FOURRURE (1992) INC.
2950-2515 2950-2515 QUÉBEC INC.	1992 03 02	1992 07 09	du district: Hull
2951-3967 2951-3967 QUÉBEC INC.	1992 04 02	1992 06 30	de la dénomination sociale: LES PLACEMENTS PIERNI INC.
2951-4049 2951-4049 QUÉBEC INC.	1992 04 03	1992 06 23	de la dénomination sociale: QUINCAILLERIE DÉCORATEK INC.
2952-0566 2952-0566 QUÉBEC INC.	1992 04 21	1992 06 23	de la dénomination sociale: AGENCES INTERNATIONALES (1205)(1992) INC. INTERNATIONAL AGENCIES (1205)(1992) INC.
2952-0897 2952-0897 QUÉBEC INC.	1992 04 22	1992 06 23	du district: Beauharnois
2954-4103 2954-4103 QUÉBEC INC.	1992 05 21	1992 06 29	du district: Saint-Maurice

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2954-4475 2954-4475 QUÉBEC INC.	1992 05 26	1992 06 30	de la dénomination sociale: INFLAGEN R & D INC.
2955-7600 2955-7600 QUÉBEC INC.	1992 05 13	1992 07 07	du district: Joliette
2955-9085 2955-9085 QUÉBEC INC.	1992 05 14	1992 07 03	du district: Labelle
2956-1461 2956-1461 QUÉBEC INC.	1992 05 22	1992 06 29	de la dénomination sociale: GESTION PARALEX INC.
2956-1511 2956-1511 QUÉBEC INC.	1992 05 22	1992 06 26	de la dénomination sociale: LES PRODUITS DE PÊCHE SIGNATURE INC.
2956-2196 2956-2196 QUÉBEC INC.	1992 05 26	1992 07 06	de la dénomination sociale: GROUPE JOKANA INC.
2956-3079 2956-3079 QUÉBEC INC.	1992 05 27	1992 06 25	de la dénomination sociale: GESTION YVON BEAUDET INC.
2956-3384 2956-3384 QUÉBEC INC.	1992 05 27	1992 07 06	de la dénomination sociale: MSC LES SUPERMARCHÉS DU MÉTAL (QUÉBEC) LTÉE
2956-7666 2956-7666 QUÉBEC INC.	1992 06 08	1992 07 10	de la dénomination sociale: LE GROUPE MONDICO INC.
2957-0454 2957-0454 QUÉBEC INC.	1992 06 15	1992 06 29	du district: Labelle
1636-5603 ACADÉMIE DE MAGIE CAMIRAND INC.	1979 05 28	1992 06 05	du district: Longueuil
2532-6471 AGENCE MANUFACTURIÈRE MARCEL GAGNÉ INC.	1987 11 09	1992 06 30	du district: Montréal
1504-1692 ALARME TÉLÉTRONIC INC.	1976 07 08	1992 07 03	1) du capital-actions 2) des dispositions
2737-9437 ALBATROS MARKETING INC.	1989 09 01	1992 06 25	de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS ANDRÉ ROBITAILLE INC.
2751-0403 ALIMENTATION B.L. INC.	1990 04 03	1992 07 02	de la dénomination sociale: BERNARD BLOUIN ASSURANCES INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2757-6487 AMUSEMENTS RELAX INC.	1990 06 08	1992 06 29	de la dénomination sociale: DISTRIBUTIONS NOLIP INC.
2749-3105 AM-LIB INC.	1990 02 26	1992 07 02	1) de la dénomination sociale: 2749-3105 QUÉBEC INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions 4) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
1226-8413 ATELIER D'USINAGE TREMPE INC.	1972 03 14	1992 07 03	des dispositions
2753-8966 AUTOCAR NOLIBUS INC.	1990 04 24	1992 07 07	du district: Bedford
2318-6398 A. HUDON CONSTRUCTION INC.	1985 03 27	1992 06 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
1182-1113 BEAUCE CARNAVAL INC.	1953 04 15	1992 06 29	du capital-actions
1643-8764 BÉROMA INC.	1980 04 22	1992 07 02	1) du capital-actions 2) des dispositions
1330-2674 BIOCHEM PHARMA INC.	1972 12 14	1992 06 26	du capital-actions
2415-0302 LES BOISERIES MONT-LAURIER INC.	1986 04 09	1992 07 07	de la dénomination sociale: 2415-0302 QUÉBEC INC.
1849-7602 BUREAU BEC INC.	1981 08 25	1992 06 29	du capital-actions
2848-0432 LA CAPITALE, MAÎTRE COURTIER INC.	1990 12 17	1992 07 09	du district: Laval
2551-6055 CENTRE DE MASSOTHÉRAPIE JOVETTE SIMONEAU INC.	1988 04 29	1992 07 03	de la dénomination sociale: DISTRIBUTIONS J. SIMONEAU INC.
2149-7375 LE CENTRE DU CAMION BERNIÈRES INC.	1982 12 29	1992 07 06	1) du capital-actions 2) des dispositions
1508-3272 LE CENTRE INFORMATIQUE PROVINCIAL INC.	1977 11 04	1992 06 30	des dispositions
1334-0062 LES CÉRAMIQUES CHAMPLAIN LTÉE	1973 02 05	1992 07 02	de la dénomination sociale: 1334-0062 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2315-9874 CHARCUTERIE LA TOUR EIFFEL INC.	1985 01 30	1992 06 30	de la dénomination sociale: 2315-9874 QUÉBEC INC.
2732-4433 LA CIE DE PRÊTS HYPOTHÉCAIRES IMMOBEC INC.	1989 06 07	1992 07 06	1) de la dénomination sociale: GESTION FADERCO INC. 2) du capital-actions
2859-9439 LE CLUB CMP COLLECTIONS SPORTIVES INC.	1991 07 12	1992 06 23	de la dénomination sociale: LES PRODUCTIONS CMP INC.
2324-1821 CLUB HAPPENING INC.	1985 07 29	1992 06 30	1) du district: Longueuil 2) du capital-actions 3) des dispositions
2168-5664 COIFFURE CLAIRE ST-LAURENT INC.	1984 04 04	1992 06 29	de la dénomination sociale: 2168-5664 QUÉBEC INC.
2550-8706 LES CONSEILLERS FINANCIERS LAROSE INC.	1988 03 23	1992 06 08	de la dénomination sociale: LES ASSURANCES SYLVAIN LAROSE INC.
1509-3305 CONSTRUCTION BEAUDOIN (1977) INC.	1977 12 07	1992 06 30	du capital-actions
2952-3289 CONSTRUCTION BRUGES INC.	1992 04 27	1992 06 29	du district: Montréal
2948-6792 CONSTRUCTIONS REFLEX INC.	1992 02 18	1992 07 06	du capital-actions
1114-8053 LA CORPORATION DE CRAVATE MÉTROPOLITAINE	1959 06 17	1992 07 07	1) du capital-actions 2) des dispositions
2852-4692 LES CUISINES ÉQUINOXE INC.	1991 03 25	1992 07 08	du district: Laval
1858-4144 DACTYLO LONGUEUIL INC.	1982 05 26	1992 06 25	de la dénomination sociale: GESTION P.F. DARNAUD INC.
1850-9562 DESROSIERS CHEVROLET OLDSMOBILE INC.	1981 09 30	1992 07 02	du capital-actions
2411-3193 DESSIN TECHNIQUE COLL ET CÔTÉ INC.	1986 02 01	1992 07 07	de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES BELCO INC.
1855-7421 LE DOMAINE SHANNON INC.	1982 03 09	1992 06 01	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2629-7226 LES ÉCURIES DERIMAR INC.	1988 10 24	1992 06 30	de la dénomination sociale: ENTRETIEN DE ROUTES TRANSCO INC.
2956-4168 LES EMBALLAGES EMTEK INC.	1992 06 01	1992 06 26	du nombre des administrateurs: 1
2316-7471 ENCADREMENT J.S.L. INC.	1985 02 14	1992 06 18	de la dénomination sociale: LANDRY & TARDIF MAÎTRES PHOTOGRAPHES INC.
2956-9332 ENTREPRENEUR CHRISTOPHER F. GOAD (1992) LTÉE	1992 06 11	1992 07 03	de la dénomination sociale: ENTREPRISES CHRISTOPHER F. GOAD LTÉE CHRISTOPHER F. GOAD ENTERPRISES LTD.
2855-0978 LES ENTREPRISES D'ÉLECTRICITÉ REYNALD ROUX INC.	1991 04 08	1992 07 08	du district: Laval
2539-7050 ENTREPRISES FRANCIER INC.	1987 10 01	1992 07 06	du district: Longueuil
1843-1650 ESTRIBOURG INC.	1981 02 10	1992 06 04	du district: Saint-François
2412-7938 FABRICANTS DE BOÎTES DE CAMIONS BEL (1986) INC.	1986 02 26	1992 06 30	de la dénomination sociale: BEL, BOÎTES DE CAMIONS INC. BEL TRUCK BODIES INC.
1635-8327 LES FORAGES L.B.M. INC.	1979 04 26	1992 07 03	du capital-actions
2951-7869 GESTION 2132 INC.	1992 04 10	1992 06 23	1) de la dénomination sociale: 2951-7869 QUÉBEC INC. 2) du district: Laval
2951-6523 GESTION BERNIER-DUVAL (MATANE) INC.	1992 04 09	1992 07 03	de la dénomination sociale: 2951-6523 QUÉBEC INC.
2159-2332 GESTION BRIGER INC.	1983 08 22	1992 06 29	1) du capital-actions 2) des dispositions
2161-9788 GESTION GAMO INC.	1983 11 01	1992 07 03	de la dénomination sociale: LES IMMEUBLES NORD-VERT INC.
2846-9047 GESTION IMMOBILIÈRE FRANÇOIS GAGNON INC.	1990 11 20	1992 06 25	de la dénomination sociale: GAGNON, GILL & ASSOCIÉS LTÉE

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2314-2995 GESTION NICOPLASTIE INC.	1984 12 19	1992 07 02	du capital-actions
1862-6820 LES GESTIONS NITRO LTÉE	1982 10 28	1992 06 30	de la dénomination sociale: SUPRA MARKETING R.B. INC.
2742-4886 LES GESTIONS PELLDRY INC.	1989 11 09	1992 06 29	1) de la dénomination sociale: INSPECTION ALIMENTAIRE NATIONALE INC. 2) du district: Montréal
2166-6045 HABITATION STE-CROIX INC.	1984 02 22	1992 06 29	de la dénomination sociale: CONSTRUCTION STE-CROIX INC.
2165-8471 LES HUILES GÉRARD BLANCHETTE INC.	1984 01 17	1992 07 07	de la dénomination sociale: 2165-8471 QUÉBEC INC.
2312-8879 LES IMMEUBLES MGS LTÉE	1984 11 20	1992 06 30	1) du capital-actions 2) des dispositions
1369-8220 LES INDUSTRIES DALUMO LTÉE	1974 09 27	1992 07 02	FERME DALUMO INC.
1118-8885 LES INDUSTRIES POLY INC.	1957 08 14	1992 06 29	du capital-actions
2638-5567 LES INVESTISSEMENTS FERNAND BÉRIOU INC.	1989 02 06	1992 06 19	1) du district: Beauce 2) du capital-actions 3) des dispositions
2842-4810 ISOLATION N. ALARIE INC.	1990 09 05	1992 07 02	de la dénomination sociale: ISOLATION ISOPRO INC.
1268-1987 JEAN-LOUIS PERREAULT INC.	1970 11 16	1992 06 25	du capital-actions
1187-4559 JULES CHABOT INC.	1966 12 09	1992 06 29	du capital-actions
1164-1800 LAITERIE DE LA BAIE LTÉE	1966 08 16	1992 07 08	1) du capital-actions 2) des dispositions
2415-9923 LIARD ÉLECTRIQUE INC.	1986 05 02	1992 07 03	1) de la dénomination sociale: INVESTISSEMENT DESNASBEL INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
1637-2260 LOCATION DE LINGE MÉTRO LTÉE	1979 06 21	1992 06 30	du capital-actions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2944-6556 MAÇONNERIE NOËL ET MARTEL INC.	1992 07 01	1992 07 02	de la dénomination sociale: MAÇONNERIE GASTON NOËL INC.
2536-1429 MAÇONNERIE RÉGIONALE INC.	1987 06 08	1992 07 02	1) du capital-actions 2) des dispositions
2951-8842 MANOIR ST-FRANCIS INC.	1992 04 15	1992 07 02	de la dénomination sociale: 2951-8842 QUÉBEC INC.
2321-5635 MARGUERITE VADEBONCOEUR, COURTIER D'ASSURANCES INC.	1985 05 24	1992 07 03	de la dénomination sociale: VADEBONCOEUR, MINEAU & ASS. INC.
2949-8672 MARTIN MULTIMA CONSULTANTS INC.	1992 02 21	1992 06 30	de la dénomination sociale: MULTIMA MANAGEMENT INC.
2859-0610 MATA-HARI RESTO-BAR INC.	1991 06 11	1992 06 29	de la dénomination sociale: LES ENSEIGNES ANIMÉES MATA HARI INC. MATA HARI ANIMATED SIGNS INC.
2947-2792 MATÉRIAUX HERMAN BOUCHARD INC.	1992 01 16	1992 06 29	du capital-actions
2736-8463 MATÉRIAUX JULIE PELCHAT INC.	1989 10 12	1992 07 07	de la dénomination sociale: GESTION MARRODRÉ INC.
2953-0763 MÉTALLURGIE BRASCO - ENTRETIEN INC.	1992 04 13	1992 06 25	des dispositions
1138-0243 MÉTROPOLE LITHO INC.	1960 02 25	1992 06 26	du capital-actions
2547-3687 MOTEURS ÉLECTRIQUES M.L. INC.	1988 01 25	1992 07 07	de la dénomination sociale: INÉDIT PHOTO INC.
2744-7747 MULTI-GESTION CANTIN HÉBERT INC.	1989 12 11	1992 06 26	1) de la dénomination sociale: RÉSIDENTE FRONTENAC INC. 2) du district: Hull
1277-6852 NIRBOC INC.	1969 10 17	1992 07 09	du capital-actions
2426-7247 LES OPTIONS GYPSE LTÉE	1987 01 30	1992 07 06	de la dénomination sociale: 2426-7247 QUÉBEC INC.

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2423-4247 PARSICO G. C. BEAUCHAMP INC.	1986 10 27	1992 07 08	1) du capital-actions 2) des dispositions
2620-5070 PAUSE CAFÉ ROYAL INC.	1988 07 07	1992 07 02	1) du capital-actions 2) des dispositions
2639-7778 PEP CONSULTANTS INC.	1989 02 27	1992 07 02	du district: Longueuil
2153-6446 PERRON & FRÈRES DE CHIBOUGAMAU INC.	1983 03 31	1992 06 23	1) du capital-actions 2) des dispositions
2756-6223 LES PÉTROLES TAÏGA INC.	1990 05 16	1992 06 26	de la dénomination sociale: LES PÉTROLES NISK INC. NISK PETROLEUM INC.
2426-5100 LES PIÈCES D'AUTOS GALLIX INC.	1987 01 27	1992 07 02	de la dénomination sociale: ENTREPRISES B. RICHARD (1992) INC.
2952-7397 LES PLACEMENTS DOYON & FILS INC.	1992 04 01	1992 07 07	du district: Beauce
1240-4604 LES PLACEMENTS ERNEST BOUTHILLIER INC.	1967 12 27	1992 06 26	du capital-actions
2168-8502 LES PLACEMENTS F. VALLÉE INC.	1984 04 12	1992 06 29	du capital-actions
2172-0396 PLACEMENTS ROBERT BOYER INC.	1984 06 26	1992 07 06	du capital-actions
1847-4478 PLACEMENTS SAINT-SÉBASTIEN LTÉE	1981 06 12	1992 07 17	1) du capital-actions 2) des dispositions
1230-6437 PLANET-AIR INC.	1971 05 27	1992 07 07	du capital-actions
2864-7329 POLYMÈRES & TECHNIQUES P.L. INC.	1991 09 12	1992 07 02	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 11
2543-2121 LES PRODUCTIONS MARIO FRASER INC.	1987 12 04	1992 06 30	du district: Longueuil
2159-1003 PRO-SERVEX (1989) INC.	1983 08 24	1992 07 02	du district: Longueuil

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2749-9169 LES RESTAURANTS VASKA INC.	1990 03 09	1992 06 29	de la dénomination sociale: GESTION VASKA INC.
2323-7019 SERVICE DE PNEU KENNEDY INC.	1985 07 08	1992 06 29	de la dénomination sociale: RECHAPAGE MODERNE INC.
2636-9249 SERVICE PAUSE CAFÉ CHAMPION INC.	1989 02 01	1992 06 29	de la dénomination sociale: 2636-9249 QUÉBEC INC.
2752-4974 SERVI-SERRES INC.	1990 03 22	1992 07 03	de la dénomination sociale: 2752-4974 QUÉBEC INC.
2536-0975 SIGNIS (1987) INC.	1987 06 04	1992 06 30	du capital-actions
2950-1376 SOCIÉTÉ À CAPITAL DE RISQUE R & D PIXEL INC.	1992 02 28	1992 07 03	1) de la dénomination sociale: TECHNOLOGIES T.M.I. INC. T.M.I. TECHNOLOGIES INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2867-2269 SOCIÉTÉ D'INVESTISSEMENT EN RECHERCHE ENVIRONNEMENTALE TOXPERT QUÉBEC INC.	1991 10 22	1992 07 03	1) de la dénomination sociale: PRODUCTIONS VACANCES ACTION INC. 2) du capital-actions 3) des dispositions
2949-7278 SUMMUM PLUS INC.	1992 02 18	1992 06 26	du capital-actions
1264-5040 S.V.G. INC.	1971 11 09	1992 07 07	1) du capital-actions 2) des dispositions
1639-9313 TÉLÉRAMA INC.	1979 11 19	1992 06 26	du capital-actions
1332-7234 LES TOURS MIRABELLE INC.	1972 12 04	1992 06 30	des dispositions
2552-8894 TRANSPORT CARL-NICK INC.	1988 04 13	1992 07 08	du district: Joliette
2428-6015 TRANSPORT J.P. SABOURIN INC.	1987 01 28	1992 06 22	de la dénomination sociale: 2428-6015 QUÉBEC INC.
2536-6857 TRANSPORT YVAN LAPORTE INC.	1987 06 25	1992 06 22	du district: Richelieu

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de modification	Modifications
2642-5595 TROC CANADA, SYSTÈME D'ÉCHANGE COMMERCIAL, INC.	1989 03 23	1992 07 06	de la dénomination sociale: TROC CANADA, SOCIÉTÉ D'ÉCHANGE COMMERCIAL INC.
2951-1110 T.E.A. TECHNOLOGIES ENVIRONNEMENTALES APPLIQUÉES INC.	1992 03 25	1992 06 23	de la dénomination sociale: ENV-X INC.
2747-1945 UNIGESCO INC.	1990 03 08	1992 06 29	du capital-actions
2954-2362 VERBOIS ENTREPRENEUR GÉNÉRAL INC.	1992 05 20	1992 07 10	du capital-actions
1502-4060 VITRERIE D'AUTO A. SIMARD LTÉE	1976 03 03	1992 06 29	de la dénomination sociale: VITRERIE D'AUTO MAURICE RICHARD INC.
2854-5770 VITRERIE FORTIN & BLAIS INC.	1991 03 25	1992 06 30	1) du capital-actions 2) des dispositions 3) du nombre des administrateurs: minimum 1 maximum 10
1507-2192 LES VOYAGES RIVE SUD INC.	1977 09 21	1992 06 30	des dispositions
2759-4639 VUE-NETTE INC.	1990 06 27	1992 07 02	de la dénomination sociale: MOI J'Y VOIS INC.
3995			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Délivrance d'un certificat rectifié-complété

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a délivré un certificat rectifié/complété à chacune des compagnies suivantes:

Dénomination sociale	Nature du certificat remplacé	Date du certificat remplacé	Date du certificat rectifié/complété
2957-0702 GESTIONS J.G.N.C. INC.	Constitution	1992 06 15	1992 06 30
3996			<i>L'inspecteur général des institutions financières, JEAN-MARIE BOUCHARD</i>

Compagnies (Partie III) — Loi sur les

Lettres patentes

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes constituant en corporation chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2958-0909 AGENCE DE GARDE MON AUTRE MAISON	1992 07 10	Baie-du-Febvre
2958-0891 L'AMÉNAGEMENT DE LA COUR D'ÉCOLE FÉLIX-LECERC	1992 07 10	60, 35 ^e Avenue, Bois-des-Filion
2958-0669 AMICO ST-LUDGER	1992 07 08	43, rue Alexandre, Rivière-du-Loup
2957-3227 ASSOCIATION DE LA VIE ET DE L'ESPOIR DE POINTE-SAINT-CHARLES	1992 07 09	240, Charon, app. 104, Montréal
2954-5571 ASSOCIATION DES BÉNÉVOLES DE C.H. LE CHÂTEAU DE BERTHIER	1992 07 06	730, Frontenac, Berthierville
2958-0693 ASSOCIATION DES GENS D'AFFAIRES D'HAVRE-SAINT-PIERRE INC.	1992 07 10	1605, 1 ^{er} Rue, Havre-Saint-Pierre
2958-4117 ASSOCIATION DES LOCATAIRES HLM PHASE 2	1992 07 09	5630, boulevard Lasalle, Verdun
2958-0123 ASSOCIATION DES LOCATAIRES VILLA DE JONQUIÈRE	1992 07 02	3978, boul. Harvey, Jonquière
2958-1667 ASSOCIATION DES PRODUCTEURS DE SIROP D'ÉRABLE DU QUÉBEC	1992 07 06	4675, rue Roberge, Lac-Mégantic
2956-9027 ASSOCIATION DES PROPRIÉTAIRES DE CHIENS DU PARC LAFONTAINE INC.	1992 07 08	3417, avenue de Lorimier, Montréal
2958-0107 ASSOCIATION DES TRANSFORMATEURS DE LÉGUMES FRAIS (A.T.L.F.)	1992 07 02	11390, Armand-Chaput, Montréal
2958-0917 ASSOCIATION DES TRAUMATISÉS CRÂNIO- CÉRÉBRAUX, MAURICIE BOIS-FRANCS INC.	1992 07 10	1775, Nicolas Perrot, Trois-Rivières
2958-0073 ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS FORESTIERS DE ST-AURICE INC.	1992 07 02	798, Pointe-Jaune, Gaspé

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2958-4133 ASSOCIATION ÉCONOMICO-FÉMININE MULTI ETHNIQUE (AECOMETH)	1992 07 09	7272, boulevard Maurice-Duplessis, Montréal-Nord
2955-1181 ASSOCIATION PARENTS-UNIS DE MONTRÉAL CENTRE-NORD INC.	1992 07 08	1161, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal
2955-1660 ASSOCIATION QUÉBÉCOISE DES ERGOTHÉRAPEUTES EN PRATIQUE PRIVÉE	1992 07 06	6440, Gouin ouest, Montréal
2958-0149 ASSOCIATION TRANSFORME-VIE	1992 07 02	107, Milan, Beloeil
2958-4174 CARREFOUR D'INFORMATION EN ACCUEIL ET RÉFÉRENCE POUR ADULTES, BEAUCE- APPALACHES INC.	1992 07 09	11505, 1 ^{re} Avenue est, Saint-Georges
2958-0511 CENTRE ALPHA SAINTE-ANNE (CASA)	1992 07 02	6450, Christophe-Colomb, Montréal
2958-2608 CENTRE A. MÉNARD, ACTION DE DÉFENSE & ASSISTANCE AUX IMMIGRANTS CENTRE A. MENARD, IMMIGRANT ACTION DEFENSE & ASSISTANCE	1992 07 07	360, rue Logan, Saint-Lambert
2954-1877 CENTRE COMMUNAUTAIRE EBEN-EZER	1992 07 06	8500, Iseut, Laval
2958-0222 CENTRE DE VALORISATION DES RÉSIDUS INDUSTRIELS ET DOMESTIQUES DE BAIE-COMEAU	1992 07 03	537, boulevard Blanche, Baie-Comeau
2958-5064 CENTRE DES TECHNOLOGIES DU GAZ NATUREL (QUÉBEC) INC. NATURAL GAS TECHNOLOGIES CENTRE (QUÉBEC) INC.	1992 07 10	1717, rue du Havre, Montréal
2958-2368 CENTRE ÉDUCATIF TUNISIEN AU CANADA	1992 07 02	436, Conrad Pelletier, La Prairie
2958-4000 CENTRE RÉCRÉO-TOURISTIQUE DE SAINTE- PAULE	1992 07 07	279, chemin de la Coulée Carrier, Sainte-Paule
2958-0727 CLUB DE BRIDGE DES RICHELAINS	1992 07 08	136-A, rue Jacques-Cartier nord, Saint-Jean-sur-Richelieu

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2958-2558 CLUB DE MOTOS DES 15 INC.	1992 07 03	631, rang Caron, Lac à la Croix
2958-0834 CLUB DE PLONGÉE ABYSSE	1992 07 09	7903, rue St-Denis, Montréal
2958-0545 CLUB DES INITIÉS DE LA RIVE-NORD	1992 07 02	3131, boulevard de la Concorde est, bureau 208, Laval
2958-3093 LE CLUB D'ESCRIME LE CONTRETEMPS DE LAVAL	1992 07 08	389, rue Élie, Laval
2958-0099 CLUB ROTARY NEW RICHMOND INC. ROTARY CLUB NEW RICHMOND INC.	1992 07 02	Bonaventure
2958-0743 CLUB SOCIAL DU PERSONNEL DU CÉGEP DE RIVIÈRE-DU-LOUP	1992 07 08	80, rue Frontenac, Rivière-du-Loup
2958-0529 COALITION SIDA DES SOURDS DU QUÉBEC	1992 07 02	591, rue Dufresne, Montréal
2958-0214 COMITÉ DES LOISIRS SCOTSTOWN	1992 07 03	Rue Victoria, Scotstown
2958-0685 COMITÉ DES LOISIRS SEIGNEURIE DES LILAS DE CHICOUTIMI	1992 07 10	Chicoutimi
2958-0206 COMITÉ D'ANIMATION DU PARC CHANTE-BOIS	1992 07 03	19, chemin du Musée, Blainville
2958-0826 COMITÉ INTER-CLUBS DE SOCCER JUVÉNILE DE SAINT-HUBERT	1992 07 09	Service du Loisir, 5900, boulevard Cousineau, Saint-Hubert
2958-5072 COMITÉ PROMOTEUR COUP DE MAIN	1992 07 10	4100, Labadie, Trois-Rivières
2958-0537 CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT DE ST-PRIME	1992 07 02	Saint-Prime
2955-1702 L'ENGAGEMENT POUR LES BANGLADESHIS DU CANADA THE COMMITMENT FOR BANGLADESHIS OF CANADA	1992 07 07	595, boulevard Laurentien, app. 2, Saint-Laurent

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2958-0818 ENTRAIDE ROSEMÈRE	1992 07 09	100, rue Charbonneau, Rosemère
2958-0925 ENVIRONNEMENT HAUTE-GATINEAU	1992 07 10	916, route 105, Grand-Remous
2955-1710 FONDATION CANADIENNE D'IRIDOLOGIE DE L'OUTAOUAIS	1992 07 07	7, Micheline, Gatineau
2958-4018 FONDATION DE L'ÉCOLE NOTRE-DAME DU ROSAIRE DE TROIS-RIVIÈRES-OUEST	1992 07 07	7660, Notre-Dame, Trois-Rivières-Ouest
2958-0115 FONDATION D'ART ET CULTURE D'IRAN (QUÉBEC)	1992 07 02	3485, Papineau, app. 505, Montréal
2958-0792 FONDATION OLO DU SUD-OUEST INC.	1992 07 09	71, rue Maden, Salaberry-de-Valleyfield
2958-4141 FORUM ÉCONOMIQUE DE VERDUN	1992 07 09	4000, boulevard Lasalle, Verdun
2958-0735 GENS D'AFFAIRES PLUS ST-NICÉPHORE INC.	1992 07 08	170, rue Clair, Saint-Nicéphore
2954-6801 GROUPE D'ENTRAIDE "L'ENTRAIN"	1992 07 06	59, rue Monfette, Victoriaville
2958-0081 LES JARDINS D'HONORINE	1992 07 02	Saint-Hyacinthe
2958-4208 JEUX DU COMMERCE 1993	1992 07 10	555, boulevard de l'Université, Chicoutimi
2958-0800 LOISIRS DE MAISONNEUVE	1992 07 09	4276, rue La Fontaine, Montréal
2958-2632 MODULATION ENSEMBLE VOCAL FÉMININ	1992 07 07	781, Carré de Sève, Sainte-Thérèse
2958-4158 MOUVEMENT ANTI-TAXE DES CITOYENS DE MONTRÉAL INC.	1992 07 09	7058, St-Laurent, Montréal
2958-0131 MOUVEMENT POPULAIRE ET COMMUNAUTAIRE	1992 07 02	1420, rang 6, - 04 Saint-Wenceslas

Dénomination sociale et sa version	Date de constitution	Siège social
2954-7734 LES OEUVRES DE LA MAISON DAUPHINE INC.	1992 07 09	14, rue Dauphine, Québec
2955-1728 REGROUPEMENT DES INFIRMIÈRES-CHEFS DE SOINS INTENSIFS DU QUÉBEC	1992 07 07	135, boulevard Claude David, Repentigny
2954-1794 REGROUPEMENT DES PERSONNES ATTEINTES DU VIH DES LAURENTIDES	1992 07 06	243 A, St-Georges, bureau 2, Saint-Jérôme
2958-0560 SOCIÉTÉ DE VERDISSEMENT DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN	1992 07 06	Manoir MacDougall, 9095, boulevard Gouin ouest, Montréal
2958-3069 LA TROUPE DE THÉÂTRE LES TOURBILLONS MAGIQUES	1992 07 08	1105, avenue de l'Église nord, Val-Bélair
2958-4026 LA TROUPE LUMI-DANSE	1992 07 08	71, Duhamel, Pincourt
2957-0405 UNION ISLAMIQUE DES SERVICES SOCIO-CULTURELS DE QUÉBEC	1992 07 08	4280, Métropolitain est, bureau 205, Saint-Léonard
3997		<i>L'inspecteur général des institutions financières,</i> JEAN-MARIE BOUCHARD

Lettres patentes supplémentaires

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accordé des lettres patentes supplémentaires à chacune des corporations suivantes :

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2638-0865 L'ASSOCIATION DES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES PÉDAGOGIQUES DES SERVICES D'ÉDUCATION DES ADULTES DES COLLÈGES DU QUÉBEC (A.C.C.P.E.A.C.Q.)	1989 03 09	1992 07 10	de la dénomination sociale: L'ASSOCIATION DES CONSEILLERS ET CONSEILLÈRES PÉDAGOGIQUES DE L'ÉDUCATION DES ADULTES DES COLLÈGES DU QUÉBEC (A.C.C.P.E.A.C.Q.)
2861-6985 ASSOCIATION DOMOTIQUE DU QUÉBEC CONSEIL QUÉBÉCOIS DE LA DOMOTIQUE	1991 08 15	1992 07 08	de la dénomination sociale:
1633-7529 ASSOCIATION POUR DÉFICIENTS MENTAUX DU SOREL MÉTROPOLITAIN	1979 02 14	1992 07 09	des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
1238-7239 BIBLIOTHÈQUE CENTRALE DE PRÊT DE LA MAURICIE	1961 09 27	1992 07 09	1) du siège social: 3125, rue Girard, Trois-Rivières 2) des objets 3) de la valeur des biens immobiliers
1259-9262 CENTRE HOSPITALIER DES LAURENTIDES ET CENTRE D'ACCUEIL ET DE RÉADAPTATION DES HAUTES-VALLÉES	1956 05 08	1992 07 03	de la dénomination sociale: CENTRE HOSPITALIER DES LAURENTIDES ET HAUTES-VALLÉES
2428-3004 LE CENTRE PATINAIR INC.	1987 01 27	1992 07 10	1) de la dénomination sociale: LE CENTRE DES SPORTS PLEIN AIR (MATANE) INC. 2) des objets 3) du nombre des administrateurs: 11
1632-4147 LA CHAMBRE D'IMMEUBLES DU BAS ST-LAURENT INC.	1978 12 27	1992 07 08	de la dénomination sociale: CHAMBRE IMMOBILIÈRE EST DU QUÉBEC INC.
1277-4501 CLUB AUTO-NEIGE ST-SYLVÈRE INC.	1970 09 14	1992 07 03	de la dénomination sociale: CLUB MOTONEIGE RIV-BEC INC.
2157-9271 CLUB HOCKEY COLLÉGIAL "AA" CÉGEP DE HAUTERIVE INC.	1983 09 27	1992 07 02	1) de la dénomination sociale: SPORT AMATEUR AU CÉGEP DE BAIE-COMEAU INC. 2) du siège social: 537, boulevard Blanche, Baie-Comeau 3) des objets 4) des dispositions
1230-0224 LE CONSEIL DE L'ÂGE D'OR, RÉGION DE LAVAL THE LAVAL REGIONAL COUNCIL OF SENIOR CITIZENS	1972 04 27	1992 07 08	de la dénomination sociale: L'ASSOCIATION RÉGIONALE DES AÎNÉS DE LAVAL THE LAVAL REGIONAL ASSOCIATION OF SENIOR CITIZENS
2321-9736 CONSEIL DES CLUBS DE SERVICE DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN INC.	1985 07 15	1992 07 08	de la dénomination sociale: CONSEIL DES CLUBS DE SERVICE PROVINCIAL INC. PROVINCIAL INTER-SERVICE CLUBS COUNCIL INC
2546-5386 DANSE IMÉDIA O.S.B.L.	1988 03 18	1992 07 03	1) du siège social: 1204, avenue du Mont-Royal est, Montréal 2) des dispositions

Dénomination sociale	Date de constitution	Date des lettres patentes supplémentaires	Modification
2167-9519 ENTRAIDE MATERNELLE M'AMIE INC.	1984 04 11	1992 07 08	1) de la dénomination sociale: CARREFOUR NAISSANCE-FAMILLE DU BAS-RICHELIEU 2) des objets 3) des dispositions
2852-2563 FONDATION DES INGÉNIEURS DU QUÉBEC	1991 03 19	1992 07 09	1) du siège social: Montréal 2) des objets 3) du nombre des administrateurs: 15
2316-4239 FONDATION LOISIR ET SPORT QUÉBEC	1985 02 27	1992 07 09	1) de la dénomination sociale: FONDATION LOISIR QUÉBEC 2) des objets
2849-0001 LA GARDERIE DES EMPLOYÉS ET DES EMPLOYÉES DE LA VILLE DE MONTRÉAL	1991 01 25	1992 07 10	1) de la dénomination sociale: GARDERIE COEURS DE L'ÎLE INC. 2) du siège social: 830, rue St-Antoine est, Montréal
1462-2245 INSTITUT DE FORMATION ET DE RÉÉDUCATION DE MONTRÉAL	1975 10 16	1992 07 10	1) de la dénomination sociale: INSTITUT DE FORMATION HUMAINE INTÉGRALE DE MONTRÉAL 2) du siège social: Montréal 3) des objets 4) de la valeur des biens immobiliers 5) des dispositions
2861-6472 OUTREMONT DANSE	1991 08 05	1992 07 09	1) des objets 2) des dispositions
1268-0161 SOCIÉTÉ JAPON DU CANADA APAN SOCIETY OF CANADA	1971 04 07	1992 07 09	de la dénomination sociale: LA SOCIÉTÉ CANADA-JAPON DE MONTRÉAL THE CANADA-JAPAN SOCIETY OF MONTRÉAL

Compagnies (Divers) — Loi sur les

Changement de dénomination sociale (Article 21)

L'Inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a approuvé les règlements de changement de dénomination sociale de chacune des corporations suivantes:

Ancienne dénomination sociale et sa version	Nouvelle dénomination sociale et sa version	Date de constitution
2840-6684 CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE DE RIMOUSKI	CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE DU BAS- ST-LAURENT	1990 10 30
1646-2319 ASSOCIATION DES TRAVAILLEURS IMMIGRANTS ET QUÉBÉCOIS DE QUÉBEC INC.	CORPORATION ETHNOCULTURELLE POUR L'INTÉGRATION DES IMMIGRÉS DE QUÉBEC INC.	1980 07 29

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

3999

Changement de siège social (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a changé son siège social de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
1642-5472 ASSOCIATION DES CLUBS DE VAN DU QUÉBEC INC.	1980 03 07	14, boulevard du Séminaire, bureau 2, Sainte-Thérèse
2754-0087 ASSOCIATION DES HAUTES RIVIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL	1990 05 03	506, Carillon, Mont-Laurier
1232-7433 ASSOCIATION DES PÊCHEURS D'ANGUILLES DU QUÉBEC	1970 10 70	108, rue Éventail, Rivière-Ouelle, Québec
2171-8176 ASSOCIATION ÉQUESTRE RÉGIONALE CENTRE DU QUÉBEC, SECTEUR CLASSIQUE, INC.	1984 07 19	781, chemin de la Grande Rivière, route rurale numéro 2, Yamachiche
2751-9230 CENTRE DE PLEIN AIR ALTERNATIF DE CHARLEVOIX INC.	1990 05 03	71, Montée Tourlognon, Rivière au Gouffre
1278-3445 CLUB BELLES OREILLES	1964 09 03	2100, boulevard Lévesque, bureau 12 F, Duvernay, Laval
2310-4490 CLUB RICHELIEU L'AMITIÉ DE LAVAL INC.	1984 10 05	215, rue de la Clairière, Rosemère
1369-3213 CONSTRUCTION DOMA INC.	1974 08 13	11965, rue Salk, Montréal-Nord

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouvelle adresse du siège social
2431-4387 CORPORATION DES HABITATIONS ADAPTÉES DE CHARLEVOIX	1987 03 30	85, rue Tremblay Baie Saint-Paul
1470-8937 DUPERDEAU LTÉE	1976 10 18	72, Parc Gagné, Cap-Santé, Québec
2173-6681 LE GROUPE DE DISCUSSION DU MERCREDI INC.	1984 08 27	130, rue de la Barre, app. 1111, Longueuil
2949-3947 JASERIE DES ETHNIES	1992 02 11	5934, de Chateaubriand, Montréal
1369-6281 JOURNAL LES ENSEIGNANTS LTÉE	1974 09 11	1316, rue Domaine du Moulin, Ancienne-Lorette, Québec
2948-1918 LA MAISON DES TRÈVES INC.	1992 03 09	375, rue Vigneault, Aston Jonction
1264-6576 STATION C.F.M. INC.	1948 06 10	2635, boulevard Hochelaga, bureau 900, Sainte-Foy
2637-7044 LE THÉÂTRE SORTIE DE SECOURS	1989 03 02	1023, rue des Laurentides, Québec
4001		

*L'Inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changement du domicile légal — Établissement ou (Article 32)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a établi son domicile légal ou l'a changé de la façon suivante:

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
1503-1776 AMÉNAGEMENT V.P.S. INC.	1976 04 23	6182, rue Rina Lasnier, Saint-Léonard
1251-6589 ASSOCIATION DE MONTRÉAL POUR LA DÉFICIENCE INTELLECTUELLE	1935 07 26	633, boulevard Crémazie est, Montréal, Québec
1370-7591 ASSOCIATION DE PRESSE DE PLEIN AIR ET DE TOURISME DU QUÉBEC INC.	1974 12 18	1160, rue St-Mathieu, bureau 510, Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
2953-9301 ASSOCIATION DES DIPLÔMÉES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE DE RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (A.D.D.E.R.I.U.M.)	1992 05 07	3200, rue Jean-Brillant, 7 ^e Étage, Montréal
1253-5894 ASSOCIATION PROVINCIALE DES CONSTRUCTEURS D'HABITATIONS DU QUÉBEC (A.P.C.H.Q.) RÉGION DE L'ESTRIE INC.	1960 02 23	100, rue Belvédère sud, bureau 300, Sherbrooke
1465-8389 ASSOCIATION RÉGIONALE LES AMIS DE L'ARC DE LAVAL	1976 03 25	745, 3 ^e Avenue, Fabreville, Laval
2953-8097 CAMPING BAIE DU DIABLE DE FERME-NEUVE	1992 05 06	53, rang 2 Pope, Ferme-Neuve
2857-6718 CENTRE DE PRODUCTION ET DE DIFFUSION DE L'ART ACTUEL L'OREILLE RECOUSUE	1991 05 22	2519, Chapleau, Montréal
2851-6649 CLAVIVENT	1991 02 25	1710, rue Prieur est, Montréal
1359-5426 CLUB LES ROULEURS DE MATANE	1974 07 22	821, avenue Phare est, Matane
2952-5508 LE COEUR DE L'ANNONCIATION DE L'ANCIENNE- LORETTE INC.	1992 03 19	991, Déca, L'Ancienne-Lorette
1330-6725 LES COMMERÇANTS ASSOCIÉS DU CANADA INC.	1973 06 08	2445, de Salaberry ouest, Montréal
2861-2166 CRÉATIONS MÉCHANTS BORIS	1991 07 19	5050, rue Boyer, app. 8, Montréal
2954-3113 CUISINE COLLECTIVE À TOUTE VAPEUR	1992 05 21	5373, rue Brébeuf, Montréal
2954-0077 ENFANTS TIERS-MONDE (5 5 5)	1992 06 10	7385, boulevard Parent, Trois-Rivières
2553-2565 ÉVÉNEMENT SPORTIF ET CULTUREL LE TOUR DU QUÉBEC INC.	1988 06 01	822, rue Sherbrooke est, Montréal, Québec
1843-9158 LE FESTIVAL INTERNATIONAL DE JAZZ DE MONTRÉAL INC.	1981 03 09	822, rue Sherbrooke est, Montréal, Québec

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
2323-5492 FONDATION DU CLSC DES MILLE-ÎLES	1985 11 15	4731, boulevard Lévesque, Laval
2634-9357 LES FRANCOFOLIES DE MONTRÉAL INC.	1989 02 07	822, rue Sherbrooke est, Montréal
1639-9412 LA GARDERIE AUX MILLE PATTES	1980 01 29	762, rue Jacques-Berthiaume, Sainte-Foy
2154-5892 LA GARDERIE DESSINÉE INC.	1983 05 02	393, rue Principale, Stoke
2310-1983 GARDERIE ÉDUCATIVE "LA MAISON MAGIQUE"	1984 10 24	400, route 329, B.G. 416, Sainte-Agathe-des-Monts
1645-5024 GARDERIE ENTRE DEUX NUAGES	1980 07 29	928, avenue Guillbert, Cap-de-la-Madeleine
1637-2724 GARDERIE LA MAISON DES ENFANTS	1980 04 28	1207, Ypres, Sherbrooke
1638-9702 GARDERIE LA RIBOULdingUE	1979 12 17	525, boulevard Hamel, Québec
1641-5127 GARDERIE LE FARFADET	1980 02 11	5, avenue de la Fabrique, Montmagny
1862-3405 GARDERIE NARNIA	1982 10 21	20, Académie, Westmount, Québec
1627-8095 LA GARDERIE PAILLASSON INC.	1978 10 04	95, carré Sir Georges-Étienne Cartier, Montréal
1636-5553 GARDERIE PASSEPOIL	1979 07 30	265, boulevard St-Cyrille ouest, Québec
1633-7735 LES IMMEUBLES ROSAIRE ROY INC.	1979 02 20	2049, 10 ^e Avenue, Saint-Augustin de Desmaures
2861-2505 JARDIN COMMUNAUTAIRE PARC BALDWIN INC.	1991 07 22	3572, rue Cartier, Montréal

Dénomination sociale	Date de constitution	Domicile légal
2318-3692 JOUJOUTHÈQUE DE SAINTE-FOY	1985 04 15	3200, d'Amours, Sainte-Foy
1363-5628 LABORATOIRE D'ANALYSE ET D'EXPERTISE EN PSYCHO-PÉDAGOGIE DES INADAPTÉS AU SAGUENAY LAC ST-JEAN	1975 05 15	555, boulevard de l'Université, Chicoutimi
1273-0263 LUIS SUAREZ LTÉE	1966 04 04	2353, rue Michelin, Laval
1319-4337 L'OEUVRE DAVID DEZIEL	1969 07 04	21, rue Notre-Dame, [^] Lévis
2751-3018 RADIO 2000 INC.	1991 03 01	460, 60 ^e Rue est, Charlesbourg
1465-5169 LA SOCIÉTÉ DE PHILOSOPHIE DU QUÉBEC (S.P.Q.)	1977 03 22	515, rue Ste-Catherine ouest, bureau X-5510, Montréal
1643-0407 LE THÉÂTRE DE CONFETTIS INC.	1980 03 25	425, boulevard Charest est, bureau 300, Québec
2865-5082 TRANSPORT ADAPTÉ DES MOULINS	1991 10 07	148, rue St-André, Terrebonne
1361-3195 TRANSPORT MARCEL AUCLAIR LTÉE	1975 01 21	2095, Montée St-François, Laval
1287-3451 VIA ET VITA INC.	1960 07 12	1600, avenue de Lorimier, Montréal
1637-5743 VITRERIE NOMINIGUE INC.	1979 07 11	2252, rue Sacré-Coeur, Lac-Nominingue

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Changement du nombre d'administrateurs (Article 87)

Avis est donné que chacune des corporations ci-après indiquées a modifié le nombre de ses administrateurs de la façon suivante :

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1644-8193 ASSOCIATION COMMUNAUTAIRE DE L'ESTRIE INC.	1980 05 26	5
2953-3973 ASSOCIATION DES ATELIERS DE RÉPARATION D'AUTOMOBILES DE QUÉBEC (AARAQ) INC.	1992 04 23	7
2953-9301 ASSOCIATION DES DIPLÔMÉES ET DIPLÔMÉS DE L'ÉCOLE DE RELATIONS INDUSTRIELLES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (A.D.D.E.R.I.U.M.)	1992 05 07	6
1468-4047 ASSOCIATION DES LOCATAIRES DU SILLERY PLAZA INC.	1976 07 08	5
2953-8097 CAMPING BAIE DU DIABLE DE FERME-NEUVE	1992 05 06	7
1318-8883 CAMP-ÉCOLE CHICOBÍ INC.	1970 01 21	6
1221-4573 CHAUSSURES GABY LTÉE	1972 01 05	4
1354-6775 LE CLUB DE CAMPING LA RADONNÉE INC.	1974 04 08	7
1634-5936 LE CLUB DE L'ÂGE D'OR DE LAVALTRIE INC.	1979 03 13	9
2167-1177 CORPORATION GARDERIE MAIMONIDE (1984) VILLE ST-LAURENT	1984 05 10	8
1247-6008 FONDATION DES MALADIES DU COEUR DU QUÉBEC	1955 05 24	32
2869-7605 FONDATION FARHA	1992 01 30	6
2621-7612 FONDATION JEAN ET MARIE LANGLOIS	1988 08 29	4
2172-4414 FONDATION SAINT-LAURENT	1984 08 23	12
2735-3390 FONDATION ST-MATTHIEU	1989 08 24	3
2860-7141 FONDATION "ALLIANCE MOTIVATRICE POUR L'ÉVEIL SPIRITUEL" (A.M.E.S.)	1991 06 25	9

Dénomination sociale	Date de constitution	Nouveau nombre d'administrateurs
1642-2545 GARDERIE DES POUSSINEAUX	1980 05 12	7
2538-2425 LA GARDERIE DU CHLG INC.	1987 08 24	10
2948-8798 GARDERIE ENFANTS-SOLEIL DE L'ACADIE	1992 03 03	5
1862-3405 GARDERIE NARNIA	1992 10 21	10
1239-0126 LES IMMEUBLES BIZIER LTÉE	1954 11 09	5
1238-9623 INVESTISSEMENTS BISCAVNE INC.	1969 12 11	4
1367-4205 ISOLATION NICOLET INC.	1974 03 25	3
1158-5239 LAB-VOLT (QUÉBEC) LIMITÉE	1959 05 22	4
2948-1918 LA MAISON DES TRÈVES INC.	1992 03 09	9
2413-7622 MOTOCROSS VALLÉE-JONCTION INC.	1986 03 14	4
1368-0574 PLACEMENTS BENATSAL INC.	1974 05 01	5
2948-9242 LA SOCIÉTÉ CANADIENNE POUR LA CONSERVATION DE LA NATURE (QUÉBEC)	1992 02 27	4
2159-3413 SOCIÉTÉ DE LA SCLÉROSE LATÉRALE AMYOTROPHIQUE DU QUÉBEC	1983 10 24	17
2733-3301 STUDIO 303	1989 07 04	6
4003		

*L'inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD*

Dissolution (Article 28)

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il a accepté de dissoudre chacune des corporations suivantes:

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1254-2411 1254-2411 QUÉBEC INC.	1972 05 25	1992 07 06

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1272-4340 1272-4340 QUÉBEC INC.	1962 06 26	1992 07 06
1289-1685 1289-1685 QUÉBEC INC.	1971 09 09	1992 07 07
1844-7870 1844-7870 QUÉBEC INC.	1981 03 26	1992 07 07
1853-5864 1853-5864 QUÉBEC INC.	1981 12 22	1992 07 07
2156-2095 2156-2095 QUÉBEC INC.	1983 05 31	1992 07 06
2173-4132 2173-4132 QUÉBEC INC.	1984 08 07	1992 07 07
2315-8512 2315-8512 QUÉBEC INC.	1985 01 28	1992 07 06
2320-3052 2320-3052 QUÉBEC INC.	1985 05 01	1992 07 06
2331-1533 2331-1533 QUÉBEC INC.	1985 11 28	1992 07 06
2420-1378 2420-1378 QUÉBEC INC.	1986 09 16	1992 07 06
2436-8151 2436-8151 QUÉBEC INC.	1986 04 25	1992 07 07
2525-4715 2525-4715 QUÉBEC INC.	1987 05 07	1992 07 07
2547-3851 2547-3851 QUÉBEC INC.	1988 01 26	1992 07 06
2625-4359 2625-4359 QUÉBEC INC.	1988 08 16	1992 07 07
2632-8641 2632-8641 QUÉBEC INC.	1988 12 08	1992 07 06
2636-2814 2636-2814 QUÉBEC INC.	1989 01 20	1992 07 06
2636-4505 2636-4505 QUÉBEC INC.	1989 01 25	1992 07 07
2640-0432 2640-0432 QUÉBEC INC.	1989 03 02	1992 07 07
2738-5855 2738-5855 QUÉBEC INC.	1989 09 13	1992 07 06
2844-7423 2844-7423 QUÉBEC INC.	1990 10 04	1992 07 06

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2946-5663 2946-5663 QUÉBEC INC.	1991 12 19	1992 07 07
2946-5671 2946-5671 QUÉBEC INC.	1991 12 19	1992 07 07
2950-4156 2950-4156 QUÉBEC INC.	1992 03 09	1992 07 07
2950-4164 2950-4164 QUÉBEC INC.	1992 03 09	1992 07 07
2435-2015 ACTUEL STYLE COIFFURE BEAUTÉ II INC.	1986 03 26	1992 07 06
2310-5497 LES ALIMENTS DE LA NATURE DESROSIERS INC.	1984 10 15	1992 07 06
2537-2491 AUCLAIR, LAVE AUTO ET CAMIONNETTE INC.	1987 07 10	1992 07 06
1862-2431 AVIATION TÉMIS INC.	1982 10 13	1992 07 06
2319-1042 A.P. PLOMBERIE INC.	1985 04 09	1992 07 06
1240-0263 BAR LA BOTTE ASSOIFFÉE INC.	1970 01 29	1992 07 07
2419-8228 BOJAREL INC.	1986 08 28	1992 07 06
2952-7736 CAFÉ RESTAURANT LE PETIT PIERRE INC.	1992 03 25	1992 07 07
1330-9109 CAMPING PANORAMIQUE DE PORTNEUF LTÉE	1973 04 02	1992 07 06
2862-2280 CHOIX-SANTÉ INC.	1991 07 19	1992 07 06
1131-8581 LA CIE D'EXPANSION DU NORD LTÉE	1960 11 10	1992 07 06
2755-1712 LES CIMENTIERS FRANÇOIS MERCIER INC.	1990 06 11	1992 07 07
2317-2364 CLUB DE CHASSE ET PÊCHE LAURENTIDES- LANAUDIÈRE (MIRABEL) INC.	1985 03 07	1992 07 07
1279-4210 CLUB DE PÊCHE STE THÈCLE INC.	1957 08 21	1992 07 06
2152-9862 CLUB MOTOCYCLISTE LES MERCENAIRES INC.	1983 03 24	1992 07 07

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1480-1559 CLUB SOCIAL ET RÉCRÉATIF DES EMPLOYÉS DE MARK HOT INC.	1975 09 30	1992 07 06
1343-9005 COFFRE-FORT PROTECTION INC.	1973 08 08	1992 07 06
2860-3355 COMITÉ ORGANISATEUR DU 50 ^e ANNIVERSAIRE DE L'AÉROPORT DE DORVAL	1991 08 13	1992 07 06
2859-7250 COMMUNICATIONS ARTEC INC.	1991 07 02	1992 07 06
2529-8803 LES COMMUNICATIONS CADENCE INC.	1987 09 01	1992 07 06
2428-6981 CONDO 52 BEAU LIEU INC.	1987 02 04	1992 07 06
2631-9012 CONSTRUCTIONS ROGER SAVARD INC.	1988 11 22	1992 07 06
2732-1355 CONSULTATIONS COPRAL INC.	1989 05 30	1992 07 06
2165-6178 CORPORATION DES LOCATAIRES DE LA PROMENADE SHAWINIGAN	1984 03 12	1992 07 07
1183-4496 CRÉMERIE ST-FIDÈLE INC.	1967 06 28	1992 07 06
2627-7483 CUISINE FINE CLAIRE INC.	1988 11 01	1992 07 06
2166-9619 C.R. TRANSPORT INC.	1984 03 01	1992 07 06
1275-4842 DAVELAR TRANSPORT INC.	1963 03 06	1992 07 06
2639-8834 DÉBOSSÉLAGE MÉTRO INC.	1989 03 02	1992 07 07
1479-6114 DISCO-CLUB LE HAREM INC.	1977 07 18	1992 07 06
2620-6847 DISTRIBUTION GUY ROUETTE INC.	1988 07 14	1992 07 07
1168-7803 DISTRIBUTION PHARMACIES UNIVERSELLES INC.	1953 07 13	1992 07 06
2323-2044 LES DISTRIBUTIONS ROGA INC.	1985 06 20	1992 07 07

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1207-1031 LES ÉDITIONS DE LA TABLE INC.	1967 03 29	1992 07 07
2552-7557 EMBALLAGE JAKO INC.	1988 04 11	1992 07 06
2948-5372 ENTENTE LATINE	1992 02 25	1992 07 06
2327-9540 ENTREPRENARIAT JEUNESSE DES MQULINS	1985 10 31	1992 07 06
2536-8770 ENTREPRISE JO-LOU INC.	1987 07 06	1992 07 06
2756-7023 LES ENTREPRISES DE MAINTENANCE P.D.M. INC.	1990 05 17	1992 07 06
2531-6910 LES ENTREPRISES D'ALIMENTATION CHYEMA INC.	1987 10 15	1992 07 07
2423-0393 LES ENTREPRISES E. 120-240 INC.	1986 10 15	1992 07 06
2636-8126 LES ENTREPRISES FRANÇOIS MASSICOTTE INC.	1989 02 02	1992 07 06
1363-1908 LES ENTREPRISES JEAN CLAUDE LEROUX LIMITÉE	1975 04 30	1992 07 06
1841-7188 LES ENTREPRISES MICHEL E. BOURDEAU INC.	1980 12 15	1992 07 06
1370-1552 ENTREPRISES NASE LTÉE	1974 10 25	1992 07 06
2531-9161 LES ENTREPRISES ST-ONGE ET PARÉ INC.	1987 10 21	1992 07 06
1287-8443 ENTREPRISES WILHELMY LTÉE	1965 06 16	1992 07 07
2150-0624 ENTRETIEN PETRINCE INC.	1983 01 06	1992 07 07
1510-2346 ÉPICERIE MANSONVILLE LTÉE	1978 01 17	1992 07 06
1859-8318 ERMATEX	1982 07 26	1992 07 06
1124-8408 FABRICATION DCT CIE. LTÉE	1960 06 10	1992 07 07
1861-8264 FERME BEAU MATIN INC.	1982 09 28	1992 07 07

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2436-2170 FERME DENIS LABELLE INC.	1986 04 25	1992 07 06
1849-0854 FERME J.C. GAUTHIER & FILS INC.	1981 08 06	1992 07 07
1230-3079 FERRONNERIE A. HUOT INC.	1964 04 20	1992 07 07
2158-9866 FORESTERIE G.R. INC.	1983 08 15	1992 07 07
1507-7316 FRANÇOIS DION INC.	1977 10 19	1992 07 07
2633-1926 GABRIEL ST-AMANT ET FILS INC.	1988 12 15	1992 07 06
2750-5361 GALERIE D'ART DE L'UNIVERSITÉ BISHOP'S	1990 03 28	1992 07 07
2849-9929 GANTT INC.	1991 02 07	1992 07 06
2431-6549 GARAGE ALAIN LABRIE INC.	1987 03 31	1992 07 06
2423-8487 GARAGE CHAMBLY-LEMOYNE INC.	1986 11 07	1992 07 06
1502-5596 GARAGE SEMON INC.	1976 03 15	1992 07 06
2316-3512 GESTION JEAN ACHARD LTÉE	1985 01 31	1992 07 06
2537-3549 GESTION L. R. LAROCHELLE INC.	1987 07 15	1992 07 07
2553-2730 GESTION MICHEL ET PAUL-ANDRÉ PAPIILLON INC.	1988 05 27	1992 07 07
2528-5867 GESTION MODEAVI LTÉE	1987 08 15	1992 07 06
2744-6038 GESTION O. SARRAZIN INC.	1989 12 04	1992 07 06
2534-9150 GESTION RICHARD RHEAULT INC.	1987 05 01	1992 07 06
1503-0562 GESTION S.E.G. INC.	1976 04 14	1992 07 06
2329-3962 GRACIEN OUELLET INC.	1985 12 01	1992 07 06

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1640-7223 LE GROUPE COLLRICH INC.	1980 01 01	1992 07 07
1502-9523 LE GROUPE P.M.C. INC.	1976 04 08	1992 07 06
2536-7301 LES IMMEUBLES J.E.R. INC.	1987 06 29	1992 07 07
2854-5846 LES INVESTISSEMENTS IERAFAM INC.	1991 03 21	1992 07 06
2149-3143 LES INVESTISSEMENTS PLACE DE LYON INC.	1982 12 22	1992 07 07
1164-6502 JEAN ACHARD LTÉE	1952 12 10	1992 07 07
2438-4786 JOCEM CONSTRUCTION INC.	1986 07 04	1992 07 06
1479-4523 JUNCO INC.	1977 07 13	1992 07 06
1510-1025 LEGERBOURG INC.	1978 01 13	1992 07 07
1330-8226 LÉO CHOQUETTE INC.	1973 05 24	1992 07 06
1847-1524 LÉO P. TOBIN INC.	1981 06 01	1992 07 06
2417-6950 LOCATION RENCO INC.	1986 06 16	1992 07 06
2415-3884 L.G.L. MAÎTRE TRAITÉUR INC.	1986 04 16	1992 07 06
2433-3767 LES MATELAS RENAISSANCE INC.	1987 02 26	1992 07 06
2642-4010 LES MODES JANE LI INC.	1989 04 20	1992 07 06
2158-5393 ORCHEM INC.	1983 08 24	1992 07 06
1505-4901 PERREAULT, VAILLANCOURT, PERREAULT INC.	1976 10 29	1992 07 06
1204-5415 PÉTROLE MODERNE LTÉE	1970 10 26	1992 07 07
1643-7683 PINS ET CÈDRES B.M. INC.	1980 04 17	1992 07 06

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
1272-5750 LES PLACEMENTS 1102 QUÉBEC INC.	1962 11 12	1992 07 07
1228-7439 LES PLACEMENTS 2907 QUÉBEC INC.	1967 12 29	1992 07 07
2330-6129 LES PLACEMENTS J.T. INC.	1985 11 19	1992 07 06
2735-6344 PRODUITS INDUSTRIELS BAULTAR INC.	1989 08 25	1992 07 06
2154-1875 PROMOTION ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, NORMÉTAL INC.	1983 04 20	1992 07 06
1336-9806 LES PUBLICATIONS PROMENADE INC.	1972 12 05	1992 07 06
2636-7201 LES RÉNOVATIONS GAÉTAN ROSS INC.	1989 01 30	1992 07 06
2413-4140 SARRAZIN & ASSOCIÉS COMMUNICATIONS INC.	1986 03 06	1992 07 07
1639-2748 SECRÉTARIAT PERMANENT DES PEUPLES FRANCOPHONES	1979 10 09	1992 07 07
1860-8612 SENACO INC.	1982 08 30	1992 07 06
1366-0873 SERVICES D'ARMATURES C.M. INC.	1975 07 07	1992 07 07
2524-3049 SOCADOC INC.	1987 04 09	1992 07 06
1263-2170 LA SOCIÉTÉ DE GESTION J.G.P. INC.	1969 11 06	1992 07 06
2742-8812 SOCIÉTÉ DE GESTION SENTOR INC.	1989 11 20	1992 07 07
2631-0490 SOLUTION COMPTABLE L B INC.	1989 01 01	1992 07 06
2425-5523 TECHNI COMPOSITION T.S. INC.	1986 12 29	1992 07 06
1125-6781 LES TEXTILES ROMAN LTÉE	1961 05 23	1992 07 07
1109-6815 TISSUS DE REMBOURRAGE CLAIRE INC.	1961 02 03	1992 07 06
1243-4924 TRANSPORT DRUMMONDVILLE R.D. INC.	1968 02 26	1992 07 06

Dénomination sociale	Date de constitution	Date de dissolution
2161-9598 TRANSPORT ROBERT (ISOTHERME) LTÉE	1983 11 02	1992 07 06
2164-6054 TRANSPORT STE-CLAIRE (1984) INC.	1984 01 10	1992 07 06
1853-9072 TRANSPORT STE-MARIE INC.	1982 01 25	1992 07 06
1310-1654 T.S. MEEHAN LTÉE	1954 07 08	1992 07 06
1124-2781 VARIÉTÉS PERRAS INC.	1963 08 07	1992 07 06
2158-6326 VIDÉO GLOBE INC.	1983 07 26	1992 07 07
1502-4144 VINDEL INC.	1976 03 04	1992 07 06

L'Inspecteur général des institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD

4004

Dissolution — Demandes de

1853-9304 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 1853-9304 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Julie, le 22 juillet 1992

81053

La présidente,
BIBIANE QUENNEVILLE

1861-4917 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 1861-4917 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sillery, le 16 juillet 1992

81051

Le président,
JEAN SAVARD

2168-5664 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2168-5664 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rimouski, le 13 juillet 1992

80953

Les procureurs de la compagnie,
GENDREAU & ASSOCIÉS

2309-9336 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2309-9336 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 12 juillet 1992

81023

Le président,
ROLAND GIBOULEAU

2333-8817 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie « 2333-8817 QUÉBEC INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal-Nord, le 19 juillet 1992

81073

Pour la compagnie,
JACQUES DESJARDINS

2432-2042 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2432-2042 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 14 juillet 1992

81010

Le vice-président,
SYLVAIN DUFOUR

2748-2548 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2748-2548 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jérôme, le 10 juillet 1992

81012

Le procureur de la compagnie,
ANDRÉ BRISEBOIS, notaire

2433-6992 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2433-6992 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Léonard, le 8 juillet 1992

80955

Pour la compagnie,
G. LA ROCCA, C.A.

2841-3383 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2841-3383 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 16 juillet 1992

80995

Le procureur de la compagnie,
LEONARD H. WISSE, notaire

2435-9218 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2435-9218 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jérôme, le 10 juillet 1992

80998

La présidente,
ISABELLE FORTIN

2846-9906 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2846-9906 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Granby, le 31 octobre 1991

81004

Le vice-président,
JEAN-PAUL DESMARAIS

2524-2967 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2524-2967 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Alma, le 9 juillet 1992

81009

Le président,
RÉGIS LAVOIE

2850-4710 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2850-4710 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Pierre, le 14 juillet 1992

80948

Le président,
ROGER DEBLOIS

2733-5314 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2733-5314 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jérôme, le 14 juillet 1992

80999

Le président,
GILLES SAURIOL

2854-8998 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2854-8998 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rougemont, le 17 juin 1992

80971

L'administrateur,
CLÉMENT GIARD

2956-8573 QUÉBEC INC.

Prenez avis que la compagnie «2956-8573 QUÉBEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 16 juillet 1992

81036

Le procureur de la compagnie,
GAÉTAN E. LAGARDE, avocat

A. PRATTE INC.

Prenez avis que la compagnie «A. PRATTE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Victoriaville, le 18 février 1992

80956

Le procureur de la compagnie,
PIERRE BÉLISLE, avocat

ARPIN & LARUE LTÉE

Prenez avis que la compagnie «ARPIN & LARUE LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hubert, le 16 juillet 1992

81024

Pour la compagnie,
COLETTE CROTEAU

AUTOMOBILES ROMIC INC.

Prenez avis que la compagnie «AUTOMOBILES ROMIC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Lazare, le 2 juillet 1992

81020

Le président,
RONALD MELOCHE

BAZINET INC.

Prenez avis que la compagnie «BAZINET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 15 juillet 1992

81027

Pour la compagnie,
MARC DESCHAMPS, C.A.

BIJOUTERIE J.M. LEMIRE INC.

Prenez avis que la compagnie «BIJOUTERIE J.M. LEMIRE INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Brossard, le 8 juillet 1992

81007

Le président,
JEAN-MARIE LEMIRE

BOUCHARD ALSTÉ INC.

Prenez avis que la compagnie «BOUCHARD ALSTÉ INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Boischatel, le 20 juillet 1992

81031

Le président,
ARMAND BOUCHARD

BOUTIQUE DIANE B. MARCIL INC.

Prenez avis que la compagnie «BOUTIQUE DIANE B. MARCIL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Chambly, le 2 juillet 1992

80997

Pour la compagnie,
PIERRE HENRY

CASSE-CROÛTE MICHEL ROY INC.

Prenez avis que la compagnie «CASSE-CROÛTE MICHEL ROY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Varenes, le 20 juillet 1992

81070

Le président,
MICHEL ROY

CENTRE DIEU JERICO

Prenez avis que la corporation «CENTRE DIEU JÉRICO» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Jérôme, le 14 juillet 1992

81003

Les procureurs de la corporation,
ROSS, GERAGHTY, BISSONNETTE & ASSOCIÉS

**CENTRE DU CONTRÔLE EN NUTRITION
DUTIL INC**

Prenez avis que la compagnie «CENTRE DU CONTRÔLE EN NUTRITION DUTIL INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Breakeyville, le 1^{er} mai 1992

81048

La présidente,
MONIQUE DUTIL

CENTRE NAUTILUS LACHUTE INCORPORÉE

Prenez avis que la compagnie «CENTRE NAUTILUS LACHUTE INCORPORÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lachute, le 16 juillet 1992

81049

Le secrétaire-trésorier,
ANDREW HUNGERBUHLER

CLAUDE MOREAU (1984) INC

Prenez avis que la compagnie «CLAUDE MOREAU (1984) INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Grande-Rivière, le 15 juillet 1992

81000

Le procureur de la compagnie,
GUY GENDRON, *avocat*

**CLINIQUE DE MÉDECINE GÉNÉRALE
D'ALMA INC.**

Prenez avis que la compagnie «CLINIQUE DE MÉDECINE GÉNÉRALE D'ALMA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Alma, le 30 juin 1992

81008

Le secrétaire de la compagnie,
RÉGIS LAVOIE

**CLINIQUE DENTAIRE MARIE-KATERI GOULET
INC.**

Prenez avis que la compagnie «CLINIQUE DENTAIRE MARIE-KATERI GOULET INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 30 juin 1992

80967

Les procureurs de la compagnie,
DESJARDINS DUCHARME STEIN MONAST

CLUB DE GYMNASTIQUE GYMNOFLEX INC.

Prenez avis que la compagnie «CLUB DE GYMNASTIQUE GYMNOFLEX INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Anselme, le 6 juillet 1992

81072

Le président,
RÉJEAN COULOMBE

CLUB D'ESCRIME DAMOCLÈS DE JONQUIÈRE

Prenez avis que la compagnie «CLUB D'ESCRIME DAMOCLÈS DE JONQUIÈRE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Jonquière, le 13 juillet 1992

81015

Le président,
HAROLD ROY

CLUB JOUBERTIN DES TROIS-PISTOLES

Prenez avis que la compagnie «CLUB JOUBERTIN DES TROIS-PISTOLES» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Trois-Pistoles, le 11 juillet 1992

80966

Le secrétaire-trésorier,
ROLAND JOUBERT

CONFECTION LU-CO INC

Prenez avis que la corporation «CONFECTION LU-CO INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Thetford Mines, le 13 juillet 1992

81050

La présidente,
LUCILLE FILLION

CONSTRUCTION R. TANGUAY INC.

Prenez avis que la compagnie «CONSTRUCTION R. TANGUAY INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Lévis, le 20 juillet 1992

81047

La secrétaire de la compagnie,
GILBERTE TANGUAY

CONSTRUCTIONS LEBLANC & NOEL INC.

Prenez avis que la compagnie « CONSTRUCTIONS LEBLANC & NOEL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Ville des Laurentides, le 23 juin 1992

81052

Le procureur de la compagnie,
MARTIN GERVAIS, notaire

DÉPANNEUR MARIE-LISE INC.

Prenez avis que la compagnie « DÉPANNEUR MARIE-LISE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Repentigny, le 29 juin 1992

80973

La secrétaire de la compagnie,
GHISLAINE NADEAU THIBAUT

CORPORATION DE PLACAGE DE PRÉCISION R & S

Prenez avis que la compagnie « CORPORATION DE PLACAGE DE PRÉCISION R & S » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 13 juillet 1992

80951

Le directeur,
HOWARD SMITH

DÉPANNEUR TABAGIE RICHELIEU DE MONTRÉAL INC.

Prenez avis que la compagnie « DÉPANNEUR TABAGIE RICHELIEU DE MONTRÉAL INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

L'Assomption, le 10 juillet 1992

81021

Le président,
ANTONIO TAVARES OLIVERA

CROTEAU & FRÈRES LIMITÉE

Prenez avis que la compagnie « CROTEAU & FRÈRES LIMITÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Amos, le 16 juin 1992

80968

Le procureur de la compagnie,
SERGE BASTIEN, notaire

ÉLECTROLIER CORPORATION

Prenez avis que la corporation « ÉLECTROLIER CORPORATION » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 20 juillet 1992

81055

Les procureurs de la compagnie,
MARTINEAU WALKER

DENIS BOURBONNAIS INC.

Prenez avis que la compagnie « DENIS BOURBONNAIS INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

L'Île-Perrot, le 16 juillet 1992

80950

Le président,
DENIS BOURBONNAIS

ENTREPRISE B. HUDON INC.

Prenez avis que la compagnie « ENTREPRISE B. HUDON INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Varenes, le 23 mars 1992

80965

Le président,
B. HUDON

DÉPANNEUR JEAN-PAUL ET CLAIRE INC.

Prenez avis que la compagnie « DÉPANNEUR JEAN-PAUL ET CLAIRE INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 17 juillet 1992

81069

Le président,
JEAN-PAUL BOISVERT

E. RHEAULT INC.

Prenez avis que la compagnie « E. RHEAULT INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Drummondville, le 15 juillet 1992

81076

Le procureur de la compagnie,
ANNIE CUSSON, notaire

GESTION ANDRÉ ET COLETTE CROTEAU INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION ANDRÉ ET COLETTE CROTEAU INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hubert, le 16 juillet 1992

81030

La secrétaire de la compagnie,
COLETTE CROTEAU

GESTION LES DEUX B INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION LES DEUX B INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Nicolas, le 13 juillet 1992

81018

Le président,
MARC-ANDRÉ BERGERON

GESTION CHARIDA INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION CHARIDA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Nicolas, le 13 juillet 1992

81032

Le président,
P.A. GINGRAS

GESTION NICO INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION NICO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Nicolet, le 15 juillet 1992

80963

Le président,
LÉO TOURIGNY

GESTION CHRISMAR INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION CHRISMAR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 juillet 1992

81006

Le procureur de la compagnie,
PAUL MARTEL, *avocat*

GILLES APRIL COUVREUR INC.

Prenez avis que la compagnie «GILLES APRIL COUVREUR INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

La Salle, le 14 juillet 1992

80949

Le président,
GILLES APRIL

GESTION GÉRARD SAVARD LTÉE

Prenez avis que la compagnie «GESTION GÉRARD SAVARD LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Dégelis, le 30 juin 1992

81029

Le président,
GÉRARD SAVARD

GILLES P. LASNIER INC

Prenez avis que la compagnie «GILLES P. LASNIER INC» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Charlesbourg, le 20 juillet 1992

81054

Le président,
GILLES P. LASNIER

GESTION LAURAN INC.

Prenez avis que la compagnie «GESTION LAURAN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 10 juillet 1992

80961

Les procureurs de la compagnie,
TURCOTTE, NOLET, PERRAS

GROUPE LODEC INC.

Prenez avis que la compagnie «GROUPE LODEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beauport, le 15 juillet 1992

80972

Le président,
LOUIS CLOUTIER

ICONES H.B. INTERNATIONAL INC.

Prenez avis que la compagnie «**ICONES H.B. INTERNATIONAL INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 30 juin 1992

80974

Le directeur,
BARCICKI HENRYK

IMPRIMORAMA INC.

Prenez avis que la compagnie «**IMPRIMORAMA INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Lambert, le 30 juin 1992

81016

Le président,
ROBERT ST-FRANÇOIS

LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE ST-GERVAIS INC.

Prenez avis que la corporation «**LA COMPAGNIE D'AQUEDUC DE ST-GERVAIS INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Gervais, le 16 juillet 1992

80958

La secrétaire de la corporation,
FLEURETTE ASSELIN

LACHARADE ANIMATION ET SPECTACLES INC.

Prenez avis que la compagnie «**LACHARADE ANIMATION ET SPECTACLES INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 10 juillet 1992

80954

Les procureurs de la compagnie,
TURCOTTE, NOLET, PERRAS

LES ALIMENTS BECARRE INC.

Prenez avis que la compagnie «**LES ALIMENTS BECARRE INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Rosemère, le 15 juillet 1992

81019

La directrice,
T. AGUZZI

LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES CHOQUETTE INC.

Prenez avis que la compagnie «**LES ENTREPRISES ÉLECTRIQUES CHOQUETTE INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Hyacinthe, le 15 juillet 1992

80947

Le président,
ROLLAND CHOQUETTE

LES ENTREPRISES LOCAS ET LABELLE INC.

Prenez avis que la compagnie «**LES ENTREPRISES LOCAS ET LABELLE INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Janvier, le 13 juillet 1992

81025

Le président,
GILLES LOCAS

LES ENTREPRISES PIERPRO INC.

Prenez avis que la compagnie «**LES ENTREPRISES PIERPRO INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Beloil, le 24 juin 1992

81046

L'administrateur,
PIERRE BOURGEOIS

LES ENTREPRISES SUZANNE ANDRÉ INC.

Prenez avis que la compagnie «**LES ENTREPRISES SUZANNE ANDRÉ INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 28 mai 1992

80952

La présidente,
SUZANNE ANDRÉ-CÔTÉ

LES ENTREPRISES TITUS ACTON VALE INC.

Prenez avis que la compagnie «**LES ENTREPRISES TITUS ACTON VALE INC.**» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Acton Vale, le 1^{er} juillet 1992

81074

Le président,
RENAUD MORISSETTE

LES FORESTIERS PICARD INC.

Prenez avis que la compagnie « LES FORESTIERS PICARD INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Louiseville, le 1^{er} mai 1992

80975

Le président,
PAUL PICARD

LES PRODUITS INDUSTRIELS MARLIN LTÉE

Prenez avis que la compagnie « LES PRODUITS INDUSTRIELS MARLIN LTÉE » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 15 juillet 1992

80957

Le secrétaire de la compagnie,
RAYMOND LEMIEUX

LES FUTONS NOCTAMBULES INC.

Prenez avis que la compagnie « LES FUTONS NOCTAMBULES INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 14 juillet 1992

81035

La présidente,
LORRAINE GUAY

LES TOITURES RÉJEAN NORMANDIN INC.

Prenez avis que la compagnie « LES TOITURES RÉJEAN NORMANDIN INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Bromptonville, le 30 juin 1992

81017

Le président,
RÉJEAN NORMANDIN

LES GALERIES MADO INC.

Prenez avis que la compagnie « LES GALERIES MADO INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Malartic, le 13 juillet 1992

80969

La secrétaire de la compagnie,
MADELEINE DUCHESNE

LESANDAVE CORP.

Prenez avis que la compagnie « LESANDAVE CORP. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 30 juin 1992

81077

Le président,
STEPHEN GATY

LES INVESTISSEMENTS SIROCCO INC.

Prenez avis que la compagnie « LES INVESTISSEMENTS SIROCCO INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Nicolet, le 15 juillet 1992

80962

Le président,
LÉO TOURIGNY

MORANDLES CORP.

Prenez avis que la compagnie « MORANDLES CORP. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 30 juin 1992

81078

Le secrétaire de la compagnie,
MAURICE H. KATZ

LES PLACEMENTS S.R. INC.

Prenez avis que la compagnie « LES PLACEMENTS S.R. INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Foy, le 14 juillet 1992

81013

Les procureurs de la compagnie,
VÉZINA POULIOT, *avocats*

NORMANDIN, TREMBLAY, & DESAUTELS INC.

Prenez avis que la compagnie « NORMANDIN, TREMBLAY, & DESAUTELS INC. » demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Longueuil, le 10 juillet 1992

81014

Le secrétaire de la compagnie,
BERNARD TREMBLAY

**PECO IMPORTS INC.
IMPORTS PECO INC.**

Prenez avis que la compagnie «PECO IMPORTS INC. — IMPORTS PECO INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 29 juin 1992

80959

Le procureur de la compagnie,
HAYK SUMBULIAN, *avocat*

PETIT MAGASIN À RAYONS ERNY (1972) LTÉE

Prenez avis que la compagnie «PETIT MAGASIN À RAYONS ERNY (1972) LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 31 décembre 1988

80970

Le président,
SAMUAL NEWMAN

PLACEMENTS JEANMORO, LTÉE

Prenez avis que la compagnie «PLACEMENTS JEANMORO, LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 juillet 1992

80939

Le procureur de la compagnie,
PAUL MARTEL, *avocat*

PLACEMENTS JEANTALIS, LTÉE

Prenez avis que la compagnie «PLACEMENTS JEANTALIS, LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 10 juillet 1992

81005

Le procureur de la compagnie,
PAUL MARTEL, *avocat*

PLOMBERIE DENIS FOREST INC.

Prenez avis que la compagnie «PLOMBERIE DENIS FOREST INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Saint-Alphonse-de-Rodriguez, le 16 juillet 1992

81034

Le procureur de la compagnie,
JOHANNE PIETTE, *notaire*

PRAGMA INC.

Prenez avis que la compagnie «PRAGMA INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Québec, le 14 juillet 1992

81011

Le vice-président,
SYLVAIN DUFOUR

ROBERT CHAMBERLAND (1981) INC.

Prenez avis que la compagnie «ROBERT CHAMBERLAND (1981) INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Charlesbourg, le 2 juillet 1992

81075

Le président,
ROBERT CHAMBERLAND

SERVICE DE LIVRAISON M.S. INC.

Prenez avis que la compagnie «SERVICE DE LIVRAISON M.S. INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Julie, le 15 juillet 1992

81071

La présidente,
MONIQUE SYLVESTRE

SERVICES ADMINISTRATIFS SADEC INC.

Prenez avis que la compagnie «SERVICES ADMINISTRATIFS SADEC INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Laval, le 21 mai 1992

80945

L'administrateur,
MAURICE RONDEAU

SERVICES CLOROFIL INC.

Prenez avis que la compagnie «SERVICES CLOROFIL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Agathe-Nord, le 18 juin 1992

81026

Le président,
FRANÇOIS GOHIER

SERVICES SANITAIRES BOUTIN INC.

Prenez avis que la compagnie «SERVICES SANITAIRES BOUTIN INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 15 juillet 1992

80960

Les procureurs de la compagnie,
MCCARTHY TÉTRAULT

**SO-BEL CONSTRUCTION (LAVAL) LTD.
LES CONSTRUCTIONS SO-BEL (LAVAL) LTÉE**

Prenez avis que la compagnie «SO-BEL CONSTRUCTION (LAVAL) LTD. — LES CONSTRUCTIONS SO-BEL (LAVAL) LTÉE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Montréal, le 30 juin 1992

80946

Les procureurs de la compagnie,
SPIEGEL SOHMER

**SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT
AGRO-ALIMENTAIRE DE LA MAURICIE**

Prenez avis que la compagnie «SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT AGRO-ALIMENTAIRE DE LA MAURICIE» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Cap-de-la-Madeleine, le 13 juillet 1992

81028

Pour la compagnie,
HÉLÈNE B. ST-PIERRE, C.A.

TRUST HELVÉTIQUE INTERNATIONAL INC.

Prenez avis que la compagnie «TRUST HELVÉTIQUE INTERNATIONAL INC.» demandera à l'inspecteur général des institutions financières la permission de se dissoudre.

Sainte-Adèle, le 17 juillet 1992

81001

Le procureur de la compagnie,
SYLVAIN MICHAUDVILLE, notaire

Compagnies étrangères — Loi sur les**Changements**

Les compagnies étrangères ci-dessous mentionnées donnent avis des changements suivants:

Nom de la compagnie	Date des changements	Changements
1330-1981 LES CENTRES D'ACHAT VAL D'OR INC.	1992 04 30	de l'agent principal et son adresse à: M. Murray Dalfen, 8479, Place Devonshire, Mont-Royal principale place d'affaires 8479, Place Devonshire, Mont-Royal
1996-4204 EL AL LIGNES AÉRIENNES D'ISRAËL LTÉE	1991 07 01	de l'agent principal et son adresse à: M. Yona Nechustan, 555, René Lévesque ouest, Montréal principale place d'affaires 555, René Lévesque ouest, Montréal

4000

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

Compagnies minières — Loi sur les**Avis divers****HOMESTAKE MINING COMPANY***Autorisation en vertu de la section VI*

La compagnie «HOMESTAKE MINING COMPANY» a été autorisée à vendre ou autrement aliéner, au Québec, ses actions, stocks, certificats d'actions, obligations et autres valeurs.

Le bureau principal au Québec est au 600, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 2400, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Son agent principal, aux fins de recevoir les assignations ou procédures exercées contre elle est MM. Desjardins, Ducharme & Ass., 600, rue de La Gauchetière Ouest, bureau 2400, Montréal.

Le 1992 07 03

*L'inspecteur général des
institutions financières,
JEAN-MARIE BOUCHARD
2128-8295*

4009

Coopératives — Loi sur les**COOPÉRATIVE AGRICOLE DE LA BAIE DES CHALEURS**

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie vous avise, conformément à l'article 188 de la Loi sur les coopératives, que la proportion des opérations avec vos membres est inférieure à 50 % de vos opérations totales, pour l'exercice financier se terminant le 31 décembre 1990.

Faute d'accroître la proportion de vos opérations avec vos membres, au cours des trois prochains exercices financiers qui suivront le présent avis, le ministre pourra, après avoir demandé à la coopérative de se continuer en compagnie, dans le délai qu'il déterminera, en décréter la dissolution si la coopérative ne donne pas suite à sa demande.

Délivrance des statuts de constitution

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis qu'il a délivré des statuts de constitution aux coopératives et fédérations suivantes:

No dossier	Dénomination sociale	Date de constitution
345813	COOP DE TRAVAIL DES JEUNES ENTREPRENEURS DE MANIWAKI	92 06 01
345817	COOPÉRATIVE D'HABITATION « LES TROIS PETITS POINGS DE MONTRÉAL »	92 06 05
345816	COOPÉRATIVE D'HABITATION BONEMINE D'ACTON VALE	92 06 08
345774	COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS BISHOP	92 06 22
345806	COOPÉRATIVE DE TRAVAILLEURS KOPERNIK	92 06 22
345776	COOPÉRATIVE DES PROPRIÉTAIRES DE MACHINERIE DE QUÉVILLON	92 06 15
345812	COOPÉRATIVE FORESTIÈRE AUTOCHTONE DE L'OUTAOUAIS	92 06 03
345784	FÉDÉRATION LANAUDOISE DES COOPÉRATIVES D'HABITATION (FLACH)	92 06 11

*Le directeur par intérim,
Direction des coopératives,
JACQUES CARRIER*

4019

*Le directeur par intérim,
direction des coopératives,
JACQUES CARRIER*

4006

MAGASIN CO-OP DE BEAUCANTON

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie vous avise, conformément à l'article 188 de la Loi sur les coopératives, que la proportion des opérations avec vos membres est inférieure à 50 % de vos opérations totales, pour l'exercice financier se terminant le 31 août 1991.

Faute d'accroître la proportion de vos opérations avec vos membres, au cours des trois prochains exercices financiers qui suivront le présent avis, le ministre pourra, après avoir demandé à la coopérative de se continuer en compagnie, dans le délai qu'il déterminera, en décréter la dissolution si la coopérative ne donne pas suite à sa demande.

*Le directeur par intérim,
direction des coopératives,
JACQUES CARRIER*

4006

**SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE AGRICOLE
DE ST-DENIS SUR RICHELIEU**

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie vous avise, conformément à l'article 188 de la Loi sur les coopératives, que la proportion des opérations avec vos membres est inférieure à 50 % de vos opérations totales, pour l'exercice financier se terminant le 31 octobre 1991.

Faute d'accroître la proportion de vos opérations avec vos membres, au cours des trois prochains exercices financiers qui suivront le présent avis, le ministre pourra, après avoir demandé à la coopérative de se continuer en compagnie, dans le délai qu'il déterminera, en décréter la dissolution si la coopérative ne donne pas suite à sa demande.

*Le directeur par intérim,
direction des coopératives,
JACQUES CARRIER*

4006

Délivrance de statuts de modification d'une coop., féd. et conféd.

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis qu'il a délivré des statuts de modification aux coop., féd. et conféd. suivantes:

No dossier	Dénomination sociale	Modification	Date de modification
345087	COOPÉRATIVE COMMUNICATIONS L'ÉCHO DE LA CAPITALE	AUTRES DISPOSITIONS	92 06 26
345570	COOPÉRATIVE ÉTUDIANTE NATURE EN VRAC	TERRITOIRE DE RECRUTEMENT DES MEMBRES GROUPE DE RECRUTEMENT DES MEMBRES AUTRES DISPOSITIONS	92 06 15

*Le directeur par intérim,
Direction des coopératives,
JACQUES CARRIER*

4019

Avis de révocation de dissolution

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 193 de la Loi sur les coopératives (L.R.Q., c. C-67.2), qu'il révoque rétroactivement la dissolution de la coopérative suivante, décrétée par arrêté ministériel publié le 6 février 1991 à la *Gazette officielle du Québec*:

No dossier	Nom de la coopérative	Date constitution
232185 23594781	LA COOPÉRATIVE D'HABITATION ST-LOUIS-DE-GONZAGUE	1987 03 23

*Le ministre de l'Industrie, du
Commerce et de la Technologie,
GÉRALD TREMBLAY*

*Par: MARC JEAN,
Le directeur général
Direction générale de l'aide à la gestion
des entreprises et coopératives*

3993

Déclarations des compagnies et sociétés – Loi sur les**Changement de la raison sociale (Article 1879 du Code civil)**

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé leur raison sociale de la façon indiquée ci-dessous:

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
PLACEMENTS MONTROYAL I, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONTROYAL VENTURE PARTNERS I AND COMPANY, LIMITED	PLACEMENTS PME MONTRÉAL, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONTREAL VENTURE CAPITAL PARTNERSHIP AND COMPANY, LIMITED	1992 06 15

Nouvelle raison sociale	Ancienne raison sociale	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ENTREPRISES MÉDIATIQUES DIVERSIFIÉES NO. 3 DIVERSIFIED MEDIAVENTURES AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 3	SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'INVESTISSEMENTS DE FILMS DIVERSIFIED NO. 3 DIVERSIFIED FILM INVESTMENTS AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 3	1992 06 16

4011

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

Changement de leur établissement principal

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les sociétés en commandite suivantes ont changé l'endroit de leur établissement principal:

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE BEAU SÉJOUR ENR.	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 21
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE D'EXPERTS-CONSEILS TELEGLOBE TELEGLOBE CONSULTING & COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1000, rue de La Gauchetière Ouest, Montréal, QC, H3B 4X5	1992 06 30
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DES VIGNOBLES	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DUPLESSIS ENR.	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE GOUIN	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE JOSEPH-RENAUD	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE BALZAC	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LE LAVALOIS ENR.	1600, boulevard Saint-Martin Est, Tour A, local 777, Laval, QC, H7G 4R8	1992 06 30

Raison sociale de la société	Nouvelle adresse	Date d'enregistrement
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ALLAIS	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES IMMEUBLES HURTEAU	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26
LA SOCIÉTÉ EN COMMANDITE ORLEANS	5199, rue Sherbrooke Est, bureau 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 26

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

4016

Dissolution

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la majorité des associés de chacune des sociétés en commandite suivantes a consenti à sa dissolution:

Raison sociale de la société	Date de formation	Lieu du principal établissement	Date de dissolution
GESTION GYNECO, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1986 12 30	2, rue Riverview, Ville LaSalle, QC, H8R 3R8	1992 06 30
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE DE PROVENCE	1985 12 20	5199, Sherbrooke Est, local 4200, Montréal, QC, H1T 3X3	1992 06 15
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE EXPANSION ENR.	1989 01 30	5376, avenue du Parc, appartement 3, Montréal, QC, H2V 4G7	1992 06 19
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE PLACE LEBLANC	1989 11 02	1290 Van-Horne, bureau 215, Outremont, QC, H2V 4S2	1992 07 06

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

4012

Formation

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, les déclarations de sociétés en commandite suivantes ont été enregistrées à son bureau :

Raison sociale de la société	Date d'enregistrement	Lieu du principal établissement
CONSORTIUM DKCI, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1992 06 26	266, rue Notre-Dame Ouest, bureau 201, Montréal, QC, H2Y 1T6
LA SOCIÉTÉ EN RÉSIDENCE ELMHURST COMMANDITE ELMHURST RESIDENCE COMPANY LIMITED	1992 06 16	1680, avenue Lincoln, Montréal, QC
SARTIGAN I, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	1992 06 08	2050, Mansfield, bureau 1404, Montréal, QC, H3A 1Y9
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE 1363 RACHEL	1992 07 14	1363, rue Rachel, Montréal, QC, H2J 2K2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE CENTRE ÉNERGÉTIQUE MONTRÉAL-EST MONTREAL-EST ENERGY CENTER AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP	1992 06 30	1155, René-Lévesque Ouest, Suite local 3900, Montréal, QC, H3B 3V2
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE MONTPELLIER MONTPELLIER AND COMPANY, LIMITED	1992 06 23	6333, boulevard Décarie, local 300, Montréal, QC, H3W 3E2

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

4013

Remplacement d'un commandité

Le protonotaire donne avis qu'en vertu de la Loi sur les déclarations des compagnies et sociétés, la société en commandite suivante a remplacé un commandité :

Raison sociale de la société	Nouveau commandité	Commandité remplacé	Date d'enregistrement
SOCIÉTÉ EN COMMANDITE LES ENTREPRISES MÉDIATIQUES DIVERSIFIÉES NO. 3 DIVERSIFIED MEDIA VENTURES AND COMPANY, LIMITED PARTNERSHIP NO. 3	MEDIA VENTURES HOLDING INC.	2779137 CANADA INC.	1992 06 16

*Le protonotaire adjoint de la Cour supérieure,
district judiciaire de Montréal,
CLAUDE LEBEAU*

4014

Liquidation des compagnies — Loi sur la

Canada Packers (Montreal) Employees Credit Union

Conformément à Loi sur la liquidation des compagnies (L.R.Q., c. L-4) et à la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit (L.R.Q., c. C-4.1), Canada Packers (Montreal) Employees Credit Union donne avis que lors d'une assemblée extraordinaire tenue le 29 juin 1992, au 1260, rue Mill à Montréal, il a été résolu, par le vote affirmatif de l'unanimité des membres présents, de liquider la caisse. Lors de cette même assemblée, il a été résolu unanimement de nommer la Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec, dont l'adresse est le 7755, Louis-H.-Lafontaine, Anjou (Québec), H1K 4M6, comme liquidateur.

Toute personne intéressée peut transmettre des réclamations au liquidateur à l'attention de monsieur Gérald Dubeau à la Fédération des caisses d'économie Desjardins du Québec, 7755, boulevard Louis-Hyppolyte-Lafontaine, Anjou (Québec), H1K 4M6.

Le 9 juillet 1992

*La Fédération des caisses d'économie
Desjardins du Québec*
Par: GÉRALD DUBEAU

80994

Ministères — Avis concernant les

Affaires municipales

Régie intermunicipale de police de Bernières, Saint-Étienne, Saint-Nicolas et Saint-Rédempteur

Avis est donné que le ministre des Affaires municipales a, conformément aux articles 580 du Code municipal et 468.11 de la Loi sur les cités et villes, décrété, le 23 juillet 1992, la constitution d'une régie intermunicipale appelée « Régie intermunicipale de police de Bernières, Saint-Étienne, Saint-Nicolas et Saint-Rédempteur », laquelle a les fonctions, les pouvoirs et les obligations qui résultent de la loi et de l'entente signée le 15 juin 1992 par les villes de Saint-Nicolas et de Saint-Rédempteur et les municipalités de Bernières et de Saint-Étienne-de-Lauzon, autorisée par les Règlements numéros 534, 534, 423 et 469 telle qu'approuvée le 23 juillet 1992.

Conformément aux dispositions des articles 580 et 468.11, le décret constituant la régie intermunicipale entre en vigueur le jour de la publication du présent avis à la *Gazette officielle du Québec*.

Sainte-Foy, le 23 juillet 1992

*Le ministre des Affaires municipales,
responsable de l'Habitation,*

4020

CLAUDE RYAN

Industrie, commerce et technologie

Villes de Aylmer, Buckingham, Gatineau, Hull et Masson Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 12 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise que le public soit admis en dehors des heures prévues à l'article 2 ainsi que le dimanche et les jours visés par l'article 3, dans les établissements commerciaux situés sur le territoire des villes de Aylmer, Buckingham, Gatineau, Hull et Masson et ce, tant et aussi longtemps qu'en vertu de la loi Ontarienne sur les jours fériés dans les commerces au détail, les établissements commerciaux seront autorisés à ouvrir le dimanche en Ontario.

Québec, le 25 juin 1992

*Le ministre de l'Industrie,
du Commerce et de la Technologie,*
GÉRALD TREMBLAY

4007

Ville de Saint-Félicien Avis d'autorisation

Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie donne avis, conformément à l'article 13 de la Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, qu'il autorise que le public soit admis en dehors des heures prévues à l'article 2 ainsi que le dimanche et les jours visés par l'article 3, dans les établissements commerciaux situés sur le territoire de la ville de Saint-Félicien et ce, pour la période du 24 juin au 7 septembre 1992 inclusivement.

Québec, le 2 juillet 1992

*Le ministre de l'Industrie,
du Commerce et de la Technologie,*
GÉRALD TREMBLAY

4007

Transports

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: « Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction. »

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE D'ABITIBI-EST

Dans la municipalité de Cadillac, ville
Région 08, district 85

Section de l'ancienne route 59 (route Rouyn-Louvicoourt) vis-à-vis les blocs 11, 12, 14, 16, 18, 20, 60, 59, 61, 47, 48 et 49 canton de Cadillac, sur une longueur approximative de 5 kilomètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,*
ROBERT MIDDLEMISS

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BEAUCE-SUD

Dans la municipalité de Saint-Georges-Est, paroisse
Région 3-2, district 23

Sections de la route 173 vis-à-vis des lots 8-A, 9-B et P-10-B, sur une longueur approximative de 425 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BEAUCE-SUD

Dans la municipalité de Saint-Côme-de-Kennebec, paroisse
Région 3-2, district 23

Sections de la route 173 (route Kennedy) vis-à-vis des lots 19, 20, 21, 22A, 22B, 23A, 24A, 24B, 25 et 26A sur une longueur approximative de 1,5 kilomètre.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BEAUHARNOIS-HUNTINGDON

Dans la municipalité de Saint-Anicet, paroisse
Région 6-2, district 69

Section de l'ancienne route 132 vis-à-vis les lots P-89 et P-90 sur une longueur approximative de 368 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE BERTHIER

Dans la municipalité de Saint-Côme, paroisse
Région 6-5, district 58

Section de l'ancien rang Versailles, canton de Cartier, vis-à-vis des lots P-17, P-17-1, P-18 et P-18-1 sur une longueur approximative de 550 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE CHARLEVOIX

Dans la municipalité de Petite-Rivière-Saint-François, SD
Région 3-1, district 11

Section de l'ancienne route 15 vis-à-vis des lots 507, 508, 509, 510, 511-P et P-512 sur une longueur approximative de 457 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE CHARLEVOIX

Dans la municipalité de Saint-Siméon, paroisse
Région 3-1, district 11

Section de l'ancienne route 15 vis-à-vis les lots 18 et 19 sur une longueur approximative de 275 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE DRUMMOND

Dans la municipalité de Grantham, SD
Région 6-1, district 41

Section de la rue Saint-Roch vis-à-vis des lots 116-1, 116-2, 116-5, 116-7, 116-N.S., 116-47, 117-2, 176-N.S., 176-4, 177-3 et 177-26 sur une longueur approximative de 430 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE GASPÉ

Dans la municipalité de Gaspé, ville
Région 01, district 02

Section de la route 198 vis-à-vis des lots 19C et 19D sur une longueur approximative de 250 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE GASPÉ

Dans la municipalité de Gaspé, ville (secteur Rivière-au-Renard)
Région 01, district 02

Section de la route 197 (ancienne route 6A), rang Sud de la Rivière, vis-à-vis des lots 196-3, 197, 198-1, 198-2, 199, 200 et 201-7 sur une longueur approximative de 225 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (2) de la directive ministérielle à cet effet: «Rues ou chemins d'intérêt strictement local en milieu urbain.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE

Dans la municipalité de l'Étang-du-Nord, SD
Région 01, district 01

Section de la route de l'Étang-du-Nord vis-à-vis des lots 2418, 2042-1, 2041 sur une longueur approximative de 55 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE JOHNSON

Dans la municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton, paroisse
Région 05, district 35

Section du chemin du 4^e Rang Nord-Ouest vis-à-vis du lot 6-A rang III sur une longueur approximative de 165 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE JOHNSON

Dans la municipalité de Saint-André-d'Acton, paroisse
Région 6-1, district 51

Sections de la route 116 vis-à-vis des lots 309 ptie, 310 ptie, 312 ptie, 278 ptie, 279 ptie, 280 ptie, 281 ptie et partie du chemin montré à l'originnaire sur une longueur approximative de 953 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE KAMOURASKA-TÉMISCOUATA

Dans la municipalité de Saint-Joseph-de-Kamouraska, paroisse Région 01, district 10

Sections du chemin du 5^e Rang vis-à-vis des lots 510, 508, 506, 504, 502, 500, 499, 812, 813, 816, 817, 818 et 819 sur une longueur approximative de 1,5 kilomètre.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE LABELLE

Dans la municipalité de Notre-Dame-de-Pontmain, SD Région 6-4, district 76

Section de l'ancien chemin du Lac-des-Ours vis-à-vis du lot P-14 rang II Nord, canton de Wabasse, sur une longueur approximative de 238 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (2) de la directive ministérielle à cet effet: «Rues ou chemins d'intérêt strictement local en milieu urbain.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MASSON

Dans la municipalité de La Plaine, paroisse Région 6-5, district 62

Section de la rue de l'Église, entre le chemin Gauthier (route 335) et le boulevard Laurier (route 337) sur une longueur approximative de 150 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (2) de la directive ministérielle à cet effet: «Rues ou chemins d'intérêt strictement local en milieu urbain.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MASSON

Dans la municipalité de Lachenaie, ville Région 6-5, district 62

Chemin des Anglais vis-à-vis des rues O'Diana-Populaire et des Érables à partir de l'intersection de la route 337 en allant dans une direction nord sur une longueur approximative de 330 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (2) de la directive ministérielle à cet effet: «Rues ou chemins d'intérêt local en milieu urbain.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MATAPÉDIA

Dans la municipalité de Mont-Joli, ville Région 01, district 07

Section du boulevard Jacques-Cartier (entrée nord de la ville) vis-à-vis des lots 203-167-1, P-203-175, P-203-153, P-203-210, P-203-208, 203-176, P-203-163, P-203-164, P-203-165, P-203-197, P-203-207, P-203-209, P-203-223, 203-173, P-203-170 N.S., P-203-170-1, P-203, 171, P-203-153, P-203-169 et P-203-174 sur une longueur approximative totale de 216 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (3) de la directive ministérielle à cet effet: «En milieu rural, chemins municipaux d'intérêt strictement local (sans habitation riveraine à caractère permanent et sans vocation de transit).»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE MÉGANTIC-COMPTON

Dans la municipalité de Notre-Dame-des-Bois, SD Région 05, district 24

Section de la côte Raineault vis-à-vis les lots P-34 à P-39 inclusivement de la limite des rangs V et VI, canton Chestham, sur une longueur approximative de 1,6 kilomètre.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

**CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE
DE MONTMAGNY-L'ISLET**

Dans la municipalité de Saint-Pierre-de-la-Rivière-du-Sud, paroisse
Région 3-2, district 13

Section du chemin du Coteau Sud, entre le village de Saint-Pierre et la limite de Montmagny vis-à-vis des lots 198 et 197 sur une longueur approximative de 274 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE PAPINEAU

Dans la municipalité de Montpellier, SD
Région 07, district 75

Sections de la route 315 vis-à-vis des lots P-46, P-51A, P-51B, P-53B et P-54, rang VI, canton de Ripon, sur une longueur approximative de 585 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE PAPINEAU

Dans la municipalité de l'Ange-Gardien, SD
Région 07, district 75

Sections de l'ancienne route 35 vis-à-vis du lot 10 rang VI et lot 18A rang XII, sur une longueur approximative de 254 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE PAPINEAU

Dans la municipalité de Saint-André-Avellin, paroisse
Région 07, district 75

Section de la route 321 vis-à-vis des lots 454, 455 et 545 de la côte Saint-Pierre, sur une longueur approximative de 191 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE PONTIAC

Dans la municipalité de Mayo, SD
Région 07, district 75

Section de la route 315 vis-à-vis du lot P-27-B rang IX, sur une longueur approximative de 80 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

Les chemins ci-après désignés ne seront plus à l'avenir, entretenus par le ministère des Transports en fonction de l'application du critère (1) de la directive ministérielle à cet effet: «Tronçons routiers désaffectés par suite de reconstruction.»

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE ST-HYACINTHE

Dans la municipalité de Saint-Damase, paroisse
Région 6-1, district 51

Section de la route 233 vis-à-vis des lots 132, 133, 139, 141, 142 et 143 sur une longueur approximative de 613 mètres.

Québec, le 16 juillet 1992

*Le ministre délégué
aux Transports,
ROBERT MIDDLEMISS*

4015

Projet de loi d'intérêt privé — Avis de présentation d'un

Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie

Avis est, par les présentes, donné que la «Congrégation des Soeurs des Saints Noms de Jésus et Marie», s'adressera à l'assemblée nationale du Québec pour obtenir la passation d'une loi en vue d'étendre certains pouvoirs de la corporation.

Longueuil, le 10 juillet 1992

*Les procureurs de la requérante,
MONETTE BARAKETT LÉVESQUE
BOURQUE ET PEDNEAULT*

81063

Régie de l'assurance-maladie du Québec

Liste par région de noms et adresses d'affaires des professionnels de la santé qui entendent exercer leur profession en dehors des cadres du régime en qualité de professionnels désengagés ou de professionnels non participants ou qui ont cessé d'exercer leur activité en cette qualité, ainsi que la date à laquelle prend effet leur désengagement ou leur non-participation ou la cessation de celle-ci, publiées conformément à l'article 24 du Règlement d'application concernant la Loi sur l'assurance-maladie du Québec (R.R.Q., 1981, c. A-29, r. 1).

La liste cumulative par région des noms et adresses d'affaires de tous ces professionnels de la santé a été publiée dans l'édition du 11 janvier 1992.

Professionnels désengagés	Date effective du désengagement	Date effective de la fin du désengagement
Médecins omnipraticiens		
<i>Région de Montréal</i>		
Laurin, Pierre Michel, 2100, boulevard Labelle, Lafontaine, QC, J7Y 1S8	92 05 16	92 05 29
Dentistes		
<i>Région de Montréal</i>		
Armand, Gilles Jr, 985, Valiquette, C.P. 2423, Sainte-Adèle, QC, J0R 1L0	92 04 03	
Jomphe, Catherine, C.P. 6128, succ. A, Montréal, QC, H3C 3J7	92 07 25	
Roberge, Yvon, 8415, Saint-Denis, local 210, Montréal, QC, H2P 2H1	92 07 13	
Ruest, André, 4, place Laval, local 670, Laval, QC, H7N 5Y3	92 07 03	
Médecins omnipraticiens		
<i>Région de Montréal</i>		
Reid, Charles-D., 300, boulevard de la Concorde, Pont-Viau, Laval, QC, H7G 2E6	83 12 31	92 02 04
Médecins spécialistes		
<i>Région de Montréal</i>		
Camirand, André, 12245, Grenet, local 112, Montréal, QC, H4J 2J6	92 05 29	
Pharmaciens		
<i>Région de Montréal</i>		
Lerman, Willie, 5566, avenue Rosedale, Côte-Saint-Luc, Montréal, QC, H4V 2J1	92 01 22	92 07 22

Vente par licitation**Montréal**

Canada — Province de Québec
 Cour supérieure — District de Montréal
 Nos 500-05-001763-927
 500-18-000229-923

EMILE HANNA, partie demanderesse, contre **DAME LODY CHALHOUB**, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

Conformément à un jugement rendu par le protonotaire spécial, **Me Jean-Marc Robert** de la Cour supérieure du district de Montréal, daté du 27 mars 1992, ordonnant la licitation de l'immeuble ci-après décrit :

« Un certain emplacement situé au coin de l'avenue Ardwell et le chemin Markham en la ville de Mont-Royal, contenant en superficie sept mille huit cent soixante-huit (7 868) pieds carrés, connu et désigné comme étant et faisant partie comme suit :

a) redivision cent quatre-vingt-dix-sept du lot originaire six cent vingt-neuf (629-197), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, et

b) la partie extrême sud-ouest de redivision cent quatre-vingt-seize dudit lot originaire six cent vingt-neuf (629-S.-O. ptie 196) audit plan officiel, mesurant quatre pieds (4 pi) en largeur par une profondeur de cent quatorze pieds et cinq dixièmes de pied (114,5 pi) et bornée comme suit : en avant, vers le sud-est, par ladite avenue Ardwell ; sur un côté, vers le sud-ouest, par ledit lot 629-197 ; en arrière, vers le nord-ouest, par le lot 629-191 ; et sur l'autre côté, vers le nord-est, par le résidu dudit lot 629-196.

Avec la bâtisse dessus érigée, portant le numéro d'immeuble 935, chemin Markham.

Toutes les mesures ci-dessus sont mesures anglaises et plus ou moins.

Sujet à la servitude créée en vertu de l'acte enregistré à Montréal sous le numéro 1361608.

Tel que la propriété se trouve actuellement avec tous ses droits, circonstances et dépendances, sans exception ni réserve de quelque sorte.

L'immeuble servant de résidence familiale.»

La mise à prix fixée à 273 000,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 136 500,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble por-

tée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
 Cour supérieure
 Montréal, le 17 juillet 1992

81041

Ventes par shérif**Abitibi**

Ordonnance de saisie et vente immobilière
 Canada — Province de Québec
 Cour supérieure — District d'Abitibi
 Nos 610-02-000075-897
 615-18-000006-921

LIANE DENIS, demeurant au 881, rue Principale, Guérin, district de Témiscamingue, partie demanderesse, contre **YVES DENIS**, demeurant à Val-Senneville, district d'Abitibi, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement d'Abitibi à Amos, mis en cause.

« Un immeuble connu et désigné comme étant une partie nord du lot vingt-six (ptie nord-26) du rang Un (rg 1) du canton de Senneville et borné comme suit : au nord par la ligne de subdivision des rangs Un et Deux du canton de Senneville, à l'est par la ligne de subdivision des lots vingt-six et vingt-sept dudit rang Un (rg 1), canton de Senneville, à l'ouest par la ligne de subdivision des lots vingt-cinq et vingt-six desdits rang et canton, au sud par une ligne imaginaire située au centre d'un ruisseau qui traverse ledit lot de l'est à l'ouest ; le tout sans bâtisse dessus construite.»

La mise à prix est fixée à 5 625,00 \$ que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district d'Abitibi, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, au palais de justice de Val-d'Or, 900, 7^e Rue, salle numéro trois, le MARDI HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
CLAIRE VILLENEUVE

Bureau du shérif
 Cour supérieure
 Val-d'Or, le 14 juillet 1992

80976

Arthabaska

Saisie-exécution immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District d'Arthabaska
Nos 415-18-000005-928
200-05-004100-918

LA CORPORATION D'ASSURANCE DE PERSONNES LA LAURENTIENNE, ayant un bureau au 500, Grande-Allée Est, Québec, district de Québec, demanderesse, contre **RAYNALD JACQUES**, résidant au 3, Bourgeois, Victoriaville, district d'Arthabaska, et **J. MARCEL BERGERON**, résidant au 824, avenue des Hirondelles, Victoriaville, district d'Arthabaska, et 2630-2794 QUÉBEC INC., ayant son siège social au 8550, boulevard Pie-IX, bureau 410, Montréal, district de Montréal, les qualités de commandité de la Société en commandite le 557-565 Boulevard des Bois-Francis, ayant son siège social au 8550, boulevard Pie-IX, bureau 410, Montréal, district de Montréal, défendeurs, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, boulevard Bois-Francis Sud, Arthabaska, mis en cause.

Description de l'immeuble

« 1. Un immeuble connu et désigné comme étant la resubdivision numéro un de la resubdivision numéro deux de la subdivision numéro quarante-quatre du lot originaire numéro cent quatre-vingt-treize (193-44-2-1) du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville;

2. Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-quatorze du lot originaire numéro cent quatre-vingt-treize (193-74) du susdit cadastre;

3. Un immeuble connu et désigné comme étant la resubdivision numéro un de la subdivision numéro sept du lot originaire numéro cent quatre-vingt-quinze (195-7-1) du susdit cadastre.

Le tout avec les bâtisses dessus construites. »

La mise à prix est fixée à 177 457,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, boulevard Bois-Francis Sud, Arthabaska, le **MARDI HUITIÈME** jour de **SEPTEMBRE 1992** à **DIX** heures.

Description de l'immeuble

1. Un immeuble connu et désigné comme étant la resubdivision numéro un de la subdivision numéro un du lot originaire numéro cent quatre-vingt-quinze (195-1-1) du cadastre officiel du village d'Arthabaskaville;

2. Un immeuble connu et désigné comme étant le lot numéro six de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-quinze (195-6) au susdit cadastre;

3. Un immeuble connu et désigné comme étant une partie du lot numéro cinq de la subdivision du lot originaire numéro cent quatre-vingt-quinze (195-5 Ptie) du susdit cadastre. De figure irrégulière, borné vers le nord-est par le lot 195-3-1, vers le sud par le lot 195-6, vers l'ouest par le boulevard Grégoire (lot 195-20), vers le nord-ouest par le lot 195-5-1; mesurant vingt mètres et vingt-cinq centièmes (20,25 m) vers le nord-est, vingt-six mètres et quatre-vingt-dix centièmes (26,90 m) vers le sud, deux mètres et trente-sept centièmes (2,37 m) vers le sud-ouest, vingt mètres et quarante-quatre centièmes (20,44 m) vers le nord-ouest; contenant en superficie deux cent trente-sept mètres carrés et quatre dixièmes de mètre carré (237,04 m²).

Le tout avec les bâtisses dessus construites. »

La mise à prix est fixée à 148 167,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement d'Arthabaska, 800, boulevard Bois-Francis Sud, Arthabaska, le **MARDI HUITIÈME** jour de **SEPTEMBRE 1992** à **ONZE** heures.

Le shérif adjoint,
DENIS NOËL

Bureau du shérif
Cour supérieure
Arthabaska, le 13 juillet 1992

80977

Beauharnois

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Beauharnois
Nos 760-18-000026-923
760-12-009304-894

GEOGETTE PERRAS, domiciliée et résidant au 166, Saint-François, Valleyfield, J6T 3Y9, partie demanderesse, contre **ROGER GIROUARD**, domicilié et résidant au 40, McCallum, Huntingdon, J0S 1H0, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Huntingdon, 25, rue King, Huntingdon, J0S 1H0, mis en cause.

« Deux (2) parcelles de terrain situées dans le Cinquième Rang du canton de Godmanchester, connues et désignées, aux plan et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Godmanchester, division d'enregistrement de Huntingdon, comme étant et faisant partie du lot numéro quatre cent un (2 pties 401) dudit cadastre et plus amplement décrites comme suit:

a) une parcelle de terrain faisant la première partie du lot numéro quatre cent un (ptie 401) dudit cadastre du canton de Godmanchester, mesurant deux cent trente pieds (230 pi) le long de la rue York, par une profondeur de deux cent quatre-vingt-quatorze pieds (294 pi) vers le sud, plus ou moins, mesures anglaises, et telle que bornée: en front, au nord, par la rue York; en ar-

rière, vers le sud, par une partie dudit lot numéro quatre cent un (ptie 401), appartenant à Cameron Stewart ou représentants; et une partie du même lot appartenant à T.J. McNaughton ou représentants; vers l'ouest par le lot numéro 401-95, étant une rue projetée; et vers l'est par une partie du lot numéro quatre cent (ptie 400), appartenant à George Harrigan ou représentants;

b) une parcelle de terrain faisant la deuxième partie dudit lot numéro quatre cent un (ptie 401) dudit cadastre du canton de Godmanchester; mesurant deux cent-trente pieds (230 pi) le long de la rue York, par toute la profondeur à être trouvée entre la rue York et la voie ferrée du C.N.R. et telle que bornée: au sud par la rue York, au nord par la C.N.R., à l'est par le lot numéro quatre cent un (401) et à l'ouest par une partie dudit lot numéro quatre cent un (ptie 401), appartenant à Guy Lefebvre et Claude Renaud ou représentants.

Avec bâtisses dessus construites.

Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve de la part du vendeur.

Lesquelles parcelles de terrain appartiennent à M. Roger Girouard.»

La mise à prix a été fixée à 4 625,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Huntingdon, 25, rue King, Huntingdon, J0S 1H0, le TREIZIÈME jour d'OCTOBRE 1992 à ONZE heures.

Le shérif,
GILBERT FOREST

Bureau du shérif
Cour supérieure
Valleyfield, le 2 juillet 1992 80978

Bedford

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Bedford
No 500-05-016168-906
S. 455-18-000009-926

BANQUE HONGKONG DU CANADA, 8600, Newman, LaSalle, QC, H3B 4M4, partie demanderesse, contre ALICE LAMOTHE GAGNON, résidant et domiciliée au 1515, Dr-Penfield, appartement 304, Montréal, QC, partie défenderesse.

« Un emplacement situé dans la corporation municipale du village d'Eastman, connu et désigné comme étant les lots numéros vingt-trois, vingt-quatre et vingt-cinq de la subdivision officielle du lot originaire numéro mille trois cent soixante-huit (1368-23, 24 et 25), au cadastre officiel du canton de Bolton, division d'enregistre-

ment de Brome. Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et notamment avec et sujet à une servitude de passage donnant accès au lac Orford, enregistrée au bureau de la division d'enregistrement de Brome, sous le numéro d'enregistrement 126177 et sujet également à toutes les autres servitudes créées aux termes du susdit acte. »

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait au nom du shérif du district de Bedford, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 5 859,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Brome, 15, chemin Saint-Paul à Knowlton, le MERCREDI SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
FRANCINE NADEAU

Bureau du shérif
Cour supérieure
Cowansville, le 20 juillet 1992 81079

Joliette

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour du Québec — District de Terrebonne
Nos 700-02-004065-911
705-18-000069-928

PUITS ARTÉSIENS 4 SAISONS INC., partie demanderesse contre LISE RAYMOND, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de L'Assomption, mis en cause.

Autres saisies immobilières sur le même immeuble.

Bref noté : 705-02-001777-911

GOODMAN PLOMBERIE ET CHAUFFAGE CANADA INC., contre LIONEL RODRIGUE et LISE RODRIGUE.

Bref noté : 705-02-001691-914

CÉRAMIQUE M.C.M. INC., contre LIONEL RODRIGUE et LISE RODRIGUE.

« Un emplacement situé en la municipalité de Saint-Lin, connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro soixante dix-sept (lot 77-14), au

cadastre officiel de la paroisse de Saint-Lin, division d'enregistrement de L'Assomption.»

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du shérif de Joliette, est fixé à la somme de 18 933,75 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de L'Assomption, 300, rue Dorval, L'Assomption, le VINGT-TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAPONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 14 juillet 1992 80980

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour fédérale du Canada — District de Montréal
Nos ITA 7017-91
705-18-000028-924
Bref noté: 705-05-000648-900

SA MAJESTÉ ELISABETH DEUX, partie demanderesse, contre AUBERGE L'ENGOULEVENT INC, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Montcalm, mis en cause.

«Un emplacement ayant front sur la rue des Chaterelles sur le territoire de la corporation municipale du canton de Rawdon, municipalité régionale de comté de Matawini, et plus amplement décrit comme suit :

1. Étant formé par le lot numéro huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro seize « A » (16A-8) dans le Huitième Rang, au cadastre officiel du canton de Rawdon, division d'enregistrement de Montcalm.
2. Étant formé par le lot numéro vingt-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro seize « B » (16B-26), dans le Huitième Rang, au cadastre du canton de Rawdon, division d'enregistrement de Montcalm.

Avec les bâtisses dessus érigées portant le numéro 5000, rue des Chanterelles, Rawdon.

Avec les bénéfiques de servitudes actives créées dans trois (3) actes de vente, par Gestion Douce Inc. et enregistrées au bureau d'enregistrement de Montcalm sous les numéros 251560, 251719 et 252053.

Tel que le tout apparaît à un certificat de localisation préparé par Roger Beausoleil, a.-g. le 3 novembre 1989, et portant le numéro 6985 de ses minutes.»

Le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque visé au nom du

shérif de Joliette, est fixé à la somme de 108 225,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales.

Pour être vendu aux enchères au bureau de la division d'enregistrement de Montcalm, 1532, rue Albert, Sainte-Julienne, le DIX-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
GAËTAN LAPONTAINE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Joliette, le 17 juillet 1992 81038

Longueuil

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Longueuil
Nos 500-05-003664-818
505-18-000049-924

ALBERT ALEPIN, résidant et domicilié au 10775, rue Durham en la ville et le district de Montréal, partie demanderesse, contre **PIERRE GEVRY**, résidant et domicilié au 93, rue Seigneurial Ouest, Saint-Bruno-De-Montarville, district de Longueuil, partie défenderesse, et **LE RÉGISTRATEUR** de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

«Un emplacement situé à Saint-Bruno, connu et désigné comme étant le lot numéro vingt-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent dix-sept (217-22), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Bruno, division d'enregistrement de Chambly; avec une maison dessus érigée, portant le numéro 93 de la rue Seigneurial Ouest. Tel que le tout se trouve présentement, sans exception ni réserve.»

La mise à prix est fixée à 29 290,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Longueuil, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Chambly, 2555, boulevard Roland-Therrien, salle RC-21, Longueuil, QC, le QUINZIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
ÉLIZABETH S. GOBELLE

Bureau du shérif
Cour supérieure
Longueuil, le 13 juillet 1992 80979

Montréal

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-009863-919
500-18-000181-926

BANQUE LAURENTIENNE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 1981, avenue McGill College, 16^e étage, partie demanderesse, contre **CONSTRUCTION AMBASSADE INC.**, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 5167, rue Jean-Talon, local 200, Saint-Léonard, et **GESTION AMBASSADE INC.**, corporation légalement constituée, même adresse, et **164571 CANADA INC.**, corporation légalement constituée, même adresse, et **2425-1878 QUÉBEC INC.**, corporation légalement constituée, même adresse, et **INVESTISSEMENTS ROMECO INC.**, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 176, boulevard Saint-Elzéar Ouest, Laval, parties défenderesses, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

«Un emplacement ayant front sur l'avenue Simon-Saladin en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cent soixante-quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (98-174) au cadastre officiel de la paroisse de Rivière-des-Prairies, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus érigée, portant les numéros 12641, 12643, 12645 et 12647 de l'avenue Simon-Saladin en ladite ville de Montréal, dont le mur nord-ouest est mitoyen. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble, sans exception ni réserve.»

La mise à prix est fixée à 80 975,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le TROISIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 17 juillet 1992

81042

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-002869-921
500-18-000207-929

BANQUE NATIONALE DU CANADA, ayant son siège social au 600, rue de La Gauchetière Ouest, et ayant un bureau au 500,

place d'Armes, 9^e étage à Montréal, district de Montréal, partie demanderesse, contre **CLINIQUE MÉDICALE VILERAY INC.**, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 7316A, rue Saint-Denis à Montréal, district de Montréal, et **KIM LAY TAN-POU**, médecin, résidant et domicilié au 7310A, rue Saint-Denis en la ville de Montréal, district de Montréal, et **YOUTHOUAN POU**, ingénieur, résidant et domicilié au 7310A, rue Saint-Denis en la ville de Montréal, district de Montréal, parties défenderesses, et **LE RÉGISTRATEUR** de Montréal, mis en cause.

Premier immeuble:

«Un emplacement situé en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-quatre (2644-36), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal; avec une bâtisse dessus érigée portant les numéros d'immeuble 7306 à 7310A de la rue Saint-Denis à Montréal, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement, sans exception ni réserve.»

La mise à prix est fixée à 49 500,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, etc.

Deuxième immeuble:

«Un emplacement situé en la ville de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro trente-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-quatre (2644-37), auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, division d'enregistrement de Montréal; avec une bâtisse dessus érigée portant les numéros d'immeuble 7312 à 7316 de la rue Saint-Denis à Montréal, circonstances et dépendances. Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit emplacement, sans exception ni réserve.»

La mise à prix est fixée à 49 625,00 \$, soit 25 % de l'évaluation municipale, etc.

Ces différents montants représentent 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendus séparément au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 17 juillet 1992

81044

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-017781-913
500-18-000226-929

BANQUE ROYALE DU CANADA, corporation légalement constituée en vertu de la Loi sur les banques, ayant son siège social au 1, place Ville-Marie, ville et district de Montréal, et une succursale, pour les fins des présentes, au 995, rue Saint-Jacques Ouest ville et district de Montréal, partie demanderesse, contre YVES BOLDUC, capitaine, et DAME FRANCINE DUBORD, femme d'affaires, 1, rue Notre-Dame Est, Montréal, district de Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement situé en la municipalité de l'Île-Bizard, connu et désigné comme étant composé des lots suivants, savoir:

a) le lot numéro quarante-six de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (98-46), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Raphael-de-l'Île-Bizard, division d'enregistrement de Montréal; avec bâtisse dessus érigée, portant le numéro 2449, Bord-du-Lac, circonstances et dépendances;

b) le lot numéro quarante-sept de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (98-47), auxdits plan et livre de renvoi officiels;

c) une partie du lot numéro quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (ptie 98-48), auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Mesurant dix-neuf mètres et quatre-vingt-un centimètres (19,81 m, soit 65 pi) de largeur sur trente mètres et quarante-huit centimètres (30,48 m, soit 100 pi) de profondeur dans une ligne, et trente-neuf mètres et soixante-deux centimètres (39,62 m, soit 130 pi) de profondeur dans l'autre ligne.

Borné au sud par le chemin public, en arrière par la rivière des Prairies, d'un côté par le chemin de passage et de l'autre côté par le résidu dudit lot 98-48.

d) Une partie du lot numéro quarante-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (ptie 98-48), auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Mesurant trois mètres et cinq centimètres (3,05 m, soit 10 pi) de largeur sur la profondeur qu'il y a depuis le chemin public à aller à la rivière des Prairies, le tout mesures du système international et plus ou moins.

Bornée au nord par la rivière des Prairies, au sud par le chemin public, à l'ouest par le lot 98-47 ci-dessus désigné et de l'autre côté par le résidu dudit lot numéro 18, appartenant à Camille Bastien ou représentants.

e) Le lot numéro soixante-dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-dix-huit (98-78), auxdits plan et livre de renvoi officiels.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes ses servitudes actives, passives, apparentes ou occultes, sans exception ni réserve, notamment, sans limitation, sujet à une servitude en faveur de Marie-Paule Bigras, aux termes de l'acte enregistré à Montréal sous le numéro 3985803 et sujet à la servitude en faveur de la municipalité de la paroisse de Saint-Raphael-de-l'Île-Bizard, aux termes de l'acte enregistré à Montréal sous le numéro 3951159. »

La mise à prix est fixée à 35 375,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à DOUZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 15 juillet 1992

81039

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-002333-910
500-18-000199-928

CAISSE POPULAIRE DES JARDINS DE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR DE VILLE LASALLE, syndicat coopératif légalement constitué, ayant son siège social au 7625, rue Édouard à ville LaSalle, partie demanderesse, contre RÉJEANNE DUFOUR, demeurant et domiciliée au 1752, chemin de la Rivière, Sainte-Clothilde, GESTION CYRICO INC., corps politique légalement constitué, ayant un bureau autrefois au 806, 4^e Avenue, Verdun (administrateur: François St-Cyr, demeurant et domicilié au 7729, rue Querbes, appartement 4, Outremont), parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble ci-après décrit, propriété des défendeurs:

« Un immeuble ayant front sur l'avenue Osborne en la ville de Verdun, connu et désigné comme suit:

a) du lot numéro mille quatre-vingt-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-1089), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal; et

b) de la partie nord-ouest du lot numéro mille quatre-vingt-dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre mille six cent soixante-dix-neuf (4679-ptie N.-O. 1090), auxdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal, mesurant quinze pieds et dix-sept centièmes (15,17 pi) de largeur en front, quinze pieds et trente-trois centièmes (15,33 pi) de largeur en arrière par une profondeur de

soixante-dix neuf pieds (79 pi) et bornée comme suit: en front, au nord-est, par la rue Osborne; en arrière, au sud-ouest, par une ruelle (lot 4679-1076) dudit cadastre; d'un côté, au nord-ouest, par le lot numéro 4679-1089 dudit cadastre; et de l'autre côté, au sud-est, par le résidu dudit lot numéro 4679-1090 dudit cadastre.

Toutes les dimensions ci-dessus sont en mesures anglaises et plus ou moins.

Avec les dépendances y érigées, notamment une maison portant les numéros 500 à 510 de ladite avenue Osborne en la ville de Verdun, dont les murs latéraux sont mitoyens.

Avec et sujet, ledit immeuble, à un droit de vue réciproque avec l'immeuble voisin au sud-est, aux termes d'un acte enregistré à Montréal sous le numéro 3415195.

Avec et sujet, ledit immeuble, à un droit de vue réciproque avec l'immeuble voisin au nord-ouest, aux termes d'un acte enregistré à Montréal sous le numéro 3514394.»

La mise à prix est fixée à 46 500,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à DIX heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 17 juillet 1992

81043

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-006405-912
500-18-000200-924

CAISSE POPULAIRE DES JARDINS DE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR DE VILLE LASALLE, syndicat coopératif légalement constituée, ayant son siège social au 7625, rue Édouard à ville LaSalle, partie demanderesse, contre DANIELLE RAVANI, demeurant et domiciliée autrefois au 4745, Sainte-Émile à Montréal, maintenant de domicile inconnu, et ALEXANDRE RAVANI, demeurant et domicilié au 1752, chemin de la Rivière, Sainte-Clothilde, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

L'immeuble ci-après décrit, propriété des défendeurs:

«Un immeuble ayant front sur la rue Sainte-Émile en la ville de Montréal, connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, division d'enregistrement de Montréal,

comme étant le lot numéro trois cent quarante-deux de la subdivision officielle du lot original numéro mille sept cent quatre (1704-342); avec les dépendances y érigées, notamment une maison portant les numéros 4743 à 4747 de ladite rue Sainte-Émile en la ville de Montréal, dont le mur sud-ouest est mitoyen. Avec et sujet, ledit immeuble, à une servitude perpétuelle de vue, le tout tel que créé aux termes d'un acte enregistré à Montréal, sous le numéro 352959.»

La mise à prix est fixée à 23 925,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le QUATRIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à ONZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 17 juillet 1992

81045

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-020029-912
500-18-000246-927

RUTHVIC INVESTMENTS INC., corps politique dûment incorporé, ayant son bureau au 4195, rue Badgley dans la ville de Montréal, et JACK TENCER, homme d'affaires, du 473, rue Mitchell, ville Mont-Royal, district de Montréal, parties demanderesse, contre IMRE DORA et MARIA DUBIK DORA, tous deux domiciliés et résidant au 50, rue White Oak Road, Dollard-des-Ormeaux, district de Montréal, parties défenderesses, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, mis en cause.

«Un emplacement ayant front à la rue White Oak Road en la municipalité de Dollard-des-Ormeaux, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-sept de la subdivision officielle du lot original numéro trois cent (300-267), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Émille; avec bâtisse dessus érigée, portant les numéros d'immeuble 50 et 52 de la rue White Oak Road, dont le mur nord-est est mitoyen. Ainsi que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives, passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble et sujet notamment à un règlement de zonage de l'aéroport enregistré à Montréal sous le numéro 1128231, ainsi qu'à une servitude en faveur d'Hydro-Québec et al., enregistrée à Montréal sous le numéro 2112821 et de plus sujet à une servitude de vue et de passage enregistrée à Montréal sous le numéro 2116510. L'immeuble servant de résidence familiale.»

La mise à prix fixée à 94 900,00 \$, soit 50 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des

Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication, 47 450,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être vendu au bureau du shérif, palais de justice de Montréal, 10, rue Saint-Antoine Est, local 8.119, le DEUXIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à QUATORZE heures.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN

Bureau du shérif
Cour supérieure
Montréal, le 17 juillet 1992

81040

Rimouski

Saisie immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Rimouski
Nos 655-05-000053-926
100-18-000013-920

LA FINANCIÈRE COOPÉRANTS PRÊTS-ÉPARGNE INC., maintenant connu sous le nom de Banque Laurentienne, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 1305, boulevard Blanche à Baie-Comeau, district de Baie-Comeau, G5C 3J3, partie demanderesse, contre MOTEL B. DUBÉ & FILS INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 167, route 132, Amqui, district de Rimouski, G0J 1B0, et BERTRAND DUBÉ, domicilié et résidant au 167, route 132, Amqui, district de Rimouski, G0J 1B0, partie défenderesse.

«Un terrain de figure irrégulière, situé en la municipalité de la paroisse de Saint-Benoît-Joseph-Labre, connu et désigné comme étant une partie des lots numéros quatre-vingt-cinq «A», quatre-vingt-cinq «B» et quatre-vingt-six «A» (ptie lots 85 A, 85 B et 86 A) au cadastre officiel du rang Un (1) du canton de Lepage; avec bâtisse(s) y érigée(s), circonstances et dépendances, étant un terrain mesurant mesures anglaises, quatre cent quatre pieds (404 pi ou 123,14 mètres) et cent soixante pieds et quatre dixièmes (160,4 pi ou 48,89 mètres) vers le nord-ouest deux cent trente et un pieds (231 pi ou 70,41 mètres) et deux cent trente-cinq pieds (235 pi ou 71,63 mètres) le long d'une courbe vers le nord-est, deux cent quatre-vingt-dix-huit pieds et cinq dixièmes (298,5 pi ou 90,98 mètres) et cent soixante pieds (160 pi ou 48,768 mètres) vers le sud-est, cent pieds (100 pi ou 30,48 mètres) et quatre cent dix pieds (410 pi ou 124,968 mètres) vers le sud-ouest, et borné vers le nord-ouest par une partie du lot 86 B (Jean Marc Vadnais) et par une partie du lot 86 A (Bernard Dionne limitée), vers le nord-est par une partie du lot 86 A (Bernard Dionne limitée) et par la route 132, vers le sud-est par une partie du lot 85 A (Maurice Bélanger) et par une partie du lot 85 B (Maurice Bélanger) et vers

le sud-ouest partie par une partie du lot 85 A (Maurice Bélanger), partie par une partie du lot 85 B (Maurice Bélanger) et partie par la rivière Matapédia.»

Ces immeubles comprenant les immeubles par destination, c'est-à-dire l'outillage, les meubles meublants et autres objets mobiliers placés par l'emprunteur dans les lieux hypothéqués pour compléter son exploitation.

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du C.P.C., le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié fait à l'ordre du shérif du district de Rimouski, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à 78 482,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1).

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Matapédia à Amqui, 29, boulevard Saint-Benoît, Amqui, le MERCREDI SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
NICOLE MÉTHOT

Bureau du shérif
Cour supérieure
Rimouski, le 15 juillet 1992

81037

Saint-François

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
District de Saint-François
Cause no: 450-05-001122-916
Cause shérif: 450-18-000020-924

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant son siège social au 500, place d'Armes, 9^e étage à Montréal, district de Montréal, H2Y 2W3, et un bureau au 108, rue Wellington Nord à Sherbrooke, province de Québec, district de Saint-François, J1H 5B8, partie demanderesse, contre LAPERLE & FRÈRES INC., corporation légalement constituée, ayant son bureau au 41, rue des Cèdres, case postale 403 à Richmond, province de Québec, district de Saint-François, JOB 2H0, ET AL., partie défenderesse.

Désignation

«Une partie du lot deux cent seize (ptie 216), de figure irrégulière. Cette parcelle de terrain peut être plus particulièrement décrite de la manière suivante: partant d'un point situé à l'intersection de la ligne nord-est du lot 216-177 et de la ligne nord-ouest du lot 216-218; de ce point, en direction nord-ouest, en longeant la ligne nord-est des lots 216-177, 216-215 et 216-216, une distance de soixante mètres et quatre-vingt-seize centièmes (60,96 m); puis de là, en direction sud-ouest, en longeant la ligne nord-ouest du lot 216-216, une distance de trente-huit mètres et quarante et un centièmes (38,41 m); puis de là, en direction nord-ouest, en longeant la ligne nord-est du lot 216-166 partie (rue), une distance de

huit mètres et soixante-deux centièmes (8,62 m); puis de là, en direction nord, en longeant la ligne est du lot 216-166 partie (rue), une distance de vingt-huit mètres et vingt-cinq centièmes (28,25 m); puis de là, en direction nord-est, en longeant la ligne sud-est des lots 216-166 partie (rue) et 216-152 (rue), une distance de cent quatre-vingt-onze mètres et quatre-vingt-onze centièmes (191,91 m); puis de là, en direction nord-est, en longeant la ligne sud-est du lot 216-152 (rue), une distance de quarante-neuf mètres et soixante-seize centièmes (49,76 m); puis de là, en direction sud-est, en longeant la ligne sud-ouest du lot 216-152 (rue), une distance de quatre-vingt-sept mètres et douze centièmes (87,12 m); puis de là, en direction sud-ouest, en longeant la ligne nord-ouest du lot 216-170 (rue), une distance de quatre-vingt mètres et quatre-vingt-six centièmes (80,86 m); puis de là, en direction nord-ouest, à travers le lot 216, une distance de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m); puis de là, en direction sud-ouest, à travers le lot 216, une distance de quatre-vingt-onze mètres et quarante-quatre centièmes (91,44 m); puis de là, en direction sud-est, à travers le lot 216, une distance de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m) jusqu'au lot 216-170 (rue); puis de là, en direction sud-ouest, en longeant la ligne nord-ouest du lot 216-170 (rue), une distance de vingt mètres et douze centièmes (20,12 m); puis de là, en direction nord-ouest, en longeant la ligne nord-est du lot 216-218, une distance de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m); puis de là, en direction sud-ouest, en longeant la ligne nord-ouest du lot 216-218, une distance de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m) jusqu'au point de départ. Cette parcelle de terrain contient en superficie vingt mille six cent trente et un mètres carrés et quatre dixièmes (20 631,4 m²).

Parcelle 2

Une partie du lot deux cent seize (ptie 216), de figure irrégulière. Cette parcelle de terrain peut être plus particulièrement décrite de la manière suivante: partant d'un point situé à l'intersection de la ligne sud-ouest du lot 216-161 et de la ligne nord-ouest du lot 216-152 (rue); de ce point, en direction sud-ouest, en longeant la ligne nord-ouest du lot 216-152 (rue), une distance de trente mètres et quarante-huit centièmes (30,48 m); puis de là, en direction sud-ouest, en longeant la ligne nord-ouest du lot 216-152 (rue) et 216-166 partie (rue), une distance de deux cent un mètres et dix-sept centièmes (201,17 m); puis de là, en direction sud, en longeant la ligne ouest du lot 216-166 partie (rue), une distance de quarante-cinq mètres et quatre-vingt-sept centièmes (45,87 m); puis de là, en direction nord-ouest, en longeant la ligne sud-ouest du lot 216-166 partie (rue), une distance de vingt-cinq mètres et un centième (25,01 m); puis de là, à travers le lot 216, suivant un arc de cercle de dix-neuf mètres et trois centièmes (19,03 m) de rayon (intérieur), une distance de soixante-huit mètres et cinquante et un centièmes (68,51 m); puis de là, en direction nord-est, à travers le lot 216, une distance de quatre-vingt-deux mètres et cinquante-sept centièmes (82,57 m); puis de là, en direction nord-ouest, à travers le lot 216, une distance de trente-sept mètres et huit centièmes (37,08 m) jusqu'à la ligne sud-est du lot 356-56; puis de là, en direction nord-est, en longeant la ligne sud-est du lot 356-67, une distance de cent soixante-quinze mètres et quinze centièmes (175,15 m); puis de là, en direction sud-est, en longeant la ligne sud-ouest du lot 216-161, une distance de quatre-vingt-deux mètres et quatre-vingt-huit centièmes (82,88 m) jusqu'un point de départ. Cette parcelle de terrain contient en superficie quinze mille neuf cent soixante-trois mètres carrés et trois dixièmes (15 963,3 m²).

Parcelle 3

Une partie du lot deux cent seize (ptie 216), de figure irrégulière. Cette parcelle de terrain peut être plus particulièrement décrite de la manière suivante: partant d'un point situé à l'intersection de la ligne sud-est du lot 216-160 et de la ligne sud-ouest du lot 215; de ce point, en direction sud-est en longeant la ligne sud-ouest des lots 215 partie et 215-3-1, une distance de cent soixante-quatorze mètres et trois centièmes (174,03 m); puis de là, en direction sud-ouest, à travers le lot 216, une distance de quarante mètres et cinquante-trois centièmes (40,53 m) jusqu'au lot 216-152 (rue); puis de là, en direction nord-ouest, en longeant la ligne nord-est du lot 216-152 (rue), une distance de cent soixante mètres et soixante-quatre centièmes (167,64 m); puis de là, en direction nord-est, en longeant la ligne sud-est du lot 216-160, une distance de quarante et un mètres et quarante-cinq centièmes (41,45 m) jusqu'au point de départ. Cette parcelle de terrain contient en superficie six mille neuf cent soixante-dix-sept mètres carrés et deux dixièmes (6 977,2 m²).

Parcelle 4

Une partie du lot deux cent seize (ptie 216) de figure trapézoïdale. Cette parcelle de terrain peut être plus particulièrement décrite de la manière suivante: partant d'un point situé à l'intersection de la ligne nord-ouest du lot 216-170 (rue) et de la ligne sud-ouest du lot 216-152 (rue); de ce point, en direction sud-est, en longeant la ligne sud-ouest du lot 216-152 (rue), une distance de trente-cinq mètres et vingt-quatre centièmes (35,24 m); puis de là, en direction sud-ouest, à travers le lot 216, une distance de soixante-sept mètres et trente-deux centièmes (67,32 m); puis de là, en direction nord-ouest, à travers le lot 216, une distance de trente-deux mètres et trente-cinq centièmes (32,35 m); puis de là, en direction nord-est, en longeant la ligne sud-est du lot 216-170 (rue), une distance de soixante-sept mètres et soixante et onze centièmes (67,71 m), jusqu'au point de départ. Cette parcelle de terrain contient en superficie deux mille deux cent quatre-vingts mètres carrés et neuf dixièmes (2 280,9 m²).

Le tout sans bâtisse.

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié au nom du ministre des Finances, conformément à l'article 670e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 24 063,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendus en bloc au bureau de la division d'enregistrement de Richmond, situé au 746, rue Principale Nord, Richmond, QC, le DIX-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à DIX heures.

La shérif adjointe,
COLETTE BOUCHARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 15 juillet 1992

80981

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
District de Saint-François
Cause no: 450-05-001238-910
Cause shérif: 450-18-000043-926

CAISSE POPULAIRE DE BROMPTONVILLE, corporation régie par la Loi sur les caisses d'épargne et de crédit, ayant son siège social au 122, rue Saint-Lambert, Bromptonville, district de Saint-François, JOB IHO, partie demanderesse, contre DANIA MARY WEST, domiciliée et résidant au 579, route 216, Stoke, district de Saint-François, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Richmond, partie mise en cause.

Désignation

« Un certain terrain connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels pour le cadastre du canton de Stoke, rang Douze (rg XII), comme étant :

1. Le lot numéro douze « D » (12D), contenant soixante et un acres et quinze centièmes d'acre (61,15 ac) en superficie, plus ou moins;
2. Partie du lot numéro douze « C » (ptie 12C), de figure irrégulière, borné comme suit: vers le nord-est par le lot 12C-1, vers le sud-est par le lot 12C partie (élargissement de chemin public), par le chemin public (sans désignation cadastrale) et par le lot 13 partie, vers le sud-ouest par le lot 12D et vers le nord-ouest par le lot 11 partie.

De plus, ledit morceau de terrain mesure mille six cent quatre-vingt-douze pieds et sept dixièmes de pied (1 692,7 pi) dans sa ligne nord-est, un arc de trois cent dix pieds et un dixième de pied (310,1 pi), cent un pieds et neuf dixièmes de pied (101,9 pi), soixante et un pieds et six dixièmes de pied (61,6 pi), trois cent quatre-vingt-deux pieds et neuf dixièmes de pied (382,9 pi) et trois cent quatre-vingt-quatre pieds (394 pi) dans ses lignes sud-est, mille sept cent cinquante-cinq pieds (1 755 pi) dans sa ligne sud-ouest et mille deux cent trente-six pieds et sept dixièmes de pied (1 236,7 pi) dans sa ligne nord-ouest.

Contenant quarante-cinq acres et quatre-vingt-huit centièmes d'acre (45,88 ac) en superficie, plus ou moins.

Avec bâtisse dessus construites, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble 579, route 216, Stoke, province de Québec.»

Sous réserve du droit de rétention prévu à l'article 689 du Code de procédure civile, le montant minimal que l'adjudicataire devra verser au moment de l'adjudication, soit en argent, soit par chèque certifié au nom du ministre des Finances, conformément à l'article

670^e du Code de procédure civile, est fixé à la somme de 38 304,00 \$, représentant 25 % de l'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives (1979, c. 71).

Cette vente sera faite sous réserve de la Loi sur l'acquisition des terres agricoles par des non-résidents (L.R.Q., c. A-4.1) et sous réserve de la Loi concernant les droits sur les transferts de terrains (L.R.Q., c. D-17).

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Richmond, situé au 746, rue Principale Nord, Richmond, QC, le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à DIX heures.

La shérif adjointe,
COLETTE BOUCHARD

Bureau du shérif
Cour supérieure
Sherbrooke, le 17 juillet 1992

80982

Saint-Hyacinthe

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour supérieure — District de Montréal
Nos 500-05-018377-919
750-18-000021-925

BANQUE NATIONALE DU CANADA, corporation légalement constituée, ayant un bureau au 500, place d'Armes, 9^e étage, Montréal, province de Québec, district de Montréal, partie demanderesse, contre LES LOCATIONS M.B. INC., corporation légalement constituée, ayant un bureau au 1280, Cascades Est, Saint-Hyacinthe, province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, et ROBERT MESSIER, domicilié et résidant au 613, chemin des Patriotes, ville de Mont-Saint-Hilaire, province de Québec, district de Saint-Hyacinthe, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, partie mise en cause.

Désignation

« Un immeuble connu et désigné comme étant la subdivision numéro vingt-cinq du lot original numéro cent quatre-vingt-quinze (195-25), au cadastre officiel de la paroisse de Saint-Hyacinthe-le-Confesseur; avec les bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, portant le numéro d'immeuble, 1280 des Cascades, Saint-Hyacinthe, QC. Tel que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes qui se rattachent audit immeuble.»

La mise à prix est fixée à la somme de 64 361,50 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur comparatif établi pour ce rôle par le ministre des Affaires municipales, montant minimal que l'acheteur devra payer au shérif au moment même de la vente, en argent ou par chèque visé à l'ordre du ministre des Finances.

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, au 1150, rue Sainte-Anne, local 200 à Saint-Hyacinthe, le MERCREDI SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à QUATORZE heures.

La shérif adjointe,
ME GLADYS SALVAIL

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Hyacinthe, le 13 juillet 1992

80983

Terrebonne

Ordonnance de saisie et vente immobilière
Canada — Province de Québec
Cour fédérale
No ITA-5889-91

IN RE de la Loi de l'impôt sur le revenu, du Régime de pensions du Canada, de la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, de la Loi de l'impôt sur le revenu, S.R.O. 1980, c. 213, telle que modifiée; et **IN RE** de la ou des cotisations établies par le ministre du Revenu national en application de l'un ou plusieurs des lois ou régimes suivants: la Loi de l'impôt sur le revenu du Canada, le Régime de pensions du Canada, la Loi de 1971 sur l'assurance-chômage, la Loi de l'impôt sur le revenu, S.R.O. 1980, c. 213, telle que modifiée, partie demanderesse, contre CARL-OTTO EISERMAN, Bjornbarsgraud 3, Bramhult 51054, Suède, partie défenderesse, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Terrebonne, partie mise en cause.

« Un emplacement situé dans la municipalité de Sainte-Agathe-Sud dans le comté de Terrebonne, dans le Troisième Rang du canton de Beresford, connu et désigné, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, et composé :

1. du lot numéro cinquante-quatre de la subdivision du lot originaire numéro deux A (2A-54), ayant une superficie de mille six cent quatre-vingt-neuf mètres carrés et soixante-quatre centièmes de mètre carré (Sup.: 1 689,64 m²);
2. du lot numéro cinquante-cinq de la subdivision du lot originaire numéro deux A (2A-55), ayant une superficie de mille cinq cent soixante-dix-neuf mètres carrés et soixante centièmes de mètre carré (Sup.: 1 579,60 m²);
3. du lot numéro cinquante-six de la subdivision du lot originaire numéro deux A (2A-56), ayant une superficie de mille quatre cent sept mètres carrés et quatre-vingt-sept centièmes de mètre carré (Sup.: 1 407,87 m²).

Cet emplacement est désigné par les numéros 4145, 4146, 4147 sur un plan préparé par Jean Godon, arpenteur-géomètre, en date du 25 août 1980, et portant le numéro 457-1 de ses minutes.

La mise à prix est fixée à 4 600,00 \$, soit 25 % de l'évaluation de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des

Affaires municipales en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale et modifiant certaines dispositions législatives, que l'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé à l'ordre du shérif du district de Terrebonne, au moment de l'adjudication.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Terrebonne, situé au 85, de Martigny Ouest, bureau 4.3, Saint-Jérôme, QC, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1992 à ONZE heures TRENTE.

Le shérif adjoint,
MICHEL ROULEAU, *technicien en droit*

Bureau du shérif
Cour supérieure
Saint-Jérôme, le 6 juillet 1992

8098

Ventes pour taxes

Ville de Saint-Jean-Chrysostome

Avis est donné par la soussignée, assistante greffière *ad hoc* pour la ville de Saint-Jean-Chrysostome, que la liste des immeubles devant être vendus à l'enchère publique pour non-paiement de taxes, au bureau de la ville, sis au 959, rue de l'Hôtel-de-Ville à Saint-Jean-Chrysostome, le 26 août 1992 à 10 heures, a été publiée au journal «*Peuple-Chaudière*», éditions des 19 et 26 juillet 1992, le tout conformément à l'article 514 de la Loi sur les cités et villes du Québec.

Saint-Jean-Chrysostome, le 1^{er} août 1992

80985

L'assistante greffière de la ville,
NATHALIE GOSSELIN

Erratum

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE JOHNSON

Dans la municipalité de Brompton Gore, SD
Région 05, district 35

Dans l'avis publié le 2 janvier 1971, on aurait dû lire: « sections de la route 22 (ancien chemin Grand-Brompton) vis-à-vis les lots P-11-A, P-11-B, 11D, P-12-B, 12-D, 12-C, 14-A, 14-B, 14-C, P-15-A, P-16-A, P-16-B, du rang X et 14-C rang XI sur une longueur approximative de 1,6 kilomètre.

Québec, le 16 juillet 1992

4015

Le ministre délégué aux transports,
ROBERT MIDDLEMISS

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE JONQUIÈRE

Dans la municipalité de Jonquière, ville
Région 02, district 94

Dans l'avis publié le 15 novembre 1969, on aurait dû lire: « Dans la municipalité d'Arvida (aujourd'hui Jonquière) deux parties de l'ancienne route 16-A (170) vis-à-vis des lots 14 rang X (aujourd'hui connu sous le lot 24, rang III, cadastre cité d'Arvida) et P-14 rang XIII sud-ouest, sur une longueur approximative de 395 mètres. »

Québec, le 16 juillet 1992

Le ministre délégué aux transports,
ROBERT MIDDLEMISS

4015

CIRCONSCRIPTION ÉLECTORALE DE ROBERVAL

Dans la municipalité de Lac Bouchette, village
Région 02, district 90

Dans l'avis publié le 29 janvier 1992, on aurait dû lire: « Sections de l'ancienne route 155 (19):

Canton de Crespeul: partie non subdivisée et vis-à-vis des lots 48-1, 49 et 50 rang I et vis-à-vis des lots 50-7, 51-6, 52-3, 53-3, 54 à 58, 59-1, 61 à 64 et 77 rang II sur une longueur approximative de 9,6 kilomètres.

Canton de Malherbe: du lac des Commissaires vis-à-vis des lots 48-2, 24 à 57 et 61 à 67 sur une longueur approximative de 12,3 kilomètres ».

Québec, le 16 juillet 1992

Le ministre délégué aux transports,
ROBERT MIDDLEMISS

4015

LE PETIT BOULANGER G.D. INC.

L'inspecteur général des institutions financières donne avis qu'il corrige l'avis concernant la délivrance d'un certificat de modification, paru à la *Gazette officielle du Québec* le 1992 07 04, à la page 3011, du numéro 27, relativement à « LE PETIT BOULANGER G.D. INC. », de façon à ce que la date de constitution se lise « 1984 08 23 ».

*L'inspecteur général des
institutions financières,*
JEAN-MARIE BOUCHARD

4010

2173-9263

AVIS

**PAGE BLANCHE
NON NUMÉROTÉE
MAIS INCLUSE
DANS LA PAGINATION**

LOIS ET RÉGLEMENTS DES AFFAIRES SOCIALES



Le recueil de base

Ce recueil comprend plus de 60 lois, règlements, décrets, ordonnances, traitant du domaine des affaires sociales. Il se présente sous la forme de feuilles mobiles à l'intérieur de deux cahiers-relieurs. On y retrouve, entre autres, les lois sur:

- les services de santé et les services sociaux;
- l'assurance-maladie;
- l'assurance hospitalisation;
- la protection de la santé publique;
- la protection du malade mental;
- le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic;
- l'exercice des droits des personnes handicapées

Le recueil de base est en vente au coût de **185\$**.

En vente dans nos librairies.

Vente et information

Les Publications du Québec
Service à la clientèle - Abonnements
Case postale 1190
Outremont (Québec)
H2V 4S7

Tél.: (514) 948-1222
(Sans frais) 1 800 465-9266

L'abonnement aux mises à jour

L'abonnement aux mises à jour fonctionne selon le système de commande permanente. Chaque abonné reçoit automatiquement les mises à jour au fur et à mesure qu'elles paraissent. Chacune est accompagnée de la facture correspondante, dont le montant varie selon le nombre de pages.



COMMANDE POSTALE

Nom : _____ No compte client : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Téléphone : (____) _____

Quant.	Titre	Prix unitaire	Total
	Recueil des lois et règlements des Affaires sociales, 2 volumes	185\$	
	Abonnement aux mises à jour		

Somme partielle _____

TPS 7 % _____

Total _____

Cartes de crédit acceptées  

Numéro : _____

Date d'échéance : _____

Banque : _____

Nom du titulaire : _____

Signature : _____

Important :

Paiement par chèque ou mandat-poste à l'ordre de «Les Publications du Québec».

Prix et conditions de vente modifiables sans préavis.

Les prix indiqués sont établis en dollars canadiens.

Québec 



A9247 / Juin

Port de retour garanti
Gazette officielle du Québec
1279, boulevard Charest ouest
Québec
G1N 4K7

ISSN 0703-5756

